

# alternatives

## non violentes



BDIC

MAJOR KING-HALL

# Défense nucléaire

# Non-sens militaire

J. Galtung - Dix propositions

50

revue trimestrielle 18 F

809 6112

## OU TROUVER ANV ?

### 12100 MILLAU

- Librairie RAMOND - boulevard de l'Ayrolle
- LE CUN - route de Saint-Martin

### 13006 MARSEILLE

- L'ODEUR DU TEMPS - 6, rue Pastoret

### 13100 AIX-EN-PROVENCE

- Librairie QUOTIDIENNE - 5, rue du Félibre - Gaut
- Librairie de l'UNIVERSITE - 12 a, rue de Nazareth

### 14000 CAEN

- LA LICORNE - 26, rue Froide
- MAN CAEN - BP 171 - 14008 Caen Cédex

### 16100 COGNAC

- LE TEXTE LIBRE - 17, rue Henri-Fichon

### 21000 DIJON

- Centre d'Animation Autogestionnaire, 12, rue Chaignot

### 22000 SAINT-BRIEUC

- Librairie du Champ de Mars - 11, rue Saint-François
- Maison de la Presse - rue Saint-Guillaume

### 25000 BESANCON

- MAN - 43, rue des Granges

### 26000 VALENCE

- LE BOUQUIN - 24, Grande-Rue

### 29000 QUIMPER

- CALLIGRAMMES - 18, rue E.-Fréron

### 31000 TOULOUSE

- « 103 » - 39, rue Peyrollières

### 33000 BORDEAUX

- Librairie L'EN DEHORS - 46, rue du Mirail

### 35000 RENNES

- AU MONDE EN MARCHÉ
- MAISON D'INFORMATION POUR LA NON-VIOLENCE 32, rue Saint-Malo

### 35300 FOUGERES

- MAISON DE LA PRESSE - bd du Général-Leclerc

### 35400 SAINT-MALO

- Centre LA BRIANTAIS - SAINT-SERVAN

### 38000 GRENOBLE

- LA DERIVE - 10, place Sainte-Claire
- Librairie NOTRE-DAME - 10, place Notre-Dame
- Librairie PAILLET

- Librairie de l'Université - 2, place Léon-Martin
- Librairie HAREL, 11, rue Saint-Jacques
- MAN - Maison des Associations, 2, rue Berthe-de-Boissieux.

### 38200 VIENNE

- LUCIOLES - rue des Clercs

### 42000 SAINT-ETIENNE

- ART ET LITTÉRATURE - 14, rue Gambetta
- CULTURE ET FOI - 20, rue Berthelot
- LIBRAIRIE DE PARIS - 6, rue Michel-Rondet
- LIBRAIRIE PLAINE - 27, avenue de la Libération
- UTOPIA - 7, rue Camille-Collard

### 42400 SAINT-CHAMOND

- Librairie BORDRON - 50, rue de la République

### 42700 FIRMINY

- Librairie VICHERD - 39, rue Jean-Jaurès

### 44000 RENNES

- GRANV - ch. de la Poste de Gresves - 44240 TREILLERES

### 45000 ORLEANS

- MAN - 50, rue d'Illiers
- LA CAPOTIERE - 49, rue des Carmes

### 45200 MONTARGIS

- MAN - 20, rue du Dévidet

### 50100 CHERBOURG

- GRANV - BP 127

### 54000 NANCY

- MAN - BP 51

### 59800 LILLE

- MAN NORD - 2, rue des Boucliers

### 67000 STRASBOURG

- ONDES ET RIVES - 2, rue Fritz

### 68000 COLMAR

- Librairie HUFFEL - 3, rue Prêtres

### 68140 MUNSTER

- Collectif Artisans de Paix
- 19, rue Principale - Griesbach au Val

### 68150 RIBEAUVILLE

- CENTRE DE RENCONTRES - AUBURE

### 68460 LUTTERBACH

- MAN MULHOUSE - 10, rue des Maréchaux



## EDITORIAL

Les numéros se suivent et ne se ressemblent pas! Après avoir fêté notre dixième anniversaire avec un numéro « éclaté », fait de multiples témoignages, poèmes, dessins, interviews, nous vous proposons maintenant un numéro austère et compact, presque un petit livre. Ni l'un ni l'autre — nos lecteurs habituels le savent — ne sont représentatifs de la formule ordinaire de notre revue, que nous n'avons pas l'intention de modifier substantiellement, même si nous gardons le projet d'améliorer la présentation.

La décision, exceptionnelle donc, de consacrer les deux tiers d'un numéro à un seul document — et à un document datant de 1960! — ne s'explique que par le nom de son auteur: le major britannique Sir Stephen KING-HALL. Ce nom est déjà familier à tous ceux qui se sont intéressés à la notion de défense non violente. Le fait

que ce soit un militaire qui ait le premier développé une argumentation systématique en faveur de ce type de défense pour son pays a été maintes fois mentionné. Mais si le nom est connu, l'œuvre ne l'est pas, et pour cause: elle n'est pas traduite en Français.

Cette lacune, ce numéro d'A.N.V. ne la comble qu'imparfaitement. Le texte que nous publions ici n'est pas, en effet, l'ouvrage historiquement si important publié par KING-HALL en 1958, *Defence in nuclear age*, beaucoup trop long pour une publication en revue. Il s'agit d'un opuscule publié deux ans plus tard sous le titre *Common sense in Defence*, et qui est essentiellement une critique radicale de toute politique de défense appuyée sur des armes nucléaires. L'argumentation en faveur d'une défense non violente y est présentée, mais non développée.

Au premier abord, on pourrait penser que la place restreinte que tient dans cet opuscule l'argumentation positive en faveur d'une autre défense ne justifie pas sa publication ici: des critiques de la politique de défense nucléaire, n'en avons-nous pas déjà suffisamment, sans aller chercher un texte de 1960? Une lecture attentive du texte nous a pourtant convaincus de son intérêt pour nos débats d'aujourd'hui: étonnante est la clairvoyance dont l'officier britannique fait preuve, dès 1960, sur certaines impasses de la défense par dissuasion nucléaire qui ne sont apparues nettement que plus tard. Loin d'être un inconvénient, l'ancienneté même de ce texte en fait tout l'intérêt.

Par ailleurs, on ne peut regretter qu'à moitié que cet opuscule s'étende peu sur une description de ce que pourrait être une défense sans armes.



Ayant lu l'ouvrage de 1958 où il développe davantage ce point, nous devons avouer que la contribution de King-Hall à la pensée positive sur la défense non-violente est de peu d'intérêt à côté de celles qui se sont développées depuis, et dont nous avons parlé plusieurs fois dans cette revue (numéros 17, 33 et 39 notamment). Il restera davantage dans l'Histoire pour avoir indiqué la nécessité de ce choix que pour en avoir esquissé le contenu... Mais n'est-ce pas le lot de bien des précurseurs que de ne pas savoir donner corps à leurs intuitions ?

L'intérêt historique du texte présenté ici nous a amenés à le publier intégralement, malgré notre conscience du fait que certains passages se réfèrent à des événements bien particuliers qui peuvent rester obscurs au lecteur d'aujourd'hui : allusions à l'échec de la fusée Blue streak (qui devait amener la Grande-Bretagne à acheter en 1962 ses sous-marins nucléaires Polaris aux Etats-Unis), débat sur les « euromissiles » de l'époque, les fusées Thor (qui seront retirées en 1963). Nous n'avons pas voulu surcharger ce numéro par des commentaires techniques et historiques que les spécialistes pourront toujours trouver ail-

leurs. Mais comme il s'agit de la seule publication de cet ouvrage en français, il nous a paru nécessaire de le respecter jusque dans ses détails.

Est-il besoin de préciser que la publication de ce document ne signifie pas que nous approuvions sur tous ses points l'argumentation de King-Hall ? Nos lecteurs auront deviné que sa position, à la fin, sur la désobéissance civile dans une démocratie n'est pas la nôtre. De même, sa manière de présenter la défense non violente en continuité avec la défense civile au sens traditionnel du mot nous paraît de nature à obscurcir les notions. Enfin, il va de soi que nous restons perplexes devant son affirmation que « point n'est besoin d'armes nucléaires pour atteindre des buts tels que celui consistant à mater des événements à Hong Kong ou à Malte ou encore des incidents provoqués par une éventuelle grève générale en Grande-Bretagne. » Notre major anti-nucléaire ne serait-il pas en train de justifier là une mission de l'armée qui n'a rien à voir avec la défense de la démocratie ?

Nous adressons nos très vifs remerciements à M. Ivo RENS, Professeur à la Faculté de droit

de l'Université de Genève, membre du GIPRI (Geneva International Peace Research Institute), pour nous avoir communiqué ce texte traduit par ses soins et pour nous avoir autorisés à le publier. Nous le remercions aussi pour la préface qu'il a rédigée, sans laquelle une bonne partie de l'intérêt de ce texte pour aujourd'hui pourrait échapper au lecteur pressé.

Par ailleurs, nos amis belges du M.I.R.-I.R.G. (Mouvement international de la Réconciliation - Internationale des Résistants à la Guerre), avec lesquels nous avons décidé d'intensifier notre collaboration, nous ont communiqué deux documents qui complètent utilement ce dossier. Le premier est signé d'un nom qui nous est déjà familier, celui de Johan GALTUNG (voir n° 34 notamment) ; il présente une dizaine de propositions concrètes aux mouvements de paix européens. Le deuxième émane de Pax Christi International, mouvement officiel de l'Eglise catholique. On peut le lire à la fois comme un complément à notre dossier sur « guerres saintes, guerres justes » (n° 48) et comme un ensemble de propositions à la fois précises et modérées sur la question du désarmement.

Christian MELLON.



# Défense nucléaire, non-sens militaire

par Stephen KING-HALL

*Ouvrage publié sous les auspices de l'Institut international de recherches pour la paix à Genève (GIPRI) simultanément par la revue Alternatives non violentes en France et par les Editions de la Croix du Sud en Suisse.*

## PRÉFACE

par Ivo RENS

« C'est contre l'arme et non contre le bras qu'il faut sévir. Il y a des masses trop pesantes pour la main des hommes. » Benjamin Constant, *Principes de politique applicables à tous les gouvernements représentatifs* (1815). La Pléiade, Gallimard, Paris, 1957, p. 1104.

*Si la peur est mauvaise conseillère, que dire de la terreur ? C'est pourtant l'état dans lequel ont choisi de se placer les responsables de la sécurité des grandes puissances en optant, au terme d'une évolution dialectique connue sous le nom de Guerre froide, pour le prétendu équilibre de la terreur.*

*Il est souvent admis sans discussion que notre civilisation scientifique et industrielle a démontré sa redoutable efficacité militaire avec Hiroshima et Nagasaki. Mais l'efficacité militaire est-elle bien fonction de l'efficacité dans la destruction ? Autrement dit, la puissance militaire est-elle fonction principalement sinon uniquement de la quantité de violence à disposition ? Dans l'affirmative, on conçoit que les grandes puissances se soient hâtées*

*de se constituer des arsenaux nucléaires aptes à détruire plusieurs fois l'espèce humaine et probablement quelques autres. King-Hall fut l'un des très rares esprits qui, non point bien qu'ancien militaire mais parce que de formation militaire, comprit dès 1945 que les catégories mentales relatives à la sécurité, donc à la défense et aux forces armées, qui avaient été valables aux époques pré-nucléaires, étaient devenues obsolètes depuis Hiroshima et Nagasaki.*

*Parmi ces catégories, il en est une qui, plus encore que l'équivalence posée entre efficacité militaire et violence disponible, me paraît caractéristique de la modernité, à savoir celle d'équilibre. Dans l'ordre politique cela donna dès le XV<sup>e</sup> siècle*



## préface

la mosaïque de l'Italie renaissante, puis accrédita, au XVII<sup>e</sup> siècle, lors des traités de Westphalie, l'idée baroque que la paix pourrait être fondée désormais sur l'équilibre européen en lieu et place du consensus procédant de la foi dont l'unité n'avait pas résisté à la Réforme. Au cours des siècles écoulés, certains des meilleurs esprits de l'Europe s'attachèrent à compléter cette notion d'équilibre européen, devenu international avec le temps, par des constructions ingénieuses, visant à garantir la paix par le droit. Mais comme le droit international restait fondé sur un rapport de forces, l'équilibre était à tout le moins précaire, comme on le vit bien avec les première et deuxième guerres mondiales. Tant que l'« ascension aux extrêmes », analysée par Clausewitz, ne débouchait pas sur l'anéantissement de l'humanité, la métaphore boursière chère à cet auteur demeura aussi plausible que l'idée d'équilibre. Avec la menace de l'holocauste nucléaire que perçut King-Hall dès 1945, il en va bien sûr autrement, non seulement de Clausewitz mais encore de toute idée d'équilibre militaire.

Remarquons bien que la quasi-totalité de la littérature scientifique spécialisée parue depuis l'avènement de l'ère nucléaire s'est attachée à justifier cette dernière qui, grâce à la dissuasion nucléaire, aurait rendu la guerre définitivement « impensable ». Certes, c'était une variation nouvelle sur un vieux thème, celui de l'équilibre international comme condition de la paix, dont on était en droit de se demander comment il avait pu s'accommoder de l'accession de certains Etats à la toute-puissance dans l'ordre de la destruction. Mais la pensée stratégique étant, comme son objet, éminemment dialectique, elle contourna plus qu'elle ne résolut cette difficulté en relativisant le caractère novateur de l'ère nucléaire. Pour ce faire, elle reprit l'antienne des formules éculées et des doctrines éprouvées qu'elle s'efforça de présenter comme garantes de

l'équilibre de la terreur ... donc de la paix ! Ce faisant, elle justifia la course aux armements sans précédent que nous connaissons.

Les ouvrages classiques de Hans Morgenthau *Politics among Nations. The Struggle for Power and Peace* (1948), Henry Kissinger, *Nuclear Weapons and Foreign Policy* (1957), Herman Kahn, *On Thermonuclear War* (1961) et de Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations* (1962), sont autant de jalons de cette compulsion idéologique répétitive de notions obsolètes, fût-ce par leur dramatique sous-estimation des déséquilibres inhérents à la dynamique technologique. L'adhésion de ces auteurs à l'équilibre nucléaire international est attestée par le soin qu'ils prennent à occulter les thèses hétérodoxes qui pourraient inciter le lecteur à se poser des questions qu'on a préalablement tranchées pour lui. J'en veux pour preuve deux exemples puisés dans un autre ouvrage de Raymond Aron, *Penser la guerre*, Clausewitz (1976).

Le deuxième tome de cet ouvrage commence par la phrase suivante : « Le plus grand écrivain militaire de notre temps, Sir Basil Liddell Hart, partage avec Lord Keynes une conviction que la destinée posthume de Marx, en dépit du marxisme officiel, tend à justifier : l'influence des idées sur le cours de l'histoire. » Mon propos n'est pas d'entrer en matière sur ce truisme mais de souligner la place exceptionnelle que Raymond Aron assigne à Sir Basil Liddell Hart, qu'il cite constamment, pour l'intelligence de son sujet : « *Penser la guerre* ». Il n'en est que plus remarquable qu'il ne signale jamais la contribution de Liddell Hart à un ouvrage collectif d'Adam Roberts, intitulée « *Lessons from Resistance Movements-Guerilla and Non-violent* » (1967) dans laquelle je suis tenté, pour ma part, de voir le testament intellectuel de cet auteur. Dans la conclusion de cette étude, on trouve notamment ceci :



« Il est probable que plus les gouvernements prendront conscience de leur incapacité à mettre en place une défense militaire efficace, plus ils se mettront à prendre au sérieux la défense civile non-violente »... (1)

Autre exemple significatif de censure intellectuelle : dans l'ouvrage susmentionné de Raymond Aron, je n'ai relevé qu'une mention de King-Hall. Et encore, son nom apparaît-il parce que l'une de ses thèses sur Clausewitz avait été citée et réfutée par les stratèges soviétiques, auteurs d'un pesant *factum* intitulé *Guerre et armée* selon le marxisme-léninisme (1957), avec lesquels Raymond Aron se trouve pour l'essentiel à l'unisson (2) !

En réalité, c'est toute une conspiration du silence que nos spécialistes et politiques ont ourdie contre l'idée même de défense principalement non-violente à laquelle Liddell Hart et King-Hall s'étaient finalement arrêtés pour des raisons non point d'éthique, mais d'opportunité et d'efficacité. Certes, dans les pays scandinaves, dans ceux de langue allemande ou de langue anglaise, les œuvres de Johan Galtung, Theodor Ebert et Gene Sharp ont résisté à l'étouffoir, sans toutefois parvenir à percer dans le débat politique, sauf exceptions. Il en va tout autrement dans l'aire géographique des langues latines où, en dépit d'efforts méritoires mais isolés, tels ceux de la revue française *Alternatives non violentes* (3), les rares critiques considérées comme

sérieuses de la dissuasion nucléaire émanent de spécialistes bravaches qui en préconisent le renforcement ou l'extension (4).

Dès lors quoi d'étonnant à ce que de jeunes clercs ambitieux, soucieux de se frayer une voie dans des sociétés que l'obsession de la sécurité conduit à une militarisation croissante, cherchent à s'affirmer par le développement de recherches stratégiques en histoire, en science politique, en philosophie même, prêtant ainsi la main à une emprise croissante des militaires sur les sciences dites humaines qui, contrairement à la physique et au reste des sciences exactes, leur étaient restées jusqu'ici passablement réfractaires ?

Peut-être n'est-il pas sans intérêt que je signale dans quelles conditions j'ai fait la découverte de King-Hall. Celle-ci s'est déroulée en deux temps. Au tout début des années 60, alors que j'étais secrétaire adjoint de l'Union interparlementaire, j'eus l'occasion de lire plusieurs numéros des *King-Hall News-Letters*, périodique insolite que cet auteur avait lancé en 1936 et qui, pendant la guerre, s'était appelé *National News-Letters*. Si le Bureau interparlementaire y était abonné, c'était essentiellement, pensai-je alors, parce que King-Hall était un zélé propagandiste de la démocratie représentative comme l'attestait le fait qu'il avait créé en 1944 la « *Hansard Society for Parliamentary Government* », une société savante pour la défense et l'illustration du parlement. Comme l'Union interparlementaire m'avait confié alors la préparation d'un ouvrage sur les institutions représentatives dans le monde et

(1) Adam Roberts, *The Strategy of Civilian Defence Non-violent Resistance to Aggression*, Faber and Faber Ltd., London, 1967, p. 210.

(2) Raymond Aron, *Penser la guerre, Clausewitz*, Tome II, *L'âge planétaire*, p. 271.

(3) *Alternatives non violentes*, revue trimestrielle, Crainville F-42210 Montrond.

(4) Cf. par exemple *L'Europe sans défense ?* Pergamon, Paris, 1979, par le Général Robert Close et *Contre la stratégie des Curiaces*, dans la collection « Commentaire », Julliard, Paris, 1983, par François de Rose, ancien ambassadeur de France auprès du Conseil de l'OTAN.



## préface

comme j'enseignais au surplus le droit parlementaire comparé à la Faculté de droit de l'Université de Genève, je fus amené à consulter fréquemment la revue de la Hansard Society intitulée Parliamentary Affairs, dans laquelle je rencontrai parfois des idées émises par King-Hall et peut-être même l'un ou l'autre texte émanant de lui.

En 1975, soit quelque quinze ans après, alors que je préparais un nouveau cours sur le pacifisme, dans le cadre de mon enseignement d'histoire des doctrines politiques, toujours à la Faculté de droit de Genève, je tombai un jour, par hasard, sur un livre (5) faisant référence à un « major britannique King-Hall » qui aurait proposé une défense nationale inspirée des principes de la non-violence, dans un ouvrage intitulé *Defence in the Nuclear Age* (6). D'abord, compte tenu de l'hétérodoxie évidente d'une telle thèse, je crus que son auteur n'avait que le nom en commun avec le théoricien du parlementarisme que je m'étais imaginé passablement conformiste. J'eus d'ailleurs bien des difficultés à repérer dans une bibliothèque publique suisse, la « Sozialarchiv » de Zurich, un exemplaire de l'ouvrage susmentionné. Ce fut pour moi une révélation. Je réussis à me procurer peu après un autre livre de lui sur le même sujet, *Power Politics in the Nuclear Age* (1962), puis l'opuscule intitulé *Common sense in Defence* (1960) qu'on lira ci-après.

C'est en 1977 que je fis la connaissance de la fille aînée et ancienne collaboratrice de Sir Stephen King-Hall, Miss Ann King-Hall, qui m'autorisa à traduire et publier en français *Common Sense in*

*Defence*. Entre-temps, l'une de mes étudiantes avancées, qui devint ensuite mon assistante, Madame Marlyse Muller, décida de consacrer son mémoire de diplôme d'études supérieures de science politique à Défense et paix à l'âge nucléaire dans l'œuvre de Stephen King-Hall (1979). C'est à ce manuscrit inédit et aux autres recherches de Mme Marlyse Muller, actuellement membre du Comité directeur du GIPRI comme moi-même du reste, que j'emprunterai l'essentiel des renseignements qui suivent sur la personnalité et l'œuvre foisonnante de notre auteur.

Stephen King-Hall est né à Blackheath le 21 janvier 1893 d'une mère irlandaise et d'un père anglais, officier de marine. Son père, comme son grand-père et l'un de ses oncles, terminèrent leur carrière avec le grade d'amiral. Son arrière-grand-père également servit dans la Navy pendant les guerres contre Napoléon. Héritier d'une telle tradition — dont il se montra toujours fier — sa voie paraissait toute tracée.

De fait, après avoir fréquenté l'école primaire à Portsmouth puis dans un établissement privé de la région de Lausanne, il fut admis à l'âge de 13 ans, en 1906, au Royal Naval College Osborne. En 1911 il fut nommé aspirant de marine sur le HMS *Nep-tune*, à bord duquel il voyagea passablement, notamment en Afrique du Sud où il fit la connaissance de Kay Spencer qu'il épousera en 1919.

En 1913, il passa brillamment les examens qui devaient lui valoir le grade de sous-lieutenant. En 1916 il prit part à la bataille du Jutland dont l'issue fut incertaine, puis il servit dans un sous-marin et il se spécialisa dans le contre-torpillage des sous-marins allemands.

En 1921, il fut diplômé du Naval Staff College, l'Ecole navale des officiers. Il se rendit alors en Chine et au Japon, puis fut attaché en 1925 au Army Staff College, l'Ecole des officiers de l'Armée de

(5) Jean-Pierre Cattelain, *L'objection de conscience*, Que sais-je ? PUF, Paris 1973, p. 7.

(6) *Defence in the Nuclear Age* by Commander Sir Stephen King-Hall « in which against a background of service experience and tradition he argues for unilateral nuclear disarmament », Victor Gollancz Ltd, London, 1958.



terre. Les deux années qui suivirent furent peut-être décisives pour son évolution ultérieure car il exerça les fonctions d'Officier principal dans le service des renseignements de la Flotte de Méditerranée. En 1928-1929, il fut promu « Commander », grade qui semble correspondre davantage à celui de capitaine qu'à celui de commandant.

Entretiens, son intérêt pour la chose publique s'étant considérablement élargi, il entreprit d'écrire et de publier plusieurs ouvrages fleurant le grand large : *Western Civilization in the Far East*, « La civilisation occidentale en Extrême-Orient » (1924), *Imperial Defence*, « La défense impériale » (1925) et *The China of to-day*, « La Chine d'aujourd'hui » (1927). Sans doute le succès de ces essais le poussa-t-il à accepter en 1929 une offre que Lionel Curtis, fondateur du Royal Institute of International Affairs (RIIA) après la Conférence de la Paix à Versailles, lui avait présentée dès 1926 à l'effet de devenir collaborateur de cet Institut et donc de démissionner de la Navy.

Stephen King-Hall travailla à Chatham House, siège de cet Institut, de 1929 à 1935, année à partir de laquelle il fut élu membre du Conseil du RIIA. Sur le plan de sa formation intellectuelle, ces années ont remplacé l'Université. Il en a laissé un témoignage à cheval sur l'histoire, la science politique et le journalisme dans un gros ouvrage en deux volumes intitulé *Our own Times 1913-1934*, « Notre temps 1913-1934 » (1934). Durant cette période il se rendit aux Indes pour veiller à la création d'une branche indienne du RIIA. Sa mission consistait à obtenir sinon l'appui du moins la neutralité bienveillante des dirigeants du Parti du Congrès à l'égard de cette initiative. A cette occasion, il rencontra Gandhi sans pour autant paraître particulièrement impressionné par ce dernier. De ce voyage, il rapporta également un livre, *Thirty days of India*, « Trente jours aux Indes » (1937).

C'est au cours des années passées à Chatham House que Sir Stephen King-Hall se lia au National Labour Party, dissidence du Labour Party, qui avait suivi le premier ministre Ramsay MacDonald dans son cabinet d'union nationale formé avec les Tories et une fraction des libéraux. Aussi bien est-ce en 1939 qu'il fit son entrée à la Chambre des communes où il représenta, en tant que député du National Labour Party, puis en tant que député non inscrit, favorable à Winston Churchill, la circonscription d'Omskirk, dans le Lancashire.

Dans son journal intime, toujours inédit, King-Hall signale les difficultés techniques qu'il éprouvait à relater « ses vies » puisque, aussi bien, hormis sa carrière dans la Navy, il écrivit une quarantaine d'ouvrages, quelques pièces de théâtre, collabora à de nombreux journaux, à la radio puis à la télévision, à la direction d'une grande compagnie d'assurances, siégea à la Chambre des communes de 1939 à 1945, fut à ses heures fermier, etc. Comme mon propos n'est pas de faire œuvre de biographe, mais bien de présenter au lecteur français du stratège que fut King-Hall la personnalité complexe de ce personnage, je me contenterai de signaler ci-après les autres principaux livres dont il fut l'auteur :

- *Our Own Times*, (2 vol.) « Notre temps », huit éditions remaniées jusqu'en 1961 ;
- *Total Victory*, « La victoire totale » (1941-1942) ;
- *Britain's Third Chance*, « La troisième chance de la Grande-Bretagne » (1943) ;
- *The Communist Conspiracy*, « La conspiration communiste » (1953).

Puis viennent ses trois ouvrages de stratégie, dont le présent opuscule, qui procèdent d'un rejet de la défense nucléaire.



## préface

Comme on se l'imaginera aisément, les thèses de King-Hall en matière de défense ne firent pas d'emblée l'unanimité ! Il me semble que dans la plupart de nos démocraties occidentales leur auteur eût été progressivement marginalisé sinon discrédité sous les prétextes les plus divers. Au Royaume-Uni, rien de tel ne se produisit. Certes, c'est en 1954, donc avant l'annonce publique de son hétérodoxie, qu'il se vit octroyer par la Reine le titre honorifique de « chevalier », ce qui lui valut de signer tous ses écrits postérieurs « Sir » Stephen King-Hall. Mais il n'en fut pas pour autant dissuadé de se rapprocher de la déjà remuante Campagne pour le désarmement nucléaire (CND), dont il se sépara toutefois lorsque ce mouvement renonça à s'en remettre aux seules voies constitutionnelles, ce qui n'empêcha pas ses propres idées d'être publiquement discutées jusqu'à sa mort en tout cas. Et au lieu de se voir pénalisé pour son hétérodoxie, il se vit offrir, le 1<sup>er</sup> janvier 1966, le titre de baron, donc de Lord à vie, ce qui lui permit de prononcer encore le 8 mars 1966 un grand discours à la Chambre des Lords sur la politique de défense. Ce fut d'ailleurs sa dernière prise de position publique, car il décéda le 1<sup>er</sup> juin 1966.

Pour illustrer un aspect important de la pensée stratégique de Sir Stephen King-Hall, il me faut évoquer à présent un épisode relatif à son hebdomadaire privé, créé en 1936 sous le nom de King-Hall News-Letters, « Bulletin de King-Hall ». Son tirage passa de 600 exemplaires en 1936 à 10 000 exemplaires en 1937, puis à 37 500 exemplaires en 1938 pour plafonner à près de 60 000 exemplaires pendant la seconde guerre mondiale avec des abonnés dans le monde entier.

Dès 1936, King-Hall avait demandé la création, par le Gouvernement britannique, d'un ministère de l'information pour faire pièce à la propagande du

III<sup>e</sup> Reich. N'ayant pu convaincre son Gouvernement de relever le défi de la guerre idéologique, King-Hall s'employa à le faire lui-même avec l'aide de quelques abonnés fortunés et de quelques Allemands antinazis, exilés en Grande-Bretagne, au moyen d'une édition allemande de son Bulletin. Il en parut cinq numéros qui furent expédiés à des ressortissants du III<sup>e</sup> Reich à partir de divers lieux en Grande-Bretagne, mais aussi à partir de Pologne, des Pays-Bas, de Belgique, du Danemark, de la Suisse et de l'Irlande, sous des plis et à des dates différentes pour déjouer la censure allemande. L'idée de King-Hall était qu'un régime totalitaire ne pouvait s'accommoder de la vérité tant dans l'ordre interne qu'au plan international. De Suisse, La Neue Zürcher Zeitung amplifia l'écho que rencontrèrent les quelque 50 000 bulletins allemands de King-Hall qui atteignirent leurs destinataires.

Les réactions de la Propagandaabteilung furent d'extrême irritation. Goebbels éprouva le besoin de répondre à King-Hall d'abord par un article de 4 000 mots, publié dans le *Völkischer Beobachter* et dans d'autres journaux du régime, accusant King-Hall d'être un agent du Foreign Office, ce qu'il n'était pas. Les ambassadeurs britanniques à Berlin et à Rome se plaignirent amèrement de l'aggravation des relations diplomatiques provoquée par King-Hall. Mais ce dernier se réjouissait de la controverse que sa prose avait suscitée en Allemagne même, requérant l'intervention de Goebbels puis de Hitler lui-même. Cette remarquable expérience a fait l'objet d'une étude critique par le professeur Aaron Goldman (7). Signalons pour terminer qu'il existait une

(7) Aaron Goldman « Stephen King-Hall and the German News-Letters Controversy of 1939 » in *Canadian Journal of History/Annales canadiennes d'histoire*, vol. X. No 2, août 1975.



édition anglaise, mais composée en alphabet braille, des King-Hall News-Letters qui, nonobstant la censure du III<sup>e</sup> Reich, fut acheminée via la Suisse chaque semaine pendant toute la guerre à des groupes d'Allemands anti-nazis qui n'étaient pas aveugles !

\*\*

Écrit en 1960, le présent opuscule n'est-il pas totalement dépassé par l'évolution stratégique intervenue ces vingt dernières années ? Je ne le crois pas, car son auteur l'avait très justement prévue dans ses grandes lignes. Passons néanmoins en revue brièvement les faits saillants qui ont marqué cette évolution quant aux systèmes d'armements, aux négociations pour limiter la course aux armements et à la prolifération des armes nucléaires.

C'est pratiquement en même temps, dans la deuxième moitié des années 60, que Russes et Américains commencèrent à se doter d'une défense antimissiles. Contrairement à une opinion naïve que l'on pourrait se faire de la sécurité internationale, la première puissance qui se doterait d'une défense antimissile réellement impénétrable jouirait d'une « force de première frappe » décisive puisqu'elle n'aurait pas à craindre les représailles de l'adversaire. Il en résulta une relance de la dialectique de l'épée et du bouclier avec l'entrée en service, au tout début des années 70, des fusées à ogives multiples, les fameux MIRV (8) dans le jargon stratégique. Ces engins étaient censés empêcher la « sanctuarisation » du territoire de l'adversaire, fût-ce en « satu-

rant » ses défenses antimissiles. Comme l'écrivait un stratège français : « La mise au point des missiles antimissiles et des engins à ogives multiples peut être considérée comme aussi importante ... que le fut la destruction d'Hiroshima et de Nagasaki. C'est pourquoi elle a ouvert le « second âge nucléaire » (9). En réalité, ce dernier se caractérise par une incertitude grandissante quant aux conditions du maintien de l'équilibre de la terreur, en raison non seulement de la « sophistication » croissante des systèmes d'armements, de la miniaturisation des charges nucléaires tactiques et surtout de l'informatisation de l'art de la guerre, mais aussi eu égard à l'apparition de nouveaux protagonistes autonomes, à commencer par la France et la Chine.

Les négociations visant à limiter la course aux armements ont abouti à la signature puis, parfois, à la ratification d'un certain nombre de traités — avec souvent plusieurs années entre la signature et la ratification — et à la conclusion de quelques accords significatifs entre les deux superpuissances. Citons les principaux :

1963 : Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires dans l'atmosphère et dans les mers, mais non sous terre (non signé par la France et la Chine).

1967 : Traité sur l'espace extra-atmosphérique qui interdit la mise en orbite d'armes nucléaires (il n'interdit toutefois pas la mise en orbite de réacteurs nucléaires dont quelques-uns se sont abîmés sur la planète, exposant certaines populations au risque de contamination radioactive, et n'interdit pas davantage la militarisation de l'espace extra-atmosphérique).

(8) MIRV pour « Multiple Independently targetable Reentry Vehicles ».

(9) Claude Delmas, *Le second âge nucléaire*, Que sais-je ? PUF, Paris, 1974.



## préface

1967/68 : *Traité pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine, dit Traité de Tlatelolco* (non ratifié par l'Argentine et le Brésil).

1968 : *Traité de non-prolifération (TNP)* (non signé par la France, la Chine, Cuba, Israël, l'Inde, le Pakistan, le Brésil, l'Argentine et la République sud-africaine).

1971 : *Traité pour le contrôle des armes déposées sur les fonds marins, qui interdit le placement d'armes de destruction massive sur les fonds marins* (non signé par la France et la Chine).

1972 : *Convention sur la guerre biologique qui impose la destruction de toutes les armes biologiques existantes et en interdit la fabrication* (non signée par la France et la Chine).

1972 : *Accords SALT-I, faisant suite aux pourparlers sur la limitation des armes stratégiques, qui comportent un traité sur la limitation des missiles anti-missiles, une convention provisoire relative aux rampes de lancement de fusées intercontinentales et un protocole annexe à celle-ci, relatif aux missiles embarqués à bord des sous-marins. Ces accords lient les Etats-Unis d'Amérique et l'U.R.S.S.*

1974 : *Accord sur la limitation de la puissance des essais nucléaires, par lequel les Etats-Unis et l'U.R.S.S. se sont engagés à ne pas expérimenter des armes nucléaires de plus de 150 kilotonnes.*

1978 : *Convention ENMOD, qui interdit les techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou dans d'autres buts hostiles.*

1979 : *Accords SALT-II, limitant les différentes catégories d'armes stratégiques des deux super-puissances* (non ratifiés par les Etats-Unis d'Amérique en 1980).

Cette liste, que j'emprunte à John Cox (10), n'est impressionnante qu'en apparence. En réalité, ces accords n'ont pu empêcher la détérioration des relations entre Washington et Moscou et l'accélération de la course aux armements qui mobilise une quantité toujours croissante de ressources à l'échelle mondiale. Le complexe militaro-industriel, jadis dénoncé par le Président Eisenhower, mais qui mérite d'être appelé *scientifico-militaro-industriel*, a créé, tant dans les Etats qui se réclament du marxisme-léninisme qu'en Occident, des systèmes d'armements qui s'alimentent de scénarios proprement hallucinatoires. Mary Kaldor les a baptisés *l'arsenal baroque* (11). Le jour où il viendrait à être utilisé, le destin de la terre serait inexorablement scellé dans ce que Jonathan Schell appelle *notre seconde mort*, celle de l'espèce humaine (12).

Parmi les développements stratégiques intervenus depuis la rédaction de cet ouvrage, la prolifération des armes nucléaires est l'un des plus préoccupants et des plus mystérieux. On connaît plus ou moins l'ordre de grandeur de la prolifération verticale qui se poursuit entre les grandes puissances. Quant à savoir exactement où en est la prolifération horizontale, c'est-à-dire l'accession de nouvelles puissances à l'arme nucléaire, on en est réduit à des conjectures. Certes, la France et la Chine qui avaient fait exploser leur première bombe atomique respectivement en 1960 et en 1964 se sont dotées

(10) John Cox, *Overkill. The story of modern weapons*, 3rd. Edition, Pelican Books, 1981. Voir aussi le n° 44 d'*Alternatives non-violentes*.

(11) Mary Kaldor, *The Baroque Arsenal*, Hill and Wang, New York, 1981.

(12) Jonathan Schell, *The Fate of the Earth*, Picador, London, 1982.

Trad. française *Le destin de la Terre*, Albin Michel, Paris, 1982.



depuis lors d'une panoplie d'armes nucléaires et de vecteurs qui en font des partenaires non négligeables dans l'équilibre de la terreur. Mais d'autres Etats, tels que l'Inde, Israël, la République sud-africaine, probablement l'Argentine, peut-être le Brésil, en attendant le Pakistan, l'Irak, la Libye, etc. se sont équipés en techniques nucléaires à des fins soi-disant pacifiques, nonobstant les prétendues sauvegardes du Traité de non-prolifération. Au fur et à mesure que la lumière se fait sur l'histoire des différents programmes nucléaires militaires, la propagande en faveur de « l'atome pour la paix » que poursuit imperturbablement l'Agence atomique de Vienne paraît relever davantage de l'alibi sinon du mensonge. C'est ce que font ressortir les ouvrages *The Islamic Bomb*, paru en 1981 (13) et *Les barons de l'atome*, paru en 1982 (14).

Si notre auteur, Sir Stephen King-Hall, n'a pu en 1960 prévoir dans le détail les développements que nous venons de survoler, il en a pressenti très clairement l'orientation générale, comme tout lecteur du présent opuscule peut s'en convaincre à loisir. Dès lors que son analyse du problème de la défense à l'âge nucléaire a été corroborée, pour l'essentiel, par l'évolution stratégique intervenue au cours des deux dernières décennies, sa proposition d'une défense principalement non violente n'apparaît-elle pas à tout le moins comme digne d'être soigneusement explorée ? C'est, remarquons-le, à une telle conclusion qu'a abouti, indépendamment de notre auteur, le Gouvernement néerlandais en décidant en 1982 de lancer deux programmes de recherches, sur

la proposition d'un groupe consultatif de recherches sur la résolution non violente des conflits et la résistance sociale (15).

★ ★

Il y a bien des raisons qui font que nos politiques et nos militaires n'ont toujours pas tiré toutes les conséquences de l'avènement de l'ère nucléaire. D'abord, les premières utilisations de l'arme atomique à Hiroshima et Nagasaki, toutes désastreuses qu'elles aient été pour les populations visées, n'ont guère pu que hâter la victoire militaire des Américains qui était déjà acquise. Ensuite, les perfectionnements intervenus depuis lors, notamment avec la mise au point des bombes H et de fusées toujours plus précises, ont relégué les engins d'Hiroshima et de Nagasaki au rang de bombes couramment désignées comme tactiques, de sorte que l'on a peine à imaginer le degré de violence beaucoup plus considérable emmagasiné dans les ogives intercontinentales actuelles. Enfin, et peut-être surtout, l'accoutumance aux destructions massives de populations civiles réalisées par les deux parties au cours de la II<sup>e</sup> Guerre mondiale a perverti les esprits au point de conduire beaucoup de nos contemporains à tenir pour normal que leur sécurité, voire leur confort, soit garanti par des armes dont l'utilisation entraînerait chez l'ennemi éventuel des millions de morts, l'unité de compte étant désormais en stratégie le Mégamort.

C'est ce « délire comptable », pour reprendre l'expression significative utilisée par Alain Joxe dans sa préface à la traduction française du remarquable ouvrage de l'irénologue allemand Dieter S.

(13) Steve Weissmann & Herbert Krosney, *The Islamic Bomb*, Times Books, New-York, 1981.

(14) Peter Pringle & James Spigelman, *The Nuclear Barons*, Holt, Rinehart and Winston, New-York, éd. française : *Les Barons de l'Atome*, Seuil, Paris, 1982.

(15) Cf. Alex P. Schmid, *Questionnaire for Researchers in the field of Nonviolence and civilian (-based) or social defence*, Centre for the study of social conflict (C.O.M.T.) State University of Leiden, January 1983.



## préface

Lutz, *La guerre mondiale malgré nous ?* (16), qui nous paraît caractériser la présente controverse sur les euromissiles. L'une des conclusions fondamentales de cet ouvrage est de démontrer « que les situations instables et la probabilité de guerre augmenteront... rapidement et de façon exponentielle avec la dynamique de la technologie nucléaire, et que les conséquences des guerres seraient inacceptables pour les Etats européens fortement industrialisés et à haute densité de population. » (17).

J'aimerais relever quelques aspects de « l'équilibre de la terreur » qui me paraissent généralement sous-estimés :

En premier lieu, il convient de souligner que, faute de pouvoir défendre leurs populations civiles respectives, les équilibristes de la terreur se les accordent mutuellement en otages. C'est tout le sens des fameux Accords SALT-I qui limitent les missiles anti-missiles, donc les armes défensives.

En deuxième lieu, la logique dialectique de l'équilibre de la terreur conduit nos stratèges à envisager le recours à des armes anti-cités, c'est-à-dire à considérer les populations civiles prétendues ennemies comme on n'ose plus traiter les insectes nuisibles en raison des conséquences écologiques dommageables des anciennes campagnes d'éradication. Ce faisant, nos stratèges dissuadent peut être les dirigeants des Etats communistes d'attaquer militairement l'Occident, mais ils dissuadent beaucoup plus sûrement les populations de ces Etats de prendre au sérieux les valeurs dont se réclame l'Occident et de secouer le joug totalitaire.

(16) Dieter S. Lutz, *La guerre mondiale malgré nous ? La controverse des euromissiles*, Cahiers libres 375/ La Découverte / Maspero, Préface de Alain Joxe, Paris, 1983, p. 19.

(17) Ibidem, p. 232. Dans le même sens, cf. l'ouvrage collectif présenté par E.P. Thompson et Dan Smith, *Protest and Survive*, Penguin, Books, 1980.

En troisième lieu, cette logique contraint les dirigeants des pays occidentaux à utiliser des armes idéologiques totalement incompatibles avec ces valeurs de démocratie et de droits de l'homme, donc à mener une guerre défensive dans l'ordre idéologique, alors que c'est là que se situe le talon d'Achille des régimes totalitaires qu'il faudrait viser.

Je résumerai comme suit les principaux inconvénients des options militaires prises par les Etats occidentaux à l'ère nucléaire pour tenter de conjurer la menace soviétique :

1) La sécurité de ces Etats et de leurs populations civiles est moins assurée que jamais.

2) Le risque d'holocauste nucléaire s'accroît constamment, fût-ce en fonction des progrès de la prolifération horizontale.

3) La guerre idéologique qui nous (N.B.) oppose au totalitarisme prétendu communiste se déroule sur le terrain et avec les moyens choisis par ce dernier, de sorte que les Etats occidentaux ne peuvent que mener des combats d'arrière-garde.

4) Le fait que nos stratèges envisagent le recours à des armes anti-cités contre les populations civiles des Etats communistes dissuade puissamment ces populations de se dissocier de leurs dirigeants.

5) Le système de sélection des dirigeants des Etats occidentaux privilégie toujours plus des individus et des groupes moralement et psychologiquement tarés prêts aux pires forfaits, comme dans les Etats totalitaires.

N.B. - En tant que citoyen suisse, je m'assimile sur le plan idéologique aux citoyens des démocraties occidentales, sans pour autant vouloir remettre en cause le statut international de neutralité de la Confédération suisse.



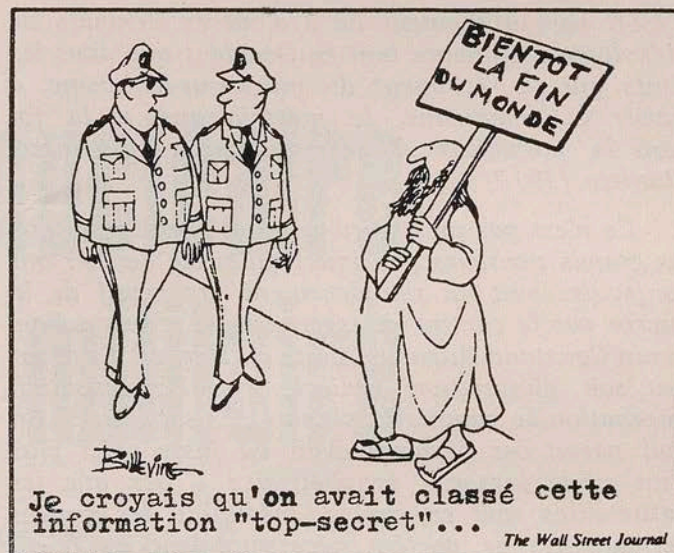
6) Nos institutions politiques subissent la corrosion des principes autoritaires et des pratiques technocratiques qui les vident progressivement de leur contenu démocratique et les éloignent toujours plus du respect des droits fondamentaux.

7) Cette corrosion se manifeste notamment par le renforcement constant dans nos pays d'un complexe scientifico-militaro-industriel qui a tendance à métastaser l'ensemble des activités sociales.

8) Les perspectives d'avenir que nos sociétés offrent à leurs citoyens sont au mieux celles que George Orwell a dépeintes dans son utopie négative 1984 et au pire l'holocauste nucléaire.

Que la défense nucléaire soit un non-sens militaire, voilà ce qu'avait démontré Sir Stephen King-Hall il y a plus de vingt ans, notamment dans le petit livre que l'on va lire. Cette démonstration est administrée, abstraction faite de toute considération morale, par un auteur qui n'aura de cesse jusqu'à son dernier discours à la Chambre des Lords en 1966 de se démarquer du pacifisme (18). Il en résulte, selon lui, que la Grande-Bretagne et l'Occident devraient s'engager résolument dans l'organisation d'une défense principalement non violente postulant une désescalade militaire unilatérale. Il en résulte encore que notre sécurité requiert d'urgence le lancement de programmes de recherches sur les modalités d'organisation de la défense non violente. Selon notre auteur, quel que soit le coût de ces modalités et des recherches y afférentes, il sera considérablement moindre que celui de la présente course aux armements, de sorte qu'une telle option permettrait de dégager les ressources économiques propres à aider les pays sous-développés de façon efficace et à gagner la guerre idéologique qui oppose

(18) House of Lords, Tuesday 8th March, 1966. Extract from the Official Report, H.M.S.O. p. 1.



les démocraties pluralistes au totalitarisme communiste. A l'heure où le Kremlin est dirigé par Youri Andropov, l'ancien patron du K.G.B., c'est-à-dire de la « police de la pensée », comment ne pas reconnaître la clairvoyance de Sir Stephen King-Hall lorsqu'il déclarait que c'était sur le plan idéologique et non point militaire qu'il fallait relever le défi soviétique ! Et pour ce faire, l'option d'une désescalade militaire unilatérale assortie des autres mesures préconisées par King-Hall ne serait-elle pas seule à même de rendre aux Occidentaux l'initiative et l'avantage, étant donné l'impact psychologique, qu'elle ne saurait manquer d'avoir dans le monde entier ?

Peut-être King-Hall a-t-il sous-estimé l'ampleur de la reconversion qu'il préconisait. En effet, par delà la politique de défense, ne remet-il pas en cause des éléments essentiels de l'idéologie dominante tels que l'harmonisation possible d'une pluralité de souverainetés nationales ayant chacune le monopole de la violence légitime ? Et ce monopole



## préface

n'est-il pas intimement lié à d'autres éléments de l'idéologie dominante tant en Occident que dans les Etats qui se réclament du marxisme-léninisme, à savoir le scientisme, le matérialisme et la foi dans la possibilité d'une croissance économique illimitée (19) ?

Ce n'est pas un hasard en effet si presque tous les grands penseurs politiques du siècle dernier ont conjecturé soit un remplacement progressif de la guerre par le commerce international, comme Benjamin Constant, Auguste Comte ou Herbert Spencer, soit son élimination radicale par l'organisation internationale comme la plupart des socialistes. Un seul parmi ces derniers avait vu juste voici plus d'un siècle lorsqu'il prophétisait : « Dès que les nationalités sont en contact inévitable, les armées permanentes se portent nécessairement au maximum possible. Ce ne seront point seulement les nations industrielles que l'excès des armées permanentes fera périr ; ce sera toutes les nationalités possibles. Liberté et nationalité sont compatibles comme l'eau et le feu. » (20) Quant à l'« équilibre européen, devenu l'équilibre universel, depuis que toutes les nationalités sont en contact inévitable, l'équilibre européen, c'est la négation de tout pouvoir spirituel, de toute balance, de tout équilibre moral entre les actions et la sanction ; en un mot, c'est le triomphe de la force brutale. Le congrès de la paix entre les nations, invention de l'enfer, a pour base l'assurance contre les risques de guerre au moyen des écus. C'est le dernier sanglot de la féodalité financière. Il s'exhalera dans une mer de

sang. » (21) Ce n'est pas un hasard non plus si cet auteur qui avait annoncé l'apparition prochaine d'une « force morale » nouvelle à disposition des gouvernants, appelée par lui la « terreur de l'avenir », a été voué aux oubliettes de l'histoire. Le même sort ne menace-t-il pas Sir Stephen King-Hall, non point parce que sur l'un ou l'autre point il se serait trompé, mais bien parce que pour l'essentiel il aurait vu juste et aurait par là même contredit l'opinion dominante ? La question mérite d'être posée quand bien même elle devrait rester sans réponse.

Quoi qu'il en soit, la réflexion de Sir Stephen King-Hall sur les rapports entre la défense et le nucléaire jette une lumière crue sur le fond du problème de la sécurité (22). Pour résumer la pensée de l'auteur à l'extrême sur ce point, je la présenterai comme concluant à la nécessité d'un choix entre la non-violence et la non-existence dont il doutait que les hommes libres pussent le conserver longtemps. Fasse le Ciel que nous soyons encore à temps pour opter !

Ivo RENS,  
Genève, mai 1983.

---

## REMERCIEMENTS

Les traducteurs tiennent à exprimer leur gratitude à Miss Ann KING-HALL pour ses multiples et précieuses remarques comme pour ses encouragements dans l'accomplissement de leur tâche.

Genève, mai 1983.

Marlyse MULLER et Ivo RENS.

---

(19) Cf. Ivo Rens, « De la camera obscura au rétroviseur comme générateurs d'idéologies », in *Etudes dédiées à Madeleine Grawitz, Liber amicorum*, Dalloz, Paris, 1982, pp. 261 à 271.

(20) Colins, *Qu'est-ce que la science sociale ?*, tome II, Paris 1853-54, p. 15.

---

(21) Colins, *ibidem*, tome IV, p. CCCLXXII.

(22) Cf. à ce sujet Erich Fromm « Plaidoyer pour un désarmement unilatéral » in *De la désobéissance et autres essais*, Collection « Réponses », Robert Laffont, Paris 1983.



# Défense nucléaire non-sens militaire

par Stephen KING-HALL

traduit de l'anglais par

Marlyse MULLER et Ivo RENS

© Copyright by Ivo RENS, Genève, 1983.

## Introduction

Les adversaires d'une défense du Royaume-Uni fondée sur la possession d'armes nucléaires comptent beaucoup de pacifistes à motivations éthiques et de personnes qui s'opposent à toute forme de violence dans le règlement des différends entre Etats souverains. Pour ces personnes, il était condamnable d'utiliser la force contre l'agression nazie de Hitler et tout recours à la force contre une oppression russe ou autre serait également condamnable.

Je respecte l'opinion de ces personnes et souhaiterais parfois avoir le courage moral d'adopter leur attitude, car c'est celle, je crois, que Jésus-Christ aurait prise. Mais la vérité est que j'ai servi dans la Grande Flotte et même dans des sous-marins lors de la première guerre mondiale, que j'ai été un parlementaire responsable de tâches de guerre durant la seconde guerre mondiale, que j'ai passé vingt ans de ma vie à étudier et à me préparer aux affaires de la guerre, et je ne puis en toute conscience me repentir de ces activités-là.



Si je suis cent pour cent contre l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins militaires dans nos plans de défense, ce n'est pas que je répudie mes croyances passées. Je m'oppose à notre stratégie actuelle parce qu'elle est inutile, qu'elle est stupide, qu'elle est absurde et que son coût dépasse de loin nos moyens. De plus, elle fait partie d'un développement à l'échelle mondiale qui peut conduire et, s'il n'est pas contrôlé, conduira probablement l'humanité à sa destruction.

Je me réjouis du soutien des moralistes à la campagne en faveur de l'abandon de la ridicule politique actuelle de défense et ils devraient accepter la coopération de ceux qui, comme moi, visent les mêmes buts pour des raisons militaires. Morale et opportunité peuvent converger sur cette question vitale sans que la première y perde, et ceux d'entre nous qui pensent en termes d'efficacité seront réconfortés d'apprendre que nous avons aussi la morale avec nous.

Ces préliminaires étant posés, vous êtes en droit de vous demander : « Quel est cet individu qui a l'audace d'invoquer des raisons d'opportunité militaire pour affirmer que le Gouvernement britannique et avec lui une succession ahurissante de ministres de la défense, conseillés par les meilleurs experts, ont suivi et suivent une fausse piste ? » Vous trouverez en annexe une notice à mon sujet au verso de la page de couverture (\*) ; toutefois, en tant qu'individu, je n'ai aucune importance. Mais il importe de savoir si les idées dont je suis l'humble porte-parole sont sensées ou pas. C'est une question que vous serez en mesure d'apprécier par vous-même lorsque vous aurez lu cet opuscule.

---

(\*) L'essentiel de cette notice a été repris dans la Préface à l'édition française.

On relèvera en effet que l'histoire abonde en personnes intelligentes qui sont restées attachées obstinément à des croyances que l'on tient à présent pour ridicules, comme, par exemple, celle de la terre plate. Les gens d'avant-garde qui déclaraient qu'elle était ronde n'étaient pas bien vus. Je ne vous demande pas de croire quoi que ce soit que je ne puisse prouver d'une manière satisfaisante. N'utilisez que votre bon sens et voyez où il vous conduira.

Plusieurs sont d'avis que la défense est un sujet d'un caractère si technique qu'il échappe aux capacités du profane.

Cela me rappelle le jour où j'ai entendu un avocat demander à un officier de marine de lui expliquer le déroulement des événements de la bataille du Jutland. L'officier de marine s'embrouilla et dit d'un air protecteur : « Il est difficile d'expliquer ces choses à une personne qui ne comprend ni la stratégie ni la tactique ». Il reçut cette réponse glaciale : « Nous autres, avocats, nous flattons de pouvoir comprendre n'importe quoi pour autant, bien entendu, que cela soit expliqué intelligemment ».

Je serais le premier à admettre que dans le passé, c'est-à-dire à l'âge pré-nucléaire, les questions stratégiques et tactiques, et particulièrement ces dernières, étaient des sujets qui nécessitaient des connaissances approfondies et des études prolongées. Mais l'une des conséquences les plus saisissantes de l'entrée de l'énergie nucléaire sur la scène de la défense a été de faire en sorte que désormais le jugement de l'homme de la rue ou de sa femme sur les problèmes de défense au plus haut niveau stratégique a autant de chances d'être juste que celui du Gouvernement ou du Comité des chefs d'état-major.



Par exemple, n'est-il pas étonnant qu'en 1955, les ministères compétents aient assuré aux politiciens que « pour l'avenir prévisible » l'importance stratégique de Malte demeurerait inchangée ? Ou que nous ayons continué à développer la fusée « Blue Streak » à coup de millions bien après que de simples citoyens eurent dit ou écrit qu'il était évident que les Russes étaient hautement compétents en matière de fusées ? Dès lors, comment pouvons-nous croire en un missile ayant une base fixe et pouvant être anéanti par une nation qui est capable d'envoyer un satellite autour de la lune et sur la lune et de lancer une ogive d'exercice à 13 000 km dans le Pacifique et à moins de 3 000 mètres de sa cible ? La seule raison plausible pour laquelle on garderait des missiles à base fixe est que leur vulnérabilité n'a pas d'importance parce que nous entendons bien les utiliser **avant** d'être attaqués.

Cet élargissement du champ d'appréciation est le premier fait saisissant que nous ayons rencontré jusqu'ici ; aussi mieux vaut-il le justifier sur-le-champ. Nul ne conteste que le fondement de la stratégie nucléaire réside dans la croyance ou l'espoir qu'une impasse de terreur réciproque a été créée. Autrement dit, nous nous trouvons dès lors dans le domaine psychologique et notre raisonnement est que nous sommes en sécurité parce que **si** M. Krouchtchev songe à nous attaquer, nous ou nos alliés, même avec tout son arsenal nucléaire, il sait (ou nous souhaitons qu'il sache) qu'une riposte terrible et immédiate s'abattrait sur l'Union soviétique. Ce qui importe donc c'est ce que M. K. ou tout autre agresseur **pense** de ce qu'il adviendra.

Nous croyons que M. K. sait que le monde occidental a la capacité de détruire la Russie ; nous ne savons pas ce qu'il croit quant à notre volonté de le faire en diverses circonstances. C'est à peine surprenant car celui qui affirmerait que nous savons

nous-mêmes, pour notre part, ce que nous ferions en diverses circonstances serait bien téméraire. En conséquence, nous en sommes tous, puissants et humbles, réduits aux conjectures et votre conjecture est aussi bonne que la mienne ou que celle du Premier ministre.

Il y aura davantage à ajouter à cela ultérieurement, mais je m'en tiendrai pour l'instant à la supposition que si l'on pouvait avoir un **tête-à-tête** avec M. K. un jour où il serait d'humeur démonstrative, il dirait selon toute vraisemblance : « Je ne sais pas plus que vous ce que je devrais faire dans un grand nombre de circonstances hypothétiques, mais je pense, comme votre Premier ministre, que quelque chose de désastreux pourrait bien arriver par erreur ».

Je tiens à le dire tout net : je ne pense pas que les Russes aient l'intention de nous attaquer militairement ni que nous ayons une telle intention à leur égard. Mais les Russes déclarent considérer les puissances occidentales comme des agresseurs potentiels et nous rendons la pareille à la Russie et à la Chine. C'est parce que cette supposition réciproque est généralement admise (bien qu'elle ne soit probablement pas fondée) que je me réfère constamment à la Russie comme à l'ennemi potentiel et non parce que je m'attends à ce qu'elle nous attaque militairement.

Stephen KING-HALL

The Penthouse  
162 Buckingham Palace Road  
London SW1

Mai 1960



## Qu'essayons-nous de défendre ?

L'évolution de la guerre, telle que la consigne l'histoire, fourmille d'expériences prouvant que l'on court au désastre à moins que l'**objectif** des opérations défensives ne soit clair. C'est pourquoi les Ecoles de guerre attachent beaucoup d'importance à l'objectif et les états-majors, dans leur évaluation des problèmes militaires, insistent pour que l'**objectif** soit clairement défini.

Il est arrivé à plusieurs reprises qu'une guerre soit déclenchée dans un but parfaitement bien reconnu et définissable, que ce but ait été perdu de vue au cours du conflit et que la victoire militaire soit devenue le but à atteindre à tout prix, alors qu'il aurait fallu maintenir les opérations militaires à leur propre place, celle d'un moyen subordonné à une fin. Cette erreur est abondamment illustrée par la première guerre mondiale, tant au plan global que dans plusieurs épisodes particuliers. En sens inverse, la guerre de Corée nous fournit l'exemple d'un cas dans lequel le Président Truman a congédié son général, Mac Arthur, parce que le Président avait clairement perçu que l'objectif était limité, qu'il consistait à empêcher les communistes de s'emparer de la Corée du Sud, et que toute opération dépassant celles qui étaient nécessaires à l'accomplissement de ce but, telle que le bombardement des villes chinoises, risquait de conduire à une guerre mondiale.

Quel est donc l'objectif de notre défense aujourd'hui ?

Le **Livre blanc** du Gouvernement sur la défense stipule que cette dernière vise à protéger « **notre mode de vie** ». Tel est bien le cas sans aucun doute et, par exemple, c'était pour atteindre ce but que la Grande-Bretagne resta seule en 1940 et défendit non seulement son mode de vie mais le mode de vie libre en général.

Néanmoins, il demeure possible de faire des erreurs à moins que nous ne soyons clairs sur ce que signifie « notre mode de vie ». Il comprend deux catégories de facteurs interdépendants. En premier lieu, il s'agit d'un ensemble d'idées et de principes tels que la liberté d'expression, d'association et de religion. En deuxième lieu, il s'agit d'institutions et de choses matérielles telles que le Parlement, la presse, les Eglises, des milliers de sociétés privées, la radio (BBC) et la télévision, et le pays dans lequel nous vivons, avec son réseau complexe d'industries, de commerces, de communications, d'habitations et de charmante campagne.

Les éléments de la seconde catégorie constituent des moyens vers une fin, le cadre et la trame sur lesquels se brodent et se reflètent les idées qui fondent notre mode de vie. Nos grandes institutions, comme le Parlement, nous les avons développées en tant qu'instruments visant à une meilleure application de ces principes de liberté individuelle, qui sont à juste titre assimilés au mode de vie démocratique. Il se trouve que le système de Westminster convient au peuple britannique, mais les mêmes principes démocratiques peuvent trouver à s'exprimer dans d'autres systèmes, par exemple aux Etats-Unis d'Amérique, dans le système présidentiel américain qui diffère beaucoup dans ses détails de notre régime parlementaire.

Bien que ces institutions soient indispensables au déroulement harmonieux de notre mode de vie libre, elles ne sont toutefois pas indispensables à la survie des idées de liberté. Ainsi, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, derrière le rideau de fer, des millions d'individus épris de liberté se sont vu refuser le droit d'instaurer et de faire fonctionner des institutions libres. On avait coutume de dire que, si une génération était élevée dans une atmosphère totalitaire, sans avoir jamais vécu dans une société ayant un Parlement libre, une presse



libre, la liberté de se réunir et de critiquer le Gouvernement, ces personnes ne sauraient jamais ce que signifie la liberté et qu'elles ne désireraient pas l'obtenir. La Révolution hongroise a dissipé cette idée car elle a été lancée par des étudiants et des jeunes qui avaient grandi dans un Etat sous contrôle communiste.

La vérité est que le désir d'être libre et de ne pas être un esclave mental ou physique est inné chez l'Homme, quelles que soient sa couleur, sa religion ou sa race. C'est ce qui distingue l'Homme des autres animaux, comme le résume l'adage aristotélicien « L'Homme est un animal politique ».

Par conséquent, notre mode de vie libre se fonde sur la conviction que la valeur suprême réside dans l'importance de l'Homme en tant qu'individu et toutes nos institutions ont pour objectif de protéger les droits et libertés de l'individu, qui procèdent des IDEES propres à chaque individu. Il s'ensuit, par conséquent, que le dernier bastion de l'idée de liberté, qui est le fondement et la finalité de notre mode de vie, est **dans l'esprit de l'individu.**

C'est pourquoi nos institutions sont des moyens vers une fin et non des fins en elles-mêmes. Elles sont extrêmement importantes en ce qu'elles permettent aux membres individuels d'une communauté de coopérer dans l'exercice des principes de liberté dans la vie de tous les jours, mais elles ne sont **pas** les idées, pas plus qu'un autocar n'est le voyage ni le déplacement d'un point à l'autre. L'histoire fournit maints exemples d'« idées » qui ont résisté comme le feu qui couve, sans être soutenues par des appareils ou des institutions, et en dépit des efforts assidus déployés par d'autres pour les faire mourir. En Pologne, par exemple, le pays avait été partagé et réparti entre les vainqueurs de sorte qu'en 1914 il n'existait plus physiquement en tant qu'Etat national ; néanmoins les Polonais chérissaient l'idée de leur indépendance nationale. Cet

idéal fut atteint en 1919, perdu à nouveau en 1940, mais l'idée est encore très vivace aujourd'hui, comme on a pu s'en rendre compte au moment de la Révolte hongroise. Tout ceci peut paraître plutôt théorique et éthéré mais nous verrons que ça n'en est pas moins très significatif lorsque nous aborderons la question de l'efficacité dans nos moyens actuels de défense.

Nous devons toujours nous rappeler que, même si nous voulons bien sûr empêcher des agresseurs d'envahir nos demeures, de supprimer nos institutions ou notre habitude, par exemple, de conduire à gauche alors que la plupart des nations roulent à droite, de nous contraindre à abandonner nos livres, nos shillings et nos pence en faveur du système décimal, le dernier bastion de notre mode de vie se situe dans l'esprit de l'individu. Dès lors, tant que le corps est en vie, la bataille n'est pas perdue si l'individu maintient sa foi en la liberté.

Des hommes et des femmes ont montré que même des années de souffrance dans des camps de concentration ne peuvent pas venir à bout de cet état d'esprit.

## LE ROLE DE LA VIOLENCE DANS LA DEFENSE

### I

Tout au long des siècles d'histoire et sans doute dans la préhistoire également, des groupes d'êtres humains ont tenté d'imposer leur volonté à d'autres groupes et, pour ce faire, ils ont utilisé la violence ou des menaces de violence. Les victimes d'agression ont répliqué de la même façon.



La société s'étant développée dans sa forme moderne, la guerre devint une affaire nationale et gagna en violence et en destruction. Puisque les Etats nationaux modernes étaient devenus de plus en plus interdépendants en temps de paix, Sir Norman Angell n'eut aucune peine, dans son fameux livre **La grande illusion**, à démontrer que, économiquement parlant, la guerre entre Etats nationaux ne pouvait pas être une bonne affaire. Déjà, en 1914, nous étions loin de l'époque où, avec des marchands de la Cité de Londres, la Reine Elizabeth pouvait financer les expéditions du flibustier Sir Francis Drake contre le commerce espagnol et s'attendre raisonnablement à recevoir un rendement substantiel de son capital. Nous étions plus loin encore de la phase de la guerre où les conquérants pouvaient rentrer chez eux en possession de trésors, troupeaux, esclaves et femmes.

Sir Norman Angell n'a pas déclaré que les guerres étaient impossibles mais qu'elles constituaient des performances anti-économiques et il sous-entendait que si elles devaient encore se produire, elles seraient causées par des idées.

La victoire de 1918 lui donna raison et les vainqueurs découvrirent bientôt combien illusoires avaient été leurs espoirs de faire payer la guerre aux vaincus.

On ignore trop souvent que pour obtenir de l'Allemagne vaincue de 1918 qu'elle ait à « payer la guerre » pour de bon, il aurait fallu que les Allemands fussent contraints par exemple, à creuser des mines de charbon pour les vainqueurs ou à être asservis par eux d'une manière ou d'une autre. Cependant, lorsqu'on a essayé d'exiger d'eux des réparations en nature d'une quelconque importance, les travailleurs des pays victorieux protestèrent d'emblée de peur de se trouver au chômage ! En fait, ces travailleurs gardèrent leurs emplois et il advint même qu'une part des produits du tra-

vail des vainqueurs fut acheminée chez les vaincus sous forme de prêts qui ne furent jamais remboursés. Rien d'étonnant donc à ce que Sir Norman Angell ait écrit de la guerre moderne qu'elle était une mauvaise affaire.

En 1939, c'est contre les idées nazies que la seconde guerre mondiale éclata et cette fois, on n'essaya pas en 1945 de faire payer les vaincus. Au contraire, on se résolut à reconnaître comme à regret que les vainqueurs ne pouvaient faire autrement que de travailler à la reconstruction de l'Allemagne. Or, comme la destruction avait été exceptionnellement complète, il s'ensuivit que vers 1950, l'Allemagne était remarquablement bien équipée en installations industrielles modernes lui permettant de concurrencer ses anciens ennemis.

L'une des leçons que l'on peut tirer de la première et de la seconde guerres mondiales est celle de l'extraordinaire faculté de récupération de la civilisation moderne. Certes, rien ne peut remplacer les vies perdues et chaque après-guerre s'est douloureusement ressentie de la génération massacrée, mais les générations se succèdent et en 1960 un observateur non prévenu de l'Allemagne ou de la Russie a de la peine à croire que ces pays furent le théâtre d'une dévastation extrême en 1945.

Par conséquent nous sommes en droit d'affirmer qu'à l'âge pré-nucléaire, pour peu qu'ils fussent convaincus de l'importance suprême d'une cause, les hommes pouvaient partir en guerre avec la certitude que la facture à payer n'excéderait pas leurs possibilités en cas de victoire. Dans l'hypothèse d'une défaite, ils pouvaient même espérer y trouver un avantage matériel !

On est tenté de conclure qu'à l'âge pré-nucléaire, une sorte de nouvelle loi de l'histoire s'était dégagée de l'interdépendance des nations. Voici comment on aurait pu la formuler :



« Les vainqueurs jouiront d'avoir pu imposer leur volonté aux vaincus et ces derniers goûteront l'humiliation de la défaite. Mais en revanche, les vaincus seront dédommagés de leur abaissement politique en devenant les bénéficiaires économiques des vainqueurs qui, sitôt la victoire militaire remportée, seront obligés d'œuvrer à restaurer l'économie des vaincus de façon à la rendre d'avant-garde et hautement compétitive. »

Peut-être sont-ce des réflexions de ce genre qui ont amené David Lloyd George à me confier dans son jardin de Churt en 1941 : « Je suis arrivé à la conclusion qu'il est hautement indésirable que dans une guerre mondiale l'un des camps remporte une victoire militaire écrasante. »

Cette situation — nous le verrons — a été radicalement modifiée par l'apparition des armes nucléaires car personne n'a sérieusement prétendu que la violence, sous sa forme nucléaire, laisserait subsister après son passage une société qui pourrait être relevée de ses ruines et reprendre une vie normale dans un délai prévisible quelconque ; et cela même en faisant abstraction des autres conséquences telles que celles que les retombées radioactives entraîneraient pour les survivants et leurs descendants.

Aux Etats-Unis on a élaboré à l'Université de Cornell un vaste projet prévoyant une fantastique ville souterraine destinée à abriter 9 000 personnes qui y logeraient en temps de paix déjà afin de s'habituer à une vie de troglodytes et qui, après le déclenchement de la guerre nucléaire, y resteraient tapies peut-être pendant des générations afin d'assurer la survie de l'espèce humaine ! Faute d'espace, je ne mentionnerai pas de nombreux autres projets ahurissants liés à la guerre nucléaire auxquels on consacre sans compter temps et argent.

Bien que je sois doté d'un naturel optimiste, rien ne m'autorise à penser que depuis 1945, l'humanité ait soudain conclu à l'obsolescence de sa croyance immémoriale en la contre-violence comme réponse correcte à la violence ou à la menace de son emploi. Les hommes y ont cru depuis des millénaires et d'une façon générale leur croyance s'est trouvée justifiée par les faits. Les Grecs ont bien repoussé les Perses ; les Romains ont bien détruit les Carthaginois ; l'Armada espagnole fut détruite ; les agressions de Napoléon et d'Hitler furent déjouées.

Cette perception du rôle de la violence est encore profondément ancrée dans notre pensée sur la défense bien que — je le montrerai — l'apparition de l'énergie nucléaire ait conféré une nouvelle signification au mot **violence** en matière militaire. A présent, il ne nous suffit plus de penser à une destruction partielle, même grave, mais à l'anéantissement. Il s'agit du genre de différence qui existe entre l'amputation des jambes (avec leur remplacement par des prothèses) et la décapitation. Etre cul-de-jatte présente des inconvénients, cependant il vaut mieux être un homme libre sans jambes qu'un esclave avec deux jambes. Mais un homme décapité n'est qu'un cadavre.

## II

Beaucoup ne réalisent pas que le degré de violence inhérent aux armes nucléaires de grande taille se situe à une échelle si inimaginablement énorme qu'il constitue une catégorie en soi, car notre esprit a été tellement conditionné par notre croyance immémoriale qui nous porte à voir, dans



le recours à la violence physique, le moyen par excellence de « ployer la volonté de l'ennemi » (ce qui constitue le but des opérations militaires ou de la menace de telles opérations) que la propagande, c'est-à-dire la guerre idéologique, nous paraît devoir être reléguée au rang d'arme d'appoint. Il ne s'agit **pas** seulement d'un pas en avant dans l'évolution de la violence militaire qui va de la hache de bataille à la flèche, à la poudre à canon, à la cordite, au T.N.T. et à d'autres explosifs modernes non-nucléaires. C'est un gigantesque bond en avant. On peut le comparer à l'écart qu'il y a dans le progrès des transports entre un homme qui marche, monte à cheval, conduit une voiture, pilote un avion... et celui qui entreprend un voyage spatial. Le fossé entre le voyage spatial et la forme la plus moderne de voyage terrestre est si énorme que le voyage spatial constitue virtuellement une catégorie en soi.

Il en va de même pour la violence des armes nucléaires ; avec les bombes H, elle est extraordinaire et unique en son genre. Quant aux armes nucléaires tactiques ou plus petites, j'en traiterai plus loin.

L'une des difficultés qu'il y a à apprécier ce fait est que précisément le degré de violence atteint est si grand qu'il est inimaginable. Un esprit alerte peut toutefois entrevoir la vérité en réfléchissant sur les faits suivants :

1) Un seul chasseur-bombardier peut désormais livrer une arme nucléaire ayant une force explosive égale à la somme de tous les hauts explosifs qui ont été largués sur l'Allemagne au cours de la seconde guerre mondiale.

2) Une bombe H contient une force explosive égale à celle d'un train de marchandises long de 3.200 kilomètres, dont chaque wagon serait chargé de dix bombes d'une tonne de T.N.T.

3) Deux ou trois bombes H détruiraient Londres.

4) Aux U.S.A. l'abréviation utilisée pour décrire les pertes s'énonce en « tant de méga-cadavres ». Ainsi 60 méga-cadavres = 60 millions de morts\*.

5) Une bombe de 20 mégatonnes = 20.000.000 tonnes de T.N.T.

Mais — force m'est de le reconnaître — ce genre de statistiques ne m'aide guère à réaliser l'énorme différence qui existe entre la violence de l'explosion d'une bombe d'une tonne, que j'ai observée à une distance modeste, et l'effet que produirait l'explosion de 20 mégatonnes. C'est la même difficulté que la plupart d'entre nous éprouvons à rattacher une année-lumière comme unité de distance à toutes les mesures que nous pouvons nous représenter sur la terre en kilomètres ou même aux quelque 384.000 kilomètres qui nous séparent de la lune. Ainsi, par exemple, **une** année-lumière représente une distance couvrant environ 24.000.000 fois celle de la terre à la lune.

Outre la difficulté que l'on rencontre à vouloir se représenter mentalement l'étendue de la violence qui est créée par les armes nucléaires, on se heurte au problème qui consiste à essayer d'imaginer ce que signifient les retombées. Ce phénomène est unique en son genre, nouveau dans le domaine de la guerre et propre aux armes nucléaires. Le livre de feu Nevil Shute **Le dernier rivage** est un scénario de fiction sur ce thème. Il m'apparaît néanmoins comme étant probablement bien plus proche de la vérité que l'ouvrage ne ressortissant pas à la fiction.

---

\* Depuis lors, en français, on parle couramment de « mégamorts » pour désigner les unités d'un million de morts (N.D.T.).



que le Ministre de l'agriculture a publié sur le sujet. Cet ouvrage s'intitule **Home Defence and the Farmer** (H.M.S.O.), **La défense civile et le fermier**. Dans l'introduction, il avertit le lecteur qu'il ne traite pas « de toutes les difficultés que les agriculteurs rencontreraient si ce pays venait à être attaqué au moyen de bombes à hydrogène. En plus des incendies, destructions et retombées, il y aurait certainement **de graves pénuries dans les fournitures agricoles et des difficultés à transporter les produits des fermes.** » (C'est moi qui souligne). « Si — poursuit-il — on faisait exploser des bombes H au-dessus de ce pays, les personnes se trouvant dans la zone aux retombées les plus denses devraient la quitter après s'être réfugiées dans un abri pendant quarante-huit heures et elles ne pourraient y retourner avant un temps considérable. » Sur la page suivante figure une carte de la Grande-Bretagne montrant une bombe H ayant explosé au-dessus de Liverpool. L'aire de contamination est représentée par une surface hachurée de quelque 160 kilomètres de large, s'étendant du Lake District à Ipswich et au delà. Plusieurs dizaines de milliers de kilomètres carrés! Autrement dit, à peu près 50 % de la superficie de l'Angleterre.

La brochure déclare : « Les personnes qui veraient le nuage en forme de champignon (de l'explosion d'une bombe H) feraient bien de se préparer à se mettre à l'abri pour le cas où des retombées se produiraient dans leur secteur. »

Un autre passage commence comme suit : « Dans l'hypothèse où il y aurait un préavis de guerre de quelques mois... »

On peut imaginer un opuscule du même cru qui serait intitulé **Mode d'emploi sur la façon de vider l'Océan Atlantique avec un seau.**

Bien que la plupart d'entre nous — et peut-être nous tous — soyons incapables de saisir toutes les implications de la magnitude de la violence (dans laquelle il faudrait inclure les horreurs des retombées radioactives) qu'implique la guerre nucléaire, le Gouvernement en sait assez long pour avoir compris combien elle serait catastrophique. C'est pourquoi le Premier ministre et plusieurs autres responsables ont catégoriquement affirmé que si l'arme nucléaire venait jamais à être utilisée, cela signifierait que notre politique de défense a fait faillite.

Autrement dit, bien que notre politique de défense soit encore fondée sur l'idée de violence, elle a inversé la notion antérieure quant à l'usage de la violence puisque notre politique se fonde désormais sur le fait que nous disposons d'une immense violence pour dissuader mais **non point** pour mettre en œuvre.

L'application de la violence n'a donc **pas** lieu au niveau physique où l'on aurait pu s'attendre à la rencontrer mais dans le champ de la psychologie.

En réalité, ce n'est pas ce que nous allons faire de notre violence ni la quantité que nous en avons amassée qui importe en dernier ressort ; c'est ce que l'agresseur potentiel **pense** ou **croit** que nous ferons ou que nous avons à disposition.

Exprimons cet état de chose étrange sous une forme extrême : Si nous pouvions hypnotiser l'agresseur potentiel ou lui faire un « lavage de cerveau » de manière à ce qu'il croie que nous détenions d'innombrables bombes H et que nous les utiliserions s'il montrait le moindre signe d'agression, il serait tout à fait superflu d'avoir la moindre bombe !

Il nous faut à présent examiner de plus près le problème de la dissuasion.



## LA DISSUASION NUCLEAIRE

### I

Depuis que la guerre existe, l'entretien de forces armées a toujours comporté un élément de dissuasion. L'agresseur a toujours espéré qu'en menaçant d'une force supérieure sa future victime, cette dernière se rendrait sans combattre tandis que, inversement, la victime misait sur un niveau de force suffisant pour dissuader l'agresseur. En 1939 certains espéraient que la supériorité considérable de la Flotte britannique par rapport à la Flotte allemande dissuaderait les Nazis. Mais la différence essentielle entre l'élément de dissuasion du passé et la dissuasion nucléaire actuelle est qu'à l'âge pré-nucléaire, si la dissuasion échouait, les forces armées pouvaient être utilisées sans que cela entraînât pour autant la **destruction complète tant de l'agresseur que de sa victime**.

En 1939, nul ne déclarait : « Si nous devons faire usage de la Grande Flotte pour défendre notre mode de vie nous sommes condamnés à détruire ce dernier ». D'ailleurs, une telle déclaration eût été contraire à la vérité.

Dans l'immédiat après-guerre, alors que le monde occidental disposait d'armes atomiques tandis que la Russie, pays avec lequel une tension existait, n'en avait pas, l'Occident bénéficiait d'une force de dissuasion parfaitement valable. Les Russes savaient parfaitement que s'il leur prenait la fantaisie d'avancer en masse à travers l'Europe avec leurs forces conventionnelles supérieures, ils s'exposeraient à une contre-attaque de caractère nucléaire face à laquelle ils étaient démunis. Mais dès que les Russes se dotèrent d'armes nucléaires et de vecteurs aussi bons sinon meilleurs que ceux de l'Occident, la dissuasion se transforma en impasse de la terreur.

### II

Malheureusement, avant même que nous eussions eu le temps de faire le point sur la situation issue de la grande dissuasion, nos scientifiques avaient déjà accouché la Bête d'une portée maléfique, celle des armes nucléaires tactiques.

La logique relativement simple de la grande dissuasion, qu'on la tienne pour bonne ou néfaste, a été irrémédiablement faussée, embrouillée et compliquée par le développement des armes nucléaires prétendues tactiques. Ces dernières sont des armes nucléaires d'une force explosive moindre que celle, cataclysmique, de la bombe H, mais de très grande violence tout de même et qui comportent des retombées. On en a produit de toutes les tailles, à partir de celles qui, hormis les retombées, pourraient ne pas causer plus de destruction qu'une très grosse charge explosive conventionnelle de T.N.T. jusqu'à celles d'une force explosive d'une mégatonne (\*), seuil à partir duquel la famille des armes nucléaires peut arbitrairement être considérée comme ayant valeur stratégique.

L'abominable vérité est que les armes nucléaires sont en train de devenir — si ce n'est déjà fait — des armes conventionnelles pour tout conflit qui interviendrait entre puissances nucléaires.

Cela renvoie à l'absurde les arguments ridicules de ceux qui prétendent que l'on pourrait avoir une guerre nucléaire limitée. Déjà les forces de l'OTAN sont équipées d'armes nucléaires prétendument tactiques qui pourraient frapper 1.600 kilomètres au delà du Rideau de fer et il en va de même pour le camp adverse. Si, dans un conflit, l'un des camps

(\*) L'original anglais mentionne ici « 1 kilotonne » en suite, probablement d'une coquille.



en venait à utiliser de petites armes nucléaires pour atteindre un objectif limité, il est presque impossible de conjecturer que l'autre camp ne répliquerait pas à une plus grande échelle, faisant ainsi monter les enjeux.

L'école de pensée de la « guerre nucléaire limitée » semble n'avoir pas quitté le XVIII<sup>e</sup> siècle, époque au cours de laquelle la guerre fut à l'occasion, mais pendant peu de temps, une activité tout à fait civilisée. Ses partisans paraissent penser que si, dans une guerre limitée, l'un des camps utilisait une arme de 5 kilotonnes, le camp adverse veillerait à ne pas en utiliser une plus puissante et que l'on pourrait convenir à l'avance des zones hors desquelles les missiles nucléaires ne pourraient pas être utilisés. Je suis désolé de ne pouvoir imprimer ce que le plus grand soldat d'Angleterre me déclara lorsque nous discutâmes ce sujet (\*). Cela tenait en un mot.

L'existence de ces armes nucléaires tactiques expose l'humanité à de grands risques. Jusqu'à leur invention on pouvait s'imaginer une situation où un incident mineur aurait donné lieu à des affrontements conventionnels dont on pouvait espérer qu'ils auraient duré plusieurs jours, permettant aux deux camps de se ressaisir plutôt que d'envisager d'en découdre à coup de grosses bombes atomiques ou à hydrogène. Mais on n'en est plus là : d'une part, le Gouvernement britannique n'a jamais officiellement démenti que sa politique consistait à compenser notre infériorité en forces conventionnelles par le recours à des armes nucléaires. D'autre part, l'OTAN s'équipe à présent d'armes nucléaires et en mars 1960 le commandant de l'OTAN parlait d'un

corps de sapeur-pompier doté de telles armes (\*\*). Il déclara aussi que la Norvège devrait disposer d'armes nucléaires tactiques.

Nous nous trouvons donc dans une situation telle que, même si un incident se produit à un niveau modeste, l'armement nucléaire sera utilisé.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer la dernière déclaration sur les fonctions des forces de l'OTAN dont on reconnaît qu'elles sont inférieures à celle des Russes dans le domaine conventionnel.

On nous dit à présent que le rôle des forces de l'OTAN, dont la puissance dans l'ordre conventionnel est très inférieure au niveau théoriquement souhaitable, consiste à servir de bouclier et à retarder la progression des Russes vers l'Ouest en cas d'agression de leur part. Il s'ensuivrait, espère-t-on, des opérations militaires qui pourraient durer quelques jours et donner aux hommes d'Etat des deux camps le temps de se ressaisir et de s'éloigner du bord du gouffre sans fond que constituerait une guerre nucléaire à grande échelle.

Comme nous l'avons signalé plus haut, une telle conception pourrait présenter un certain sens si des armes nucléaires tactiques n'existaient pas dans les deux camps et si l'opinion publique pouvait déclarer « Une bataille conventionnelle se déroule, des coups de feu ont été échangés, des troupes ont franchi des frontières, il y a eu des morts et des blessés. Pour l'amour du ciel ARRETEZ CELA à tout prix avant qu'on en perde le contrôle et que ne commence la guerre nucléaire qui mettra fin à toutes les guerres ! »

---

(\*) Nous n'avons pas réussi à identifier la personnalité à laquelle se réfère ici l'auteur. (N.D.T.).

---

(\*\*) Une petite force autonome d'intervention rapide visant à empêcher que des incidents localisés ne se propagent.



Malheureusement, telle ne sera pas la situation si l'action de retardement est menée au moyen d'armes nucléaires tactiques. En pareil cas, c'est dès le départ que l'irréremédiable sera accompli.

Résumons-nous : l'arme nucléaire tactique est une arme qui comporte les attributs propres aux engins nucléaires, tels que les retombées, et qui possède les propriétés générales des armes et des opérations tactiques, sans pour autant qu'il soit possible de les dissocier du niveau stratégique. Pourtant l'arme nucléaire tactique en elle-même n'est pas censée appartenir à la grande dissuasion, mais suppléer ou remplacer les armes conventionnelles. Toutefois, si elle est jamais utilisée, elle conduira inévitablement à l'escalade d'armes nucléaires de plus en plus puissantes.

### III

Pour que la dissuasion soit efficace, encore faut-il qu'elle soit crédible. L'ennemi doit être convaincu sans réserve que vous avez :

- a) le pouvoir de l'annihiler ;
- b) la volonté de le faire en toute circonstance qui pourrait, selon votre jugement, menacer ce que vous voulez défendre.

J'ai déjà signalé qu'il y a toujours eu un élément de dissuasion dans les forces armées. D'où le dicton : **Si vis pacem para bellum** et l'inévitable justification que les nations entretiennent des armées à des fins défensives, c'est-à-dire d'abord pour dissuader l'ennemi de les attaquer et, ensuite, pour le battre s'il n'a pas été dissuadé.

Les armes nucléaires ont créé une situation extraordinaire et sans précédent dans laquelle le but unique des forces armées est la dissuasion et où, si cette dernière échoue, tout est perdu. A l'âge pré-nucléaire, l'argument utilisé était le suivant :

« Nous espérons que nos forces armées décourageront l'ennemi, mais dans l'hypothèse où tel ne serait pas le cas, et où l'ennemi se tromperait sur l'équilibre existant, nous utiliserions nos forces armées pour l'amener par la violence à mesurer son erreur. »

La doctrine de l'équilibre des forces repose tout entière sur l'idée qu'il devrait y avoir un équilibre mutuel par la dissuasion. L'Histoire enseigne que, à maintes reprises, l'un des camps en présence en est arrivé à penser que l'équilibre existant était illusoire, de sorte que la guerre éclatait. Par deux fois au cours de ma vie, les Britanniques et leurs alliés ont démontré aux Allemands que l'équilibre global était favorable aux démocraties bien que les Allemands fussent persuadés en 1914 puis en 1939 que tel n'était pas le cas. On entend souvent dire que c'est l'équilibre des forces qui a préservé la paix mondiale pendant le XIX<sup>e</sup> siècle. Il serait à mon sens plus exact d'en attribuer le mérite, au moins en majeure partie, à l'influence de la puissance dominatrice de la Marine britannique, garante de la Pax britannica.

A bien des égards, ce fut la meilleure approximation d'un gouvernement mondial qu'il nous ait été donné de voir. Quand, la puissance britannique ayant décliné et la puissance allemande ayant augmenté, il sembla qu'un équilibre des forces avait été atteint, la guerre devint imminente.

La doctrine de l'équilibre de la terreur comme fondement de la paix, qui suppose que nos forces armées sont à présent principalement consacrées à la dissuasion, comporte une conséquence peu remarquée sur le rôle du secret en matière militaire et de défense.

Au cours des vingt années que j'ai passées sous les armes, on m'a appris que si l'on détient une arme nouvelle, il faut la garder secrète pour pouvoir



l'utiliser contre l'ennemi, comme ce fut le cas avec le radar en 1939. L'énergie nucléaire a inversé cet ordre des choses. Si nous voulons pouvoir dissuader vraiment, nous devons veiller à ce que notre ennemi sache exactement combien nous pouvons être atroces.

Pourtant, l'effet de la tradition est si considérable et les gens éprouvent de telles difficultés à percer l'obstacle mental qui les sépare de la problématique de la défense à l'âge nucléaire que nous continuons à vénérer la vieille théorie du secret militaire.

C'est ce qu'illustrent les deux histoires que voici :

Il y a peu de temps je déclarai au chef de l'Ecole de guerre américaine à Washington : « Je suppose que vous essayez de faire une bombe nucléaire propre. Si vous y parvenez et si votre chef d'état-major ici présent apportait ce secret à l'Ambassade russe, cela constituerait-il une trahison ? »

— Certainement, me déclara mon interlocuteur.

— Dois-je alors comprendre que vous voulez lâcher des bombes propres sur les Russes pendant qu'ils vous arroseraient de bombes sales ?

— Ça, par exemple ! me rétorqua-t-il.

A une autre occasion, je fus témoin d'un exposé officiel sur la capacité nucléaire de la RAF présenté à un groupe de personnalités. On nous entretint des quatre minutes de préavis dont nous pourrions bénéficier (dès que fonctionnera le nouveau système global de radar) et de ce qui pourrait advenir de diverses cibles en Union soviétique. Lorsque l'exposé fut achevé je déclarai à un officier : « J'ai trouvé cela très intéressant et j' imagine que ces renseignements doivent être entourés de discrétion. Mais il me semble qu'il manquait quelqu'un dans l'auditoire.

— Comment cela ? demanda-t-il.

— Certainement, répondis-je. Vous auriez dû insister pour que l'attaché de l'armée de l'air soviétique soit présent, à moins que vous ne supposiez que leurs services de renseignements soient déjà au courant de ce que vous nous avez raconté. En raison de l'excellence même de vos dispositifs de sûreté, ne serait-il pas insensé de courir le risque que les Russes puissent ignorer toute l'efficacité de nos capacités de représailles, telles que vous les avez exposées ? »

Nous nous trouvons ici en présence d'une autre novation de notre problème de défense, car pour la première fois dans l'histoire il est essentiel, pour que la dissuasion soit efficace, que nous nous efforcions, non pas de cacher notre force à l'ennemi potentiel sous le couvert du « secret absolu », mais au contraire que nous disposions d'un département spécial veillant à ce qu'il soit informé de tous les détails de notre capacité de riposter inexorablement et définitivement.

### La crédibilité de la dissuasion

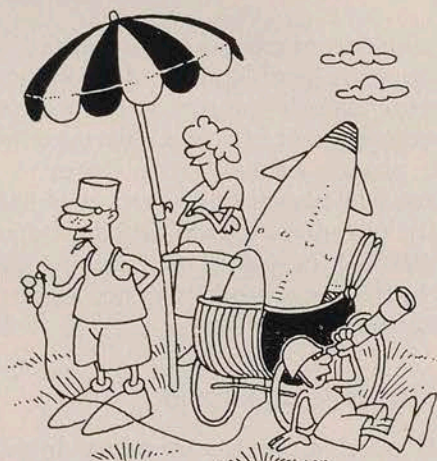
Mais il ne s'agit pas seulement de veiller à ce que l'ennemi potentiel sache que nous détenons la capacité et le matériel nucléaire requis pour l'anéantir. La crédibilité de la dissuasion dépend de notre capacité à le convaincre que, dans certaines circonstances, nous appuierons sur le bouton.

Notre exploration sous-marine de la dissuasion se poursuit à présent en eaux troubles !

Y a-t-il un bouton ? Bien entendu, il n'y a pas **un** bouton, grâce à Dieu ; encore qu'on nous ait dit qu'il y a deux clefs pour ces missiles Thor obsolètes qui sont basés sur la côte Est de la Grande-Bretagne. S'il n'y a pas quelque part un bouton, qui décide de l'utilisation éventuelle des armes nucléaires ? Le



Président des Etats-Unis ? Le Premier ministre britannique ? Le commandant en chef de l'OTAN ? Chacun séparément ou de concert ? Ou bien — pensée alarmante — une sélection de plus jeunes officiers ? Ou encore — puisque de toute évidence rien ne pourra être décidé avec un préavis de 4 minutes — devons-nous supposer qu'après que le Royaume Uni aura été submergé et détruit, il se trouverait toujours quelques officiers en vie aux commandes d'un missile ou d'un avion pour lancer



◦ Milice Nucléaire Populaire ◦

une opération de représailles ? On rapporte que M. Lester Pearson — ancien Ministre des Affaires étrangères du Canada — aurait dit que le seul fait de tenir une conférence entre puissances occidentales afin de tenter de décider où devrait être le bouton, qui devrait l'utiliser et dans quelles circonstances, provoquerait l'éclatement de l'alliance atlantique. Evidemment !

Voici notre dilemme : D'une part il est nécessaire d'avoir un bouton et de conférer à un homme

le pouvoir atroce de décider quand l'utiliser et détruire l'humanité ; d'autre part, il est fantastique d'imaginer que des Etats démocratiques souverains puissent et veuillent accepter une telle idée.

La question du contrôle politique de l'utilisation des armes nucléaires m'apparaît aussi insoluble que celle de la racine carrée de — 1. C'est dans un effort désespéré pour contourner cette difficulté que jusqu'en 1960 les deux partis politiques britanniques ont soutenu l'idée d'une force de dissuasion britannique indépendante. Nous allions avoir notre propre force de dissuasion et notre propre bouton « Made in Britain ». Ceci allait nous permettre d'« influencer » les Etats-Unis ou, pour reprendre le mot de M. Bevan, de faire en sorte que notre Ministre des Affaires étrangères « n'entre pas tout nu dans la salle de conférence ». Il ne reste plus rien de cette politique après la faillite du projet de fusée Blue Streak. Nous continuons stupidement à entasser des bombes H sans disposer de moyens crédibles de les faire parvenir à destination outre-mer !

Nous sommes tout à fait comparables à ce prince arabe qui avait commandé des postes de télévision qu'il montrait fièrement à ses hôtes dans un pays sans émetteur de télévision.

\*  
\*\*

Ainsi, il ne peut manquer d'y avoir un élément d'incertitude dans la dissuasion même. Nous ne savons pas nous-mêmes quand (ou même si) ni dans quelles circonstances l'Occident lancerait une attaque nucléaire, et puisque nous ne le savons pas nous ne pouvons pas renseigner notre ennemi potentiel avec précision de sorte qu'il est contraint de deviner en quelles circonstances nous pourrions utiliser des armes nucléaires. S'il devine mal, tout est perdu.



Examinons une séquence possible.

Supposons que la sempiternelle question de Berlin redevienne critique, qu'un blocus aérien soit imposé et qu'il apparaisse impossible d'établir un pont aérien (il y a bien d'autres moyens de pression qui, en dehors même d'une occupation militaire, pourraient s'exercer sur notre position précaire à Berlin ouest). Allons-nous adresser un ultimatum à l'Union soviétique la sommant d'avoir à accepter nos conditions ou bien une guerre nucléaire à grande échelle ? Si nous le faisons, aurions-nous l'intention de passer à l'acte ou bien ne serions-nous pas plutôt décidés à bluffer dans un gigantesque coup de poker ? Est-ce que les Russes ou les Allemands de l'Est penseraient que nous bluffons ? Et si nous ne bluffons pas, peut-on supposer que tous les quinze pays membres de l'OTAN seraient d'accord pour nous suivre ?

Mais les Russes ne seraient-ils pas fondés à considérer comme très peu plausible qu'il en aille ainsi ? etc. etc.

Pour ma part, je conjecture en me fondant sur un pari, mon sentiment ou l'instinct — appelez-le comme vous voudrez — que le monde libre ne déclenchera jamais une attaque nucléaire à grande échelle et qu'il éprouve une profonde culpabilité (assurément présente aux Etats-Unis) à cause de 1945, date à laquelle nous avons été les premiers à utiliser l'énergie nucléaire à des fins militaires et avons donc posé un redoutable jalon dans l'Histoire.

En général les démocraties ne peuvent se permettre de livrer des guerres préventives. Ceci n'est pas aussi difficile pour les Etats totalitaires. Néanmoins, comme je l'ai déjà dit, je ne pense pas que les Russes veuillent plus que nous d'une guerre nucléaire.

Certes, la politique de la Grande dissuasion ne peut se résumer en un oui ou non comme beaucoup de personnes semblent le croire, et appliquée à des cas d'espèce, elle paraît beaucoup plus incroyable que crédible. Mais si elle n'est pas crédible, elle n'est pas une dissuasion, nonobstant le fait que le monde occidental ainsi que les Russes, je le pense, tiennent toujours la dissuasion nucléaire pour essentielle à la sécurité.

### LA NOVATION DE NOTRE PROBLEME DE DEFENSE

Le propos de cette brochure est de montrer que le recours à l'énergie nucléaire pour la production du type de violence qui est le but visé par les opérations militaires a engendré une situation dans laquelle nous avons à affronter un problème de défense qui est nouveau, non point relativement, mais intégralement.

Dans le passé, les données des problèmes de la défense ont suivi l'évolution des armes de guerre, ce qui nous a constamment obligés à modifier nos moyens défensifs en particulier au niveau tactique.

Les responsables de la défense ont souvent été accusés de préparer la guerre à venir comme ils auraient dû le faire pour la précédente et cela parce qu'il est toujours difficile d'anticiper les effets du développement des armes qui se produit sans cesse entre les guerres. A leur décharge on peut faire valoir qu'il était risqué de trop spéculer.

Nul ne saurait désormais les accuser de ce travers de nos jours car il est évident que l'arme nucléaire a créé une situation si radicalement nou-



velle qu'il ne peut y avoir de continuité logique entre la dernière guerre menée avec des armes non-nucléaires et n'importe quelle guerre à venir menée avec des armes nucléaires.

Il n'y a pas de « leçon à tirer » de 1939-1945 — sauf de Hiroshima — qui puisse être d'un grand secours pour « la prochaine guerre ». Le dilemme que rencontrent ceux qui croient en notre doctrine de défense actuelle est d'un caractère nouveau. Ils pensent devoir dépenser des millions pour développer des armes qui seront obsolètes aussitôt qu'elles deviendront opérationnelles.

Vu que beaucoup d'entre nous pensons encore, fût-ce subconsciemment, que le mot **guerre** inclut la guerre tant nucléaire que non-nucléaire, **il est essentiel que nous nous efforcions de percer la barrière mentale qui nous empêche de voir la vérité.** Or, la vérité, c'est qu'il n'y aurait et qu'il n'y a aucune commune mesure entre une guerre nucléaire, ou même l'idée d'une défense fondée sur la violence de l'énergie nucléaire, et toute guerre ou toute préparation à la guerre dans toute l'histoire de l'humanité.

Si l'on saisit bien cette vérité, il ne paraît plus extraordinaire de conclure : à problème entièrement nouveau, solution entièrement nouvelle.

Mes ancêtres marins auraient probablement eu beaucoup de peine à imaginer qu'un jour viendrait où l'aviation rendrait dangereuse, voire impossible, la navigation de bâtiments de surface en Méditerranée ; mais le bond mental qu'il nous faut accomplir est autrement plus considérable. Il nous faut abandonner sans esprit de retour l'idée immémoriale que la violence est le fondement de la défense et nous faire à l'étrange notion que la violence a tellement évolué à l'âge nucléaire que son utilisation va désormais à fins contraires.

J'ai toujours eu de la peine à saisir, même de façon élémentaire, la théorie de la relativité et la notion du temps comme l'une des dimensions de l'espace, mais cela ne modifie en rien la véracité et l'importance de ces conceptions nouvelles ni les conséquences pratiques qui en découlent.

Pour se préparer à percer la barrière mentale qui nous empêche de penser correctement la défense, il peut être utile de passer en revue celles des conséquences les plus importantes du recours au nucléaire militaire **qui ne comportent aucun précédent dans l'organisation de notre défense nationale.**

Le besoin de rompre avec le mode de penser traditionnel en la matière me paraît si vital que je n'hésiterai pas à reprendre, en les résumant, quelques-uns des points déjà abordés, dans la liste ci-après :

I. - La violence engendrée par les armes nucléaires stratégiques est si énorme qu'elle relève d'une catégorie totalement différente de celle des armes conventionnelles. Elle excède toute limite d'utilité concevable, tant il est vrai que l'on ne peut pas défendre son propre mode de vie en détruisant toute vie.

**Commentaire :** Notre Gouvernement le reconnaît puisque, pour reprendre les termes employés par le Premier Ministre, si jamais l'on venait à recourir à des bombes H, cela signifierait que notre politique a fait faillite. Je défie quiconque de trouver un précédent quelconque dans toute notre histoire, c'est-à-dire un cas où notre Gouvernement nous aurait déclaré que si nos forces armées étaient engagées dans un conflit majeur, nos ennemis et nous-mêmes serions inévitablement détruits et que le recours aux forces armées signifierait la faillite de la finalité même poursuivie par leur entretien !



II. - Il a été annoncé officiellement que les Forces armées de la Couronne n'étaient pas en état de défendre la nation mais espéraient pouvoir se défendre elles-mêmes de façon telle que l'ennemi serait anéanti au moment même où il anéantirait notre nation, ou immédiatement après.

**Commentaire :** C'est là une doctrine qui aurait paru aussi extraordinaire qu'incroyable jusqu'à 1944 (\*).

III. - Il n'a jamais été possible jusqu'à ce jour à un belligérant de lancer sur un autre une attaque totalement dévastatrice avec un préavis d'une heure. Telle est pourtant la situation actuelle, à cette réserve près que nous n'aurions pas même une heure de préavis. Lorsque nous disposerons du nouveau système de radar à longue portée, nous pourrons peut-être compter être alertés quatre minutes à l'avance et les Américains seront alertés quinze minutes à l'avance.

**Commentaire :** A l'âge pré-nucléaire, il fallait des semaines — ou récemment, plusieurs jours en tout cas — pour procéder à la mobilisation, aux concentrations, aux préparatifs guerriers, etc. En réponse aux critiques adressées à la Défense civile (cf. infra p. 45) on nous déclare à présent que nous espérons pouvoir compter sur « plusieurs jours de tension croissante ». Mais ce n'est là qu'un espoir. Preuve en est que les deux camps maintiennent une partie de leur force de frappe nucléaire en état d'alerte constant. Ceux qui croient dans l'efficacité du système actuel de défense n'ont pas le choix en la matière. Idéalement, il faudrait que toute l'aviation de bombardement soit toujours en vol ou, mieux, que des satellites soient de façon permanente

sur des orbites d'où ils pourraient être précipités sur leurs cibles. Le délégué britannique à la conférence du désarmement de 1960 déclara que cette évolution ne s'était pas encore produite, mais qu'elle pourrait bien intervenir dans l'avenir.

IV. - Les essais d'armes nucléaires en temps de paix créent des dangers pour l'homme.

**Commentaire :** Voilà assurément une situation nouvelle, et bien que les scientifiques soient partagés quant au degré des dommages causés par les retombées des essais nucléaires, aucun d'eux ne soutient que ces derniers nous soient bénéfiques. A l'âge pré-nucléaire il suffisait de hisser un drapeau rouge et d'avertir le public d'avoir à se tenir à l'écart de la zone des cibles qui était de taille limitée. Les essais de bombe H requièrent des zones de milliers de kilomètres carrés et les retombées ont lieu sur le monde entier pendant de très longues périodes.

V. Nos centrales nucléaires présentent un redoutable risque en matière de défense.

**Commentaire :** Cette novation est intéressante car elle relie l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire aux armes nucléaires. Toute centrale nucléaire se trouve, bien sûr, à un endroit déterminé et de notoriété publique, donc à la portée des missiles d'un ennemi potentiel. L'Union soviétique prétend avoir placé une tête de fusée à moins de trois kilomètres d'une cible éloignée de quelque 12.800 kilomètres de la rampe de lancement et il n'est ni prudent ni de mise d'écarter de telles nouvelles comme relevant de la propagande. Cela signifie malheureusement que dans le champ des possibles figure désormais l'explosion d'une bombe H ennemie dans le voisinage de l'une de nos centrales, provoquant une explosion secondaire et des retombées dévastatrices. D'ailleurs on ne devrait pas oublier que même l'attaque d'une centrale

---

(\*) Cette idée est comparable à une histoire qui nous raconterait que le fantôme d'une personne assassinée sortira de sa tombe et tuera le meurtrier.



atomique avec des bombes conventionnelles du type de celles qui furent utilisées à la fin de la deuxième guerre mondiale pourrait facilement tourner au désastre national. C'est là une raison de plus pour considérer que le recours à l'énergie nucléaire à des fins tant pacifiques que militaires rend l'emploi de la violence absurde et périlleux.

VI. - Le recours à l'énergie nucléaire à des fins militaires sous la forme de la dissuasion a inversé toute la problématique pré-nucléaire du secret en matière d'armements, comme on l'a vu plus haut à la page 27.

**Commentaire :** Mais nous continuons à élaborer des dispositifs de sécurité pour empêcher notre ennemi potentiel d'accéder à des renseignements que nous devrions nous appliquer à lui communiquer si nous voulons le dissuader ! Et nous continuons à emprisonner des individus dont nous découvrons qu'ils transmettent aux Russes des précisions sur notre capacité de les anéantir, pour des motifs qui certes peuvent être rien moins que nobles.

VII. - L'irrévocabilité de la décision. Une autre caractéristique nouvelle de l'âge nucléaire réside dans le fait qu'une fois lancés — peut-être à la suite d'un véritable malentendu — fusées et missiles téléguidés ne peuvent être rappelés pendant leur temps de vol qui dure de 15 à 45 minutes. Une fois l'attaque nucléaire décidée, le point de non-retour est atteint, dès que le lancement est déclenché.

**Commentaire :** A l'âge pré-nucléaire, il y avait des gradations entre le début des opérations, celles à grande échelle et l'assaut final. Dans le cas récent de l'aventure de Suez, en 1956, il y eut des menaces, des délais, une concentration de forces, une invasion armée, une petite progression le long du canal et un retrait par étapes. Toutes ces gradations dans le recours à la violence sont impossibles en cas de guerre nucléaire. C'est tout ou rien.

VIII. - La décision d'appuyer sur le bouton. Lors d'une guerre nucléaire, la décision solennelle de détruire la civilisation doit être prise par un homme ou par un très petit groupe d'hommes.

**Commentaire :** Comme en Occident plusieurs grandes nations et davantage encore de petites sont en cause, il est presque impossible de supposer qu'il puisse y avoir un seul ou au plus deux bouton(s) (Etats-Unis et Grande-Bretagne) à la disposition du Président et/ou du Premier Ministre, et cela rend la dissuasion moins crédible, ainsi que je l'ai déjà signalé. Mais, même si l'on admettait qu'il y a ou qu'il pourrait y avoir deux boutons, il est évident qu'à l'âge nucléaire il ne saurait être question de tenir un débat à la Chambre des Communes sur la déclaration de la guerre. Et dans l'hypothèse d'une telle guerre, ni le Gouvernement ni la Chambre des Communes n'auraient l'occasion d'engager un débat (ici bas du moins !) sur le point de savoir si la décision de déclencher la guerre nucléaire était sage ou non. Nous ignorons comment les choses se passent de l'autre côté du rideau de fer. Tout ce que l'on peut conjecturer sans risquer de se tromper trop c'est que l'homme qui se trouve à la tête d'un régime totalitaire est plus libre de ses mouvements que le dirigeant d'une démocratie lorsqu'il s'agit d'appuyer sur le bouton.

L'Histoire n'a pas encore révélé dans quelle mesure la menace russe d'utiliser des fusées contre la Grande-Bretagne lors de l'affaire de Suez a influencé le cabinet britannique dans sa décision de renoncer à cette aventure. A tout prendre, je pense que la dissuasion russe est plus crédible à Washington et à Londres que la dissuasion alliée ne l'est à Moscou. Or, il convient de rappeler que la théorie de la Grande dissuasion implique une crédibilité équivalente de part et d'autre, de façon à créer une impasse équilibrée de terreur.



IX. - Armes nucléaires tactiques. Le résultat maléfique de ce développement a été décrit ci-dessus.

**Commentaire :** Il a toujours été difficile de mener des guerres limitées vu que les campagnes militaires tendent par nature à devenir illimitées. Une chose en amène une autre. Mais on se trouve en présence d'une situation tout autre lorsque l'on a à sa disposition une arme d'opérations tactiques dont on est presque certain que l'utilisation ferait boule de neige et entraînerait le recours à une arme ou à une opération stratégique dont la prétendue valeur en matière de défense réside précisément dans sa non-utilisation, faute de quoi tout est perdu ! Car l'effet de boule de neige serait très rapide (\*).

En vérité, **quos volunt perdere dei dementant**, les dieux rendent fous ceux qu'ils veulent perdre. Parfois, je me demande si l'humanité n'est pas tout au bord de la folie.

A moins que peut-être moi-même et ceux qui pensent comme moi soient des malades mentaux. Cela se pourrait. Mais que nous soyons sains ou malades d'esprit, nous le sommes suffisamment pour ne pas vouloir que la défense de notre mode de vie soit fondée sur notre capacité de convaincre nos ennemis potentiels que nous sommes prêts à nous suicider précisément pour défendre notre mode de vie.

\*\*

Je prétends que les neuf particularités nouvelles du problème de la défense à l'âge nucléaire que l'on vient de passer en revue étaient ma thèse selon laquelle, en cette année de péril 1961, la question de la défense de notre mode de vie revêt un caractère sans précédent.

---

(\*) L'expression boule de feu conviendrait mieux.

Je prétends au surplus que tout effort visant à la résoudre par des méthodes qui, en fait, psychologiquement, se situent dans le prolongement des méthodes et principes appropriés à l'âge pré-nucléaire, est tout à la fois périlleux et futile. De plus, cela coûte fabuleusement cher, si cher même que, avec des sous-marins revenant à 30.000.000 livres sterling l'unité et des fusées intercontinentales coûtant plus d'un million de livres sterling pièce, il n'est pas concevable que la Grande-Bretagne puisse continuer à rivaliser avec Washington et Moscou (\*).

Je relève en effet, à la lecture des crédits de la Marine pour 1960, qu'un porte-avions de quelque 22 000 tonnes est évalué à 18 millions de livres sterling et ses avions à 10 millions de livres sterling, alors que les modèles comparables de 1939 coûtaient respectivement 3 800 000 livres sterling et 600 000 livres sterling. Enfin, fait significatif et alarmant, le nombre des nations détentrices d'armes nucléaires est passé de trois à quatre, et au moins dix autres nations sont capables d'en produire.

Dès lors que les armes nucléaires deviennent des armes conventionnelles pour un nombre croissant de pays et que l'expérience nous enseigne que dans le monde actuel tout différend international peut dégénérer en une guerre mondiale, n'est-il pas à craindre que la prolifération horizontale n'augmente inévitablement le danger général d'une catastrophe finale ? Si l'on veut bien admettre que l'introduction dans nos arsenaux d'armes nucléaires a radicalement et absolument changé les données

---

(\*) Les dépenses annuelles pour les armements en 1960 s'élèvent approximativement à :

14 600 millions de livres sterling pour les USA.  
1 600 millions de livres sterling pour la Grande-Bretagne,  
8 500 millions de livres sterling pour l'Union soviétique,  
1 200 millions de livres sterling pour la France.



de notre défense, est-il déraisonnable de suggérer que seule une solution vraiment nouvelle pourra résoudre un problème vraiment nouveau ? Je suis convaincu, pour ma part, que nous avons besoin d'une telle solution. Quelle devrait-elle être ?

## LA SOLUTION CORRECTE

### I

Après avoir étudié cette question depuis la nouvelle qu'une bombe atomique, d'ailleurs relativement petite (20 kilotonnes) avait été lâchée sur Hiroshima, ce qui m'a d'emblée fait réaliser qu'un nouveau volume avait été ouvert dans l'histoire de la guerre, je suis parvenu à la conclusion que le meilleur moyen pour le Gouvernement britannique de défendre notre mode de vie et — ce qui est encore plus important — de sauver l'humanité et la civilisation de l'anéantissement consiste à annoncer : « **La Grande-Bretagne renonce à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins militaires et elle est prête à accepter toute forme appropriée de contrôle international relative à cette décision et ce, si possible, de concert avec les autres nations parvenues aux mêmes conclusions, mais, si nécessaire, de façon isolée.** »

J'ai de bonnes raisons militaires pour croire que telle est la solution politique correcte à notre problème et que, si elle était adoptée, notre mode de vie (qui est ce que nous essayons de défendre) aurait de bien meilleures chances de survie, au profit de nos enfants, qu'il n'en a maintenant.

Par ailleurs, cette grande décision aurait un impact comparable et peut-être supérieur à la décision apparemment aberrante prise en 1940 par la Grande-Bretagne de poursuivre seule la lutte contre les Nazis alors triomphants.

Ce serait là une décision digne d'un peuple qui, bien que ne constituant plus une grande puissance sur le plan militaire, n'en est pas moins une grande nation. C'est bien notre peuple, en effet, dont le Gouvernement conduisit la croisade contre l'esclavage, qui a créé un Empire et l'a transformé en un Commonwealth en constante évolution, qui a donné au monde la démocratie parlementaire, qui a conduit l'Inde à l'indépendance, qui a offert l'Union à la France et — telle est ma prière — qui peut encore conduire le monde au désarmement nucléaire.

### II

— Fort bien, penserez-vous peut-être, mais si vous redescendez sur Terre, pratiquement par quoi cela se traduirait-il ?

Avant de répondre à cette requête raisonnable, nous devons nous remémorer la nature de la guerre.

Lors d'un débat sur le budget de la Marine en 1960 un député déclara : « Nous nous trouvons devant l'alternative suivante : soit nous partons en guerre sans les armes nucléaires et nous sommes battus car nous ne pouvons gagner ; soit nous partons en guerre avec l'armement nucléaire et nous sommes annihilés. A mon avis, il n'y a qu'une réponse, à savoir que nous ne pouvons pas et ne devons pas partir en guerre. » (M. Rankin, 7/3/1960. **Hansard**, Col. 154).



M. Rankin avait tout à la fois raison et tort. Il avait raison de penser que des opérations militaires menées avec des armes nucléaires seraient suicidaires. Mais il avait tort de penser que la guerre, telle que lui et la plupart des gens comprennent le sens de ce mot, est exclusivement une affaire d'opérations militaires ou que ces dernières constituent le seul moyen dont nous disposons pour défendre notre mode de vie.

La place me manque dans ce petit livre pour analyser comme il le faudrait la vraie nature de la guerre(\*) et pour montrer comment ce terme en est venu dans l'esprit des gens à être identifié à tort à la seule violence associée aux opérations militaires.

En réalité, ce qui est au cœur du problème, c'est l'**objectif** de la guerre qui consiste à ployer la volonté de l'ennemi. La guerre peut être chaude, tiède ou froide ; militaire, politique, psychologique ou économique ; mais elle demeure toujours par essence un affrontement d'idées, un télescopage de politiques nationales, un conflit de volontés. Comme le plus grand nombre, M. Rankin pense que s'il n'y a pas de tueries nous sommes « en paix ». En fait, nous sommes en guerre aujourd'hui en raison d'opinions contradictoires relatives aux modes de vie. Il ne s'agit donc pas de se demander si « nous devons faire la guerre » ; **nous sommes en guerre.**

Ce que nous devons éviter, c'est de laisser cette guerre dégénérer en opérations militaires qui, puisqu'elles seront désormais de nature nucléaire, auront des conséquences universellement fatales. Pour en venir à la guerre elle-même — à la guerre froide,

comme on l'appelle — quelles qu'aient pu être à un certain moment les visées de Staline (et c'est par crainte des desseins que nous lui avons prêtés que nous avons créé l'OTAN) nous avons de bonnes raisons de penser que les dirigeants actuels de la Russie entendent la limiter à des activités économiques et politiques.

Il me faut avertir le lecteur sans plus tarder que cet opuscule ne prétend pas abolir la guerre en tant que telle entre Etats souverains, dans la mesure où la « guerre » signifie contestation et différend. Tant qu'il y aura des Etats souverains, il y aura des différends en politique, comme, par exemple, le différend qui a opposé ces années dernières le Royaume Uni à l'Islande, en ce qui concerne les droits de pêche. Ce cas est d'ailleurs intéressant car, bien qu'il n'ait pas dégénéré en guerre au sens où l'emploient la plupart des personnes, c'est-à-dire en hostilités entraînant des victimes, une invasion ou un bombardement de l'Islande, le conflit s'y est déroulé dans une espèce de zone intermédiaire entre la négociation et les hostilités, et toutes les parties en cause peuvent s'estimer heureuses de ne pas s'être brûlées en jouant avec le feu. Par ailleurs, il n'est pas sans intérêt de le rappeler, bien que les Britanniques eussent un fort bon dossier et fussent beaucoup plus puissants sur le plan militaire que les Islandais, le Gouvernement de Sa Majesté n'a jamais sérieusement envisagé de recourir à une partie quelconque de nos forces armées, qui nous coûtent 1 500 000 000 livres sterling par an, pour imposer notre point de vue aux Islandais(\*). Une telle situation serait apparue anormale à un Gouverne-

(\*) Cf. mon livre *Defence in the Nuclear Age*, Victor Gollancz Ltd, London, 1958, 223 pages, en particulier pages 21 à 38.

(\*) Nous avons tout au plus osé empêcher les Islandais de saisir nos chalutiers et, au moment où j'écris ces lignes, il semble bien que les Islandais aient obtenu la plus grande partie de ce qu'ils demandaient.



ment britannique du XIX<sup>e</sup> siècle et bien sûr à l'opinion publique britannique peut-être jusqu'en 1910.

### III

Nous allons maintenant examiner les conséquences qui pourraient découler de l'adoption par le Gouvernement britannique de la politique qui est préconisée ici. La politique de désarmement nucléaire unilatéral suppose l'acceptation de certains risques car il n'est pas possible pour un Etat de s'affranchir de tous les risques inhérents aux Etats souverains dans le monde anarchique qui sera le nôtre en 1961. La question à trancher consiste à savoir si les risques de la nouvelle politique sont plus grands ou moindres que les dangers épouvantables que comporte notre système militaire actuel.

Il paraît sage de supposer que notre décision de renoncer à l'énergie nucléaire à des fins militaires ne serait adoptée en un premier stade ni par les Etats-Unis ni par l'URSS. Nous pourrions espérer être suivis par les pays scandinaves, l'Inde, peut-être la Grèce et l'Italie, et dans certaines circonstances par l'Allemagne.

En tout état de cause, notre décision aurait de profondes répercussions sur trois systèmes : les relations anglo-américaines, l'appareil de l'OTAN et la politique soviétique. Je les aborderai à tour de rôle dans cet ordre.

Nous devrions dire aux Américains :

« Nous sommes arrivés à la conclusion qu'il est inutile et dangereux d'essayer de défendre notre mode de vie au moyen d'un pistolet nucléaire comportant une gâchette et deux canons, l'un pointé sur l'ennemi potentiel et l'autre sur notre cœur.

« C'est pourquoi nous renonçons à la violence nucléaire comme fondement de notre politique de défense. Nous nous retirons de cette folie et nous nous faisons un devoir de vous donner un an de préavis pour enlever vos bases et vos avions et nous vous renverrons toutes les armes nucléaires et tous les vecteurs qui se trouvent actuellement sur notre sol (en l'occurrence les fusées Thor frappées d'obsolescence). Nous vous avertissons aussi que nous entendons cesser tout échange de renseignements sur les armes nucléaires.

« Mais nous sommes à 100 % de votre côté en ce qui concerne les aspects politiques et économiques de ce qu'il est convenu d'appeler la guerre froide. En fait nous serons désormais en mesure de contribuer beaucoup plus à l'aide économique aux pays sous-développés et notre décision devrait avoir un effet profondément bénéfique sur les pourparlers entre les Russes et vous-mêmes relatifs au désarmement. » Nous pourrions ajouter : « En 1914 et en 1939, il a fallu un temps passablement long pour que le peuple américain se fasse à l'idée que le recours à la violence était nécessaire à la défense de notre liberté. Cela se passait à l'âge pré-nucléaire alors que de bonnes raisons militaient en faveur du recours à la violence conventionnelle. Maintenant que la violence sous sa forme nucléaire est devenue absurde, nous ne serions pas surpris qu'il vous faille à nouveau une année ou deux pour vous faire à l'idée que la violence a perdu son utilité comme méthode de défense. »

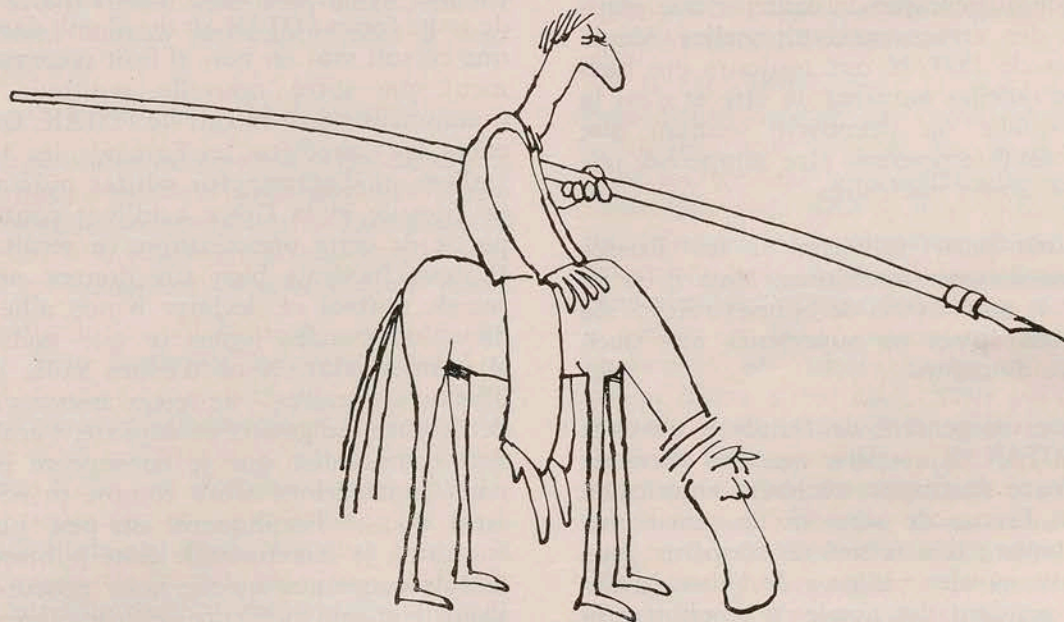
Nous devrions bien faire comprendre aux Américains que nous ne désirons nullement être considérés comme vivant dangereusement sous le parapluie de leur force de frappe nucléaire dont le contrôle nous échappe mais que nous souhaiterions beaucoup les voir suivre notre exemple.



Certaines personnes rétorquent que si nous leur envoyions un tel message les Etats-Unis nous menaceraient et j'ai même rencontré des gens qui semblaient croire que nous nous exposerions à être « occupés » par les Américains. Je tiens une telle perspective pour parfaitement absurde. Tout d'abord, je ne pense pas que l'opinion américaine soutiendrait une action d'agression contre les Britanniques. En deuxième lieu, nous nous trompons beaucoup si nous croyons que les états-majors américains tiennent les bases américaines en Grande-Bretagne et nos 220 bombardiers V pour une immense contribution à la somme totale de la dissuasion occidentale. Un responsable de haut rang du Département américain de la Défense m'a déclaré qu'il évaluait notre apport à 5 %. Et cela se passait avant le fiasco du Blue streak.

Par ailleurs, le développement des missiles intercontinentaux de longue portée et celui des sous-marins équipés de fusées Polaris réduisent constamment la valeur que nous représentons en tant que base, de sorte que je ne serais pas étonné si les Américains venaient à réagir plus ou moins comme suit :

« Vous êtes une bande de ... et, de toute évidence, vous avez perdu votre sang-froid, mais vos propositions ne réussiront qu'à accélérer la mise en place d'une politique à laquelle nous avons déjà songé et qui consiste à nous replier de nos bases avancées d'Europe qui, à plusieurs égards, constituent des charges beaucoup plus que des atouts dans notre tâche qui est de défendre la forteresse Amérique. »





## EFFETS SUR L'OTAN

Il faut tout d'abord se souvenir que l'OTAN (à l'exception de la Clause II qui traite de la coopération pacifique mais qui a été complètement négligée) est essentiellement une alliance de l'âge pré-nucléaire suscitée par la crainte de voir les divisions mécanisées de Staline envahir l'Europe occidentale. Pour faire face à cette menace les membres de l'OTAN envisagèrent tout d'abord de constituer une force de 90 divisions. Ils auraient pu y parvenir si les peuples concernés avaient été prêts à consentir les sacrifices nécessaires, mais ils ne l'étaient pas et il apparut essentiel à l'OTAN de pouvoir compter sur les effectifs allemands pour avoir une chance quelconque de contenir une poussée russe avec des armes conventionnelles. Même ainsi, les forces de l'OTAN ont toujours été bien inférieures à ce qu'elles auraient dû être et c'est la raison pour laquelle on découvrit soudain que l'infériorité en nombre pourrait être compensée par l'équipement en armes nucléaires.

Tout cela eût paru judicieux si les Russes n'avaient pas eu d'armes nucléaires. Mais il en va tout autrement si nous avons de bonnes raisons de croire qu'ils sont égaux ou supérieurs aux Occidentaux dans ce domaine.

La politique du général de Gaulle a été très néfaste pour l'OTAN. Il a refusé que des éléments aériens de la force de frappe nucléaire américaine soient basés en France de sorte qu'ils sont venus en Grande-Bretagne ; il a refusé de coopérer dans certaines affaires navales ; le gros de l'armée française est resté pendant des années à combattre la

rébellion en Algérie de sorte qu'il a été privé de l'équipement et de l'entraînement nécessaires à la préparation d'opérations militaires en Europe. La seule composante du potentiel militaire de l'OTAN qui ait été constamment améliorée est le contingent allemand qui représentera sous peu 50 % des forces terrestres de l'OTAN. La contribution britannique sur terre est de sept groupes de brigades « pour l'instant ». La grande flotte de bombardiers nucléaires américains ainsi que la flotille de bombardiers nucléaires britanniques ne font pas partie de l'OTAN.

Si j'ai mentionné ces questions, c'est parce que, pour analyser les répercussions qu'aurait sur l'OTAN une politique britannique de renonciation à l'arme nucléaire, il faut tout d'abord se rendre compte de ce qu'est l'OTAN aujourd'hui et de ce que sont ses perspectives d'avenir. Ces dernières me paraissent très sombres et je relève que Lord Montgomery n'a pas mâché ses mots à ce sujet. Il semble que de toute façon l'OTAN ait du plomb dans l'aile, mais, que ce soit vrai ou non, il faut reconnaître franchement que notre nouvelle politique impliquerait notamment notre retrait de l'OTAN. Que les Américains, les Canadiens, les Français, les Allemands, les Italiens et d'autres plus petites puissances comme la Turquie et la Grèce veuillent continuer à faire partie de cette organisation, ce serait leur affaire. Il nous faudrait bien sûr donner un préavis de retrait normal et déclarer à nos alliés de l'OTAN dans les grandes lignes ce que nous aurions dit aux Américains. Nous n'avons nulle obligation — bien au contraire — de rester associés à un système de défense dangereux et dépassé. Parallèlement, on doit comprendre que je ne suggère pas que nous nous considérions alors comme privés de défense ainsi que je l'expliquerai un peu plus loin. Au contraire, je recommande cette politique parce que je suis convaincu qu'elle nous procurerait plus de sécurité et une meilleure défense, parce que je crois



qu'elle nous offrirait plus de chances de protéger notre mode de vie et, ce faisant, de mieux servir l'humanité.

Il nous faudrait renoncer également aux armes biologiques, aux gaz et à toutes les formes de destruction de masse. Si d'autres nations se joignaient à nous, il nous faudrait créer avec elles une Organisation non-nucléaire (ONN). Que nous y soyons seuls ou avec d'autres, l'appartenance à l'ONN impliquerait non seulement l'abandon des armes nucléaires et l'ouverture aux inspections de l'ONU, mais encore une très substantielle réduction des armes et forces conventionnelles. A supposer, en effet, que nous renoncions aux armes nucléaires et que d'autres nations (y compris, par exemple, la Russie) ne le fassent pas, il serait absurde de penser que les forces conventionnelles puissent être de la moindre utilité face à des troupes dotées d'armes nucléaires.

De tout ceci il résulte que nous aurons encore besoin de forces armées conventionnelles à deux fins :

- a) pour la sécurité intérieure du Royaume-Uni ;
- b) pour des opérations de police à petite échelle là où nous avons encore des responsabilités coloniales. Par exemple, je serais tout à fait d'accord pour recourir à la violence conventionnelle pour empêcher les Yéménites de mettre à sac Aden.

Cela signifie donc qu'il faudrait conserver des forces armées pour appliquer la violence là où le pouvoir civil requiert une certaine force. Point n'est besoin d'armes nucléaires pour atteindre des buts tels que celui consistant à mater des événements à Hong Kong ou à Malte ou encore des incidents provoqués par une éventuelle grève générale en Grande-Bretagne. Pour être plus précis, la première fin rapportée sous le point a) ci-dessus pourrait être atteinte par la formation d'une Garde

nationale (Home Guard) comportant un petit noyau permanent qui, par ailleurs, pourrait normalement faire partie de deux brigades aéroportées qui devraient être à disposition pour remplir la deuxième mission figurant sous le point b) ci-dessus. Les forces navales seraient réduites à des bâtiments pour la protection de la pêche et, peut-être, à deux porte-avions pour des commandos. Les forces armées de la Couronne devraient être incorporées en une Force de sécurité dont le coût annuel ne dépasserait pas quelques millions de livres sterling.

Je traiterai plus loin d'une formation qui devrait être constituée sous le nom d'Organisation internationale de sauvetage.

Avant de passer aux autres conséquences de la nouvelle politique ici proposée, il convient de dire quelques mots sur nos bases outre-mer. Ce sujet n'est lié qu'indirectement au problème nucléaire mais il mérite d'être mentionné car il illustre l'effroyable pagaille dans laquelle s'est embourbé notre système de défense.

Il est clair comme le jour que, pour qu'une base d'outre-mer ait une utilité quelconque, sa présence doit être acceptée par la population locale dont les services sont habituellement essentiels à l'entretien de la base et dont l'hostilité peut facilement conduire à la situation absurde où les forces armées de la base seraient principalement préoccupées par leur propre défense au lieu d'être prêtes à utiliser la base comme un tremplin pour des opérations en dehors, ce qui est précisément la raison d'être d'une base. Telle est la raison pour laquelle nous avons dû quitter la zone du Canal de Suez bien que l'état-major eût déclaré, à juste titre, que Chypre ne constituait pas une solution de remplacement. Lorsque nous eûmes quitté ladite zone et que l'aventure de Suez nous eût fait perdre des centaines de millions de livres d'équipement, on découvrit miraculeusement que Chypre ferait



l'affaire. Ensuite survint le différend de Chypre et, au moment où j'écris ces lignes, nous en compromettons le règlement en y revendiquant la souveraineté sur quelques kilomètres carrés. Toute cette île pourrait être neutralisée par une bombe H ; néanmoins nous nous accrochons à la base que nous y avons en raison de notre force de frappe nucléaire et de nos obligations dans le cadre de la moribonde Organisation du Traité central. Nous dépensons des millions sur cette base de Chypre, mais nous avons maintenant commencé, sans grande publicité, à construire une base à Aden où, selon un témoignage récent : « On y est tellement à l'étroit qu'on y trouverait difficilement une place debout pour un général de division ! » Parallèlement nous constituons une base au Kenya mais les chances qu'elle soit acceptable au futur gouvernement africain de ce territoire sont des plus douteuses.

La morale de tout ceci est que, pour des raisons tant politiques que militaires, le vieux concept du cordon des bases d'outre-mer qui reliait Gibraltar, Malte, le Canal de Suez, Aden, Trincomalee, Singapour et Hong-Kong est tout aussi mort que le dinosaure ou que le XIX<sup>e</sup> siècle, cette ère antérieure à l'aviation pendant laquelle la Pax britannica avait une signification. Sans vouloir être trop désagréable à l'égard des experts de service, je donnerai comme exemple de la faillibilité des spécialistes, le Rapport de 1955 sur l'avenir de Malte qui nous assurait que tous les Départements concernés étaient d'avis que l'importance stratégique de Malte demeurerait aussi grande que par le passé pendant tout « l'avenir prévisible ». Et si l'on en croit les hommes politiques, il semble que leurs conseillers militaires n'aient compris qu'en 1959 que les fusées russes pouvaient anéantir les missiles à bases fixes. Que faisaient donc les gars de nos services de renseignements ? Ne lisent-ils pas les journaux ?

## II

J'en viens maintenant à la première question qui se présentera à l'esprit de la plupart de mes lecteurs : « Si vous supposez que Russes, Américains ou Chinois par exemple, conservent des forces conventionnelles et nucléaires considérables et que nous nous trouvions par rapport à eux dans un état de désarmement militaire total, alors ne serons-nous pas à la merci de tout agresseur en ce qui concerne tant le recours que la résistance à la violence ? »

Pour pouvoir répondre correctement à cette question nous devons nous rappeler que notre objectif est la défense de notre mode de vie et supposer — ce qui peut s'avérer juste ou non — qu'une certaine puissance — par hypothèse la Russie à présent, peut-être la Chine plus tard — en désire la destruction. Supposons, pour mettre les choses au pire, que les Russes brûlent de remplacer notre mode de vie par le système communiste.

Comment s'y prendraient-ils ? Vu que notre nouvelle politique ne nous permettrait pas de nous opposer aux exigences des Russes par la menace ou l'utilisation de la violence, nous ne pourrions nous opposer à leur occupation armée. Nous pourrions la refuser mais non point nous y opposer par la violence. Mais pour quelle raison au monde la politique russe s'engagerait-elle dans cette voie ? Il est concevable et peut-être même très probable que les dirigeants soviétiques verraient d'un bon œil la constitution d'un gouvernement communiste en Grande-Bretagne et dans bien d'autres parties du monde, comme les dirigeants communistes de la Chine verraient d'un bon œil un gouvernement communiste en Inde (\*). Mais pense-t-on sérieusement

(\*) Ce texte est antérieur à la rupture entre la Chine populaire et l'URSS intervenue en 1961. S'il l'avait écrit après ce schisme, Sir Stephen King-Hall aurait sans doute précisé « communiste pro-chinois », (N.D.T.).



que le moyen propre à faire de la Grande-Bretagne un Etat communiste soit d'inviter le dirigeant du Parti communiste britannique à s'installer au 10 Downing Street et de mettre dix divisions russes à sa disposition ?

Les expériences enregistrées par les communistes en Europe de l'Est n'inclinent pas à penser qu'un gouvernement communiste composé de nationaux mais soutenu en dernier ressort par la force armée soviétique et donc haï, ait jamais réussi à transformer le gros de la population en ardents communistes. Qui plus est, la raison la plus vraisemblable pour laquelle l'Union soviétique conserve la mainmise sur les Etats satellites en général et sur l'Allemagne de l'Est en particulier, me paraît ressortir à la pensée militaire pré-nucléaire, à savoir le maintien d'un bastion ou d'une zone tampon entre l'Occident et le territoire de la mère Russie.

Qu'est-ce que les Russes pourraient bien exiger d'autre de nous que nous ne saurions leur refuser ? La livraison gratuite d'un nombre  $x$  de voitures, de machines-outils, d'or, de caoutchouc ?

Je n'ai pas encore rencontré d'économiste qui ne considère une telle hypothèse autrement que comme une pure fantaisie. Comment donc les dirigeants russes expliqueraient-ils à leur propre peuple de telles exigences et les feraient-ils cadrer avec leur prétention à être plus épris de paix que quiconque ? Mais admettons encore qu'ils formulent de telles exigences et que nous refusions — comme j'espère bien que nous le ferions — d'y donner suite. Que va-t-il se passer ? Vont-il nous menacer avec une bombe H ? Si vraiment ils s'y hasardaient et nous en lâchaient une, ils n'amélioreraient guère leurs chances d'obtenir les marchandises.

Le Royaume-Uni est un terrain singulièrement peu prometteur pour de telles activités.

Envisageons un instant la question de la Chine et de Hong-Kong. Y a-t-il quelqu'un pour contester que si les Chinois en décidaient ainsi, ils pourraient s'emparer de Hong-Kong du jour au lendemain ou que s'ils exigeaient l'île de Hong-Kong, ni les Etats-Unis, ni nous-mêmes ne « déclarerions la guerre à la Chine » ? De toute façon, le territoire sous concession, qui est essentiel à la survie de Hong-Kong, devra être restitué à la Chine dans trente ans. Hong-Kong demeure une colonie britannique parce que, pour diverses raisons, cela arrange les communistes chinois.

Avant d'en terminer avec l'hypothèse où surviendrait une occupation du Royaume-Uni par l'Union soviétique à la suite de la décision que nous aurions prise de renoncer aux armes nucléaires parce que, ce faisant, nous aurions perdu notre aptitude à détruire tant les Russes que nous-mêmes, il me faut toucher un mot de deux autres sujets.

Il n'est pas inconcevable que, lors d'un quelconque conflit européen à venir qui pourrait éclater, par exemple, entre les deux Allemagnes, des armes nucléaires ne soient pas utilisées, encore que cela soit de plus en plus difficile à imaginer à mesure que, année après année, les armes nucléaires deviennent des armes conventionnelles.

99 % des Britanniques paraissent ne pas avoir remarqué que, si même une guerre NON-NUCLEAIRE à une grande échelle venait à éclater, nos îles seraient plus sujettes à une invasion qu'elles ne l'ont jamais été depuis 1066. Je renonce à entrer dans des détails techniques, mais le public devrait savoir que la fameuse Manche n'est plus qu'un fossé et que, avec des divisions aéroportées et des fusées comportant des têtes conventionnelles, nous sommes presque aussi susceptibles d'être envahis que si nous n'étions pas insulaires.



La plupart des Etats souverains ont toujours connu le risque d'être envahis et occupés, et, de Oslo à Istanbul, il n'y a guère de villes qui, au cours de ces derniers siècles, n'ont pas été le théâtre de défilés de troupes étrangères dans leurs grandes rues. A cet égard, nous sommes désormais ravalés au rang des peuples du continent.

La possibilité d'une invasion par des troupes ennemies constitue donc un risque dont nos dispositifs de défense doivent tenir compte, quelle qu'en soit l'improbabilité. Pour l'instant, nous prétendons que ce risque n'existe pas et nous n'avons donc aucun plan pour y faire face. Or, c'est une attitude scandaleusement défaitiste de supposer que tout serait perdu à jamais et que notre mode de vie (qui est ce que nous voulons défendre) aurait sombré corps et biens si notre pays venait à être occupé soit par suite d'une défaite militaire lors d'une guerre non nucléaire, soit par suite de l'invasion d'une puissance nucléaire survenue parce que nous aurions nous-mêmes renoncé aux armes nucléaires.

Afficher une telle opinion c'est se mettre au premier rang de ceux qui ont une mentalité de cinquième colonne. En effet, notre « mode de vie » aurait un enracinement bien superficiel s'il ne pouvait survivre à une occupation ennemie et même en triompher.

J'ai déjà avoué mon incapacité à imaginer une motivation rationnelle ou irrationnelle qui conduirait l'Union soviétique à vouloir occuper la Grande-Bretagne, qu'elle ait ou non à réprimer une résistance de la part de cette dernière. Mais supposons qu'une nation conduite par un Hitler, qui était certainement capable de n'importe quelle monstruosité ou absurdité, décide d'occuper notre patrie. Quelles mesures notre système de défense devrait-il comporter pour nous permettre d'affronter pareille éventualité ?

Le premier point à relever c'est que, dans une société complexe, les mouvements de résistance recourant au sabotage, au terrorisme, etc. sont impropres à combattre des troupes d'occupation. Ils ne font qu'offrir un prétexte au comportement brutal de l'ennemi. Au cas où nous viendrions à subir une occupation, soit parce que nous ne disposerions pas d'armes nucléaires, soit parce que nos forces conventionnelles auraient été défaites, il est absurde de croire que des amateurs pourraient remporter la victoire par la violence là où des professionnels auraient échoué.

Ce qu'il faut faire, c'est organiser et entraîner le peuple à vaincre l'ennemi par des techniques non violentes. Il s'agit là d'un très vaste sujet que je ne puis développer dans cet opuscule ; mais c'est un sujet auquel il conviendrait de consacrer des recherches d'urgence et sur lequel on pourrait glaner des expériences éparses dans les événements survenus au cours des derniers siècles.

Jusqu'ici il n'est pas d'exemple d'une nation entière décidant de défendre son mode de vie national par une stratégie et des tactiques non violentes du fait que l'énergie nucléaire a rendu absurde l'utilisation de la violence. La préparation de la nation à la résistance non violente et à l'attaque psychologique de l'occupant devrait constituer l'objectif principal de la Défense civile, j'y reviendrai plus loin.

On entend souvent dire : « Mieux vaut la mort que l'esclavage ». C'est là une grande ineptie très défaitiste. Tant qu'il y a de la vie il y a de l'espoir et le suicide est une reddition. Réfléchissez plutôt à l'histoire que voici :

Nous avons de bonnes raisons de penser que la plupart des habitants d'une ville comme Budapest aimeraient bien être libérés du régime communiste qui les régent. Imaginez 5 000 citoyens de Budapest



assemblés dans une grande salle et quelqu'un leur offrant l'alternative suivante : « Vous pouvez choisir. Si vous votez de telle façon, je puis faire en sorte qu'une bombe H tombe sur votre ville demain à midi. En revanche, si vous votez de telle autre façon, vous devrez attendre avant d'être libérés dans l'au-delà ; il vous faudra rentrer chez vous et continuer à tirer le meilleur parti d'une mauvaise situation en espérant que, d'une façon ou d'une autre, vous serez soulagés dans un avenir qui pourrait être éloigné. » Comment pensez-vous que les citoyens de Budapest se prononceraient ?

### III

Après avoir esquissé d'une manière que j'espère honnête et exempte de préjugés ce qui m'apparaît comme les conséquences négatives de ma proposition de nouvelle stratégie de défense non-nucléaire, il me faut maintenant en présenter les avantages. L'ordre dans lequel je les énumérerai est indépendant de leur importance relative.

En premier lieu, il y a le besoin impérieux de faire quelque chose pour arrêter, ou en tout cas pour tenter d'arrêter, la prolifération des armes nucléaires dans d'autres nations. J'ai la conviction que si nous y renoncions nous pourrions espérer voir un certain nombre d'Etats nous rejoindre dans une véritable association ou un véritable club non nucléaire.

En deuxième lieu, seuls ou associés à d'autres nations, nous devrions prendre la tête d'une troisième force qui serait en mesure d'agir en tant que médiateur et instigateur au cours des négociations d'un traité non-nucléaire entre les Etats-Unis et l'Union soviétique.

En troisième lieu, nous devrions mettre en pratique le principe de l'inspection internationale des armements.

En quatrième lieu, nous devrions libérer une somme considérable, peut-être 1 000 000 000 de livres sterling par an, pour l'affecter à des fins constructives et en particulier à l'aide sans contre-partie des pays émergents et sous-développés. Actuellement nous consacrons à cette fin de 1 à 1,5 % de notre revenu national, proportion insignifiante au regard de l'importance de ce genre d'activités dans la lutte pour la vie à l'échelle mondiale.

En cinquième lieu, une partie de l'argent économisé devrait servir à créer une Organisation internationale de sauvetage (OIS) qui pourrait comporter trois brigades aéroportées. L'une pourrait être basée sur le continent américain, une deuxième en Europe, une troisième en Afrique ou en Asie. Son personnel serait composé de médecins, d'ingénieurs civils, de travailleurs sociaux et d'organiseurs professionnels. Son équipement comprendrait du matériel sanitaire, des rations de nourriture, du matériel de construction et de sauvetage, des appareils de communication. Ces brigades devraient être en état de décoller presque instantanément pour se rendre sur les lieux de grands désastres nationaux tels que ceux causés par les inondations survenues à Ceylan en 1958 ou le tremblement de terre qui a détruit Agadir en 1960.

Il me plairait que la Grande-Bretagne prît l'initiative de ce projet et invitât toutes les autres nations, y compris la Russie, à y participer. La direction de l'OIS serait placée sous la surveillance du Secrétaire général des Nations Unies. Il y a lieu de se demander s'il ne conviendrait pas qu'un petit groupe de l'OIS fût doté d'armes légères, d'une part parce que, en cas de désastres nationaux, le maintien de l'ordre fait problème, d'autre part parce que



la section éventuellement armée de l'OIS (dont le personnel devrait se voir offrir à l'engagement des contrats de longue durée) pourrait finalement se transformer en une force de police des Nations Unies. Une fois constituée, l'OIS devrait se livrer à des manœuvres annuelles ou semestrielles, simulant un grand tremblement de terre, par exemple au Brésil ou à Ceylan, qui requerrait l'expédition et le déplacement d'une ou de plusieurs brigades de l'OIS moyennant l'accord préalable des Etats concernés. De tels exercices assortis d'une publicité appropriée renforceraient le sentiment de solidarité entre les peuples.

Il n'y a d'ailleurs rien de particulièrement novateur dans cette proposition car, lorsqu'un désastre se produit de nos jours, il suscite un grand nombre d'initiatives internationales souvent peu coordonnées et plutôt lentes, au travers de la Croix Rouge et d'autres institutions, pour venir en aide aux sinistrés. La proposition présentée ci-dessus montre seulement que l'un des résultats bénéfiques de la renonciation aux armes nucléaires serait de permettre aux Britanniques de lancer un tel programme sur une base solide et permanente.

Pour mesurer pleinement l'ampleur des économies qui seraient réalisées, il ne faut pas prendre en considération les seuls crédits directement consacrés à la défense mais encore ceux relatifs à la main-d'œuvre et aux matériaux indirectement affectés à la production militaire, dont la plus grande partie pourrait être libérés à des fins pacifiques. Cela devrait nous permettre de venir en aide aux peuples moins bien nantis mais également de conserver notre propre niveau de vie en attendant le jour où, grâce à l'automation et à l'énergie à bon marché, que nous procurera peut-être le procédé qui différencie la bombe H de la bombe A, une semaine de quatre jours de travail sera considérée comme normale.

Enfin et surtout, pour la plupart d'entre nous en tout cas, il y a lieu d'examiner dans quelle mesure notre mode de vie serait ou ne serait pas plus en sécurité au cas où la Grande-Bretagne adopterait la politique de défense qui est recommandée dans cet opusculé.

Certes, il ne serait pas réaliste de miser sur le fait que d'emblée soit la Russie, soit les Etats-Unis renonceraient aux armes nucléaires, de sorte que le danger d'une guerre nucléaire entre ces deux grandes puissances subsistera.

Dans cette éventualité, les conséquences des retombées sur toute la planète seraient très graves, pour autant qu'on puisse les prévoir ; quant à la Russie et aux Etats-Unis, ils seraient le théâtre de souffrances et d'horreurs épouvantables et inimaginables. Mais, si nous avions préalablement renoncé aux armes nucléaires, nos îles ne seraient pas dévastées par le désastre et, bien que l'on ne puisse être catégorique sur un sujet aussi technique, il ne m'apparaît pas impossible de résoudre le problème consistant à protéger à tout le moins une partie substantielle de la population britannique contre les retombées mondiales d'une guerre nucléaire russo-américaine car tout l'équipement de notre société et son appareil administratif seraient encore intacts après les trois jours d'horreur au cours desquels les missiles nucléaires seraient projetés à travers l'espace et anéantiraient les villes de l'Union soviétique et des Etats-Unis d'Amérique.

Si la Grande-Bretagne et l'une ou l'autre nation associée à sa politique non nucléaire pouvaient même de façon significative survivre aux retombées, nous pourrions espérer être en mesure de venir en aide aux rescapés des nations belligérantes qui auraient été dévastées ou, en tout cas, tenter résolument de sauver la civilisation de l'anéantissement.



Je suis convaincu que le fait d'avoir des armes nucléaires nous expose plus à être attaqués nucléairement que si nous n'en avions pas et que, par conséquent, le fait de n'en pas avoir diminue nos risques d'être un jour atteints par ces engins de mort.

Tout bien réfléchi, je suis d'avis, sans condition ni restriction d'aucune sorte, que si j'apprenais demain que le Gouvernement de Sa Majesté avait décidé de renoncer à l'énergie nucléaire à des fins militaires, j'acquerrais sur-le-champ un sentiment de sécurité pour moi-même, mes enfants et mes petits-enfants, que je suis bien loin d'éprouver dans la périlleuse conjoncture actuelle.

## LA DEFENSE CIVILE

### I

Ce tour d'horizon du problème de notre défense serait incomplet s'il ne comportait quelque commentaire sur la défense civile. Je le dis sans ambages, l'idée générale de la défense civile est raisonnable pour autant que la nation en mesure clairement les limites et les possibilités. Ce qui est tout à fait inadmissible, c'est d'induire le public en erreur.

On pouvait lire dans **The Times** du 17 février 1960 : « Une attaque avec des missiles de 150 mégatonnes pourrait mettre hors de combat tous les sites lance-missiles possibles en Grande-Bretagne. De plus, la Russie possède à présent suffisamment de matière fissile pour lancer une attaque de saturation de ce genre sur la Grande-Bretagne sans pour autant se détourner de ses opérations contre l'Amérique. »

La deuxième partie du volume I du Manuel de défense civile, intitulé « **Retombées radioactives** » et publié par l'Etat (HMSO, 1956), décrit plusieurs zones en fonction de l'intensité des retombées. Dans la zone Z, « il faudrait entreprendre l'évacuation massive ... afin d'éviter que la maladie et la mort ne frappent la grande majorité des habitants de cette zone ». Mais, sur la base des estimations données par le Manuel, une attaque à l'échelle que j'ai mentionnée ci-dessus transformerait le pays tout entier en une zone Z. Il n'y a aucune parade concevable à cela, sauf peut-être l'affectation de milliards de livres sterling à un projet visant à acclimater tout ce qui vit en Grande-Bretagne à une existence souterraine.

Néanmoins, dans les causeries qu'ils consacrent à ce problème, les Services volontaires féminins tentent de donner au public une « formation » en matière de défense civile en partant de l'hypothèse que l'échelle de l'attaque serait de l'ordre d'une bombe de 10 mégatonnes sur Londres ! D'où la recommandation de « tremper les rideaux dans du borax » et de disposer d'une pièce de refuge où la famille pourrait rester deux jours. Comme l'a écrit M. Matthews, de l'Ecole impériale de science et de technologie : « Ce n'est là ni former, ni informer le public, mais le désinformer. » (\*)

Les modalités actuelles de la défense civile sont injustement critiquées parce qu'on leur reproche d'essayer de faire ce qui est manifestement impossible, à savoir protéger la nation contre une attaque nucléaire générale. On y trouve aussi des absurdités telles que la déclaration suivante que l'on prête à un fonctionnaire responsable lors d'une confé-

(\*) Ou littéralement, « C'est là induire le public en erreur et non point l'éduquer. » (N.D.T.).



rence dans le Midland : « Si nous disposons d'un préavis de 45 minutes, la politique du Gouvernement sera d'évacuer les femmes et les enfants des zones urbaines et de ne laisser dans les villes que les hommes robustes et les femmes non mariées. » Une telle politique ouvre des perspectives intéressantes, bien que nécessairement brèves, dont on peut douter toutefois qu'elles soient du goût des dames qui auront laissé leurs époux en galante compagnie sur le seuil de l'éternité.

Il serait plus raisonnable pour le Gouvernement de déclarer que les modalités actuelles de la défense civile sont conçues en fonction de l'hypothèse où une bombe serait lâchée par erreur et de faire valoir que, en tout état de cause, même en temps de paix, il est utile d'avoir des citoyens entraînés à affronter des désastres.

## II

Si la politique recommandée dans le présent opuscule venait à être adoptée, il serait beaucoup plus facile d'invoquer des arguments rationnels à l'appui de différentes espèces de défense civile.

En premier lieu, des mesures de défense civile pourraient être conçues pour parer à la situation déjà envisagée où la Grande-Bretagne, nucléairement désarmée, pâtirait des retombées d'une guerre nucléaire entre les Etats-Unis d'Amérique et la Russie.

En deuxième lieu, elles pourraient envisager aussi l'éventualité où, dans un tel conflit, l'un des belligérants viendrait à envoyer accidentellement une ogive sur la Grande-Bretagne.

Mais il y a une conception beaucoup plus vaste de la défense civile et c'est elle qu'il faudrait retenir si la Grande-Bretagne décidait de renoncer aux armes nucléaires.

J'ai déjà dit pourquoi j'ai peine à imaginer des circonstances telles que la Russie pourrait vouloir profiter de notre désarmement pour occuper la Grande-Bretagne. Mais, nous le savons par expérience, en matière de défense aucune hypothèse ne doit être négligée et, comme je l'ai relevé à la page 41, le Royaume-Uni est très certainement exposé à être envahi, abstraction faite du problème des armes nucléaires.

C'est pourquoi je recommande d'élargir le concept de défense civile de façon à ajouter aux mesures mentionnées ci-dessus l'idée novatrice que toute la nation soit entraînée aux meilleures méthodes non-violentes susceptibles d'être utilisées en cas d'occupation ennemie.

J'ai déjà recommandé que cette question fasse l'objet d'une étude approfondie par une commission officielle. Dans les quelques pages qui suivent, je ne puis que signaler quelques aspects de l'important problème qui consiste à faire en sorte que la défense civile mérite pleinement son nom en devenant réellement civile et non militaire.

Il ne faut jamais perdre de vue notre **objectif** qui est de défendre et de maintenir notre mode de vie. Nous partons de l'hypothèse que l'intention de l'ennemi est de nous convertir à son mode de vie ou de nous l'imposer et que ce mode de vie-là est le communisme. Notre première tâche devrait être de faire en sorte que notre peuple connaisse bien les mérites de notre mode de vie, ainsi que ses défauts, et sache bien pourquoi et sous quels rapports il est préférable au communisme. Le principe selon lequel la meilleure défense réside dans l'attaque est



tout aussi vrai dans l'ordre de la guerre psychologique que dans celui de la violence inhérente aux opérations militaires. Par conséquent, il ne nous faut pas assimiler l'aspect psychologique de notre défense civile à de la résistance passive, mais le penser plutôt en tant que véritable offensive lancée contre les esprits des forces d'occupation. Comme il est impossible qu'une armée reste isolée de la population dans le contexte d'un pays moderne, il est parfaitement concevable que les individus appartenant à cette population exercent une influence sur les occupants à condition qu'ils sachent comment s'y prendre et qu'ils puissent communiquer avec eux. Si donc ceux qui croient vraiment que les Russes pourraient vouloir occuper notre pays préconisaient une vaste campagne d'apprentissage de la langue russe pendant les heures de loisir, je tiendrais une telle proposition pour une contribution tout à fait raisonnable à la défense civile.

Il est dûment prouvé que les troupes russes qui avaient été en étroit contact avec les Hongrois pendant plusieurs mois avant la révolte de 1956 n'étaient plus sûres, de sorte qu'elles ont dû être remplacées par des formations provenant des régions asiatiques de l'Union soviétique.

Nous touchons là à un domaine très vaste, mais malheureusement peu exploré. Aussi conclurai-je ces réflexions par les remarques suivantes :

a) La condamnation de la collaboration avec l'ennemi, qui prévaut habituellement, mériterait d'être réexaminée, dans toute la mesure où, par collaboration, on entendrait le fait d'avoir des contacts et des relations avec lui en vue de ployer sa volonté.

b) A l'âge nucléaire, la perspective d'être libéré au moyen d'une attaque nucléaire menée par un allié présente une maigre consolation.

c) Il me paraît parfaitement logique de soutenir que, face à une nation bien préparée et entraînée psychologiquement à mener contre un envahisseur un combat idéologique, l'occupant potentiel pourrait bien décider qu'il serait dangereux d'exposer un contingent tant soit peu important de ses nationaux à résider au milieu d'une telle nation en tant que troupes d'occupation.

En effet, pourquoi donc les dirigeants de l'Union soviétique et des autres Etats communistes limitent-ils de façon si draconienne la liberté de leurs nationaux en matière de voyages en Occident et de lecture de la presse occidentale ? C'est là une question qui, à présent (1960), mérite à tout le moins d'être posée.

d) Il importe de procéder à une étude approfondie avec le concours des personnes compétentes sur l'ensemble du problème consistant à recourir aux capacités psychologiques de résistance et d'attaque d'un peuple entraîné à l'échelle nationale pour constituer non point une nation en armes, mais une nation formée aux techniques non violentes. Toutefois mon propos n'est pas d'entamer ici cette étude.

Au demeurant, il me faut insister sur le fait que je n'ai abordé ce sujet qu'à l'intention des personnes pour lesquelles il semble aller de soi que nous serons forcément occupés par les Russes si nous abandonnons les armes nucléaires. Je pense qu'une telle occupation est improbable au suprême degré, mais si je me trompais sur ce point, je ne pourrais pas admettre pour autant qu'il n'y a pas de réponse moderne au problème de notre défense.



## Que puis-je faire ?

C'est là une question qui m'est souvent posée à la fin de réunions ou dans des lettres par ceux qui, à juste titre, s'inquiètent de ce problème vital. Parfois la question n'est pas tant posée pour obtenir une réponse que pour signifier un profond sentiment d'impuissance.

Cette dernière attitude est défaitiste et je ne puis que la déplorer.

Au cœur des valeurs du mode de vie que nous voulons défendre, se trouve l'idée de la signification suprême de l'individu. Si, en tant qu'individus, nous abdiquons notre capacité à influencer tant soit peu sur nos destinées, nous pouvons tout aussi bien trouver un Chef, lui donner **carte blanche** (\*), nous faire totalitaires et renoncer aux idées de démocratie.

Tout électeur ou électrice qui lit cet opuscule et qui est convaincu(e) de la justesse de la politique de défense qui y est présentée peut contribuer à la faire adopter par le Gouvernement.

Je vais à présent écrire quelque chose qui va affliger ou gêner certains de mes lecteurs : Je me dois d'affirmer que je désapprouve l'action « directe » ou inconstitutionnelle, et cela pour deux raisons, l'une de caractère éthique, l'autre de nature pratique.

Je ne puis penser qu'il soit moralement juste de tenter d'opérer des changements dans la politique d'une société démocratique en enfreignant la loi. Par ailleurs, je ne crois pas plausible que la masse de l'électorat se montre favorablement disposée envers une politique qui recourrait à des activités illégales et non démocratiques.

(\*) En français dans le texte (N.D.T.).

Où l'action directe conduit-elle ? Se coucher devant l'entrée d'une base de fusées et obstruer le va-et-vient légal des ouvriers qui y travaillent peut apparaître fort inoffensif, mais c'est s'engager sur une pente glissante qui aboutit au terrorisme. L'action directe, telle que je l'entends, ne s'étend pas aux veillées, aux marches et autres moyens légaux et légitimes par lesquels on peut témoigner de sa foi.

Les adeptes de l'action directe prétendent que leur cause est d'une importance si décisive qu'elle justifie une action illégale. A mon avis, il convient aussi de distinguer les actes ou refus individuels de l'objecteur de conscience des activités illégales organisées en groupe.

Il est vrai que dans des pays comme l'Afrique du Sud, où la population africaine ne jouit pas de droits politiques, l'action directe peut être le seul moyen d'obtenir le droit d'agir constitutionnellement. Le jour où le droit de vote viendrait à être aboli en Grande-Bretagne, je serais ravi de prendre part à une action directe pour le recouvrer.

On avance parfois que si un nombre suffisant de personnes se comportaient illégalement et allaient en prison, on se trouverait dans une situation telle, avec des milliers de personnes emprisonnées, que le Gouvernement serait amené à changer de politique. Mais, si des masses d'habitants étaient d'accord pour se comporter ainsi, serait-il déraisonnable de supposer que ces mêmes personnes pourraient et devraient se mobiliser pour agir par leurs votes en utilisant les voies constitutionnelles ?

Mon second argument contre l'action illégale est que si l'on veut persuader le Gouvernement de Sa Majesté de renoncer à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins militaires, il est impératif de faire en sorte que cette politique soit adoptée par un parti politique. Il vaudrait encore mieux — mais



je crains que ce ne soit trop demander — qu'elle fût parrainée par un groupe de parlementaires appartenant à tous les partis. Pour qu'un parti politique adopte une politique, il faut qu'un nombre important de ses députés à la Chambre lui soit favorable.

Sir Winston Churchill me déclara un jour : « Si des électeurs en nombre suffisant veulent véritablement quelque chose, il se trouvera toujours quelques éminents politiciens prêts à tenter de le leur obtenir. »

Par conséquent, l'un des meilleurs moyens de faire triompher une politique en Grande-Bretagne est de persuader députés et candidats de la soutenir. Ces personnes ainsi que les présidents des organisations d'arrondissement et les responsables des partis possèdent d'ordinaire des antennes politiques et sont prompts à flairer la tendance de l'opinion publique.

Ainsi il appartient à chaque individu, au mieux de ses aptitudes et selon la place qu'il occupe dans la société, d'apporter sa contribution à l'apparition d'une opinion publique favorable à la politique de défense esquissée dans les pages qui précèdent. Cela peut se faire d'une multitude de façons différentes, allant des discussions de cabaret autour d'un

verre à l'organisation de groupes de discussion ou de réunions publiques, de l'envoi de lettres à la presse ou de la participation aux réunions politiques et de l'interpellation des orateurs aux marches de manifestation pacifiques et aux veillées de caractère symbolique. On pourrait également envisager l'organisation privée d'un référendum national.

Parfois, ici ou là, de mille façons, chacun d'entre nous peut faire quelque chose pour introduire du bon sens dans notre défense. Que ce parfois soit maintenant !

Sans vouloir minimiser l'importance des émotions — et le problème nucléaire est certes l'un de ceux à propos duquel il est légitime d'éprouver de fortes émotions — on a toujours tendance dans ce genre de campagnes à trop miser sur l'aspect émotionnel. Miss Cavell disait : « Le patriotisme ne suffit pas. » Je dirais : « L'émotion ne suffit pas. » Il faut aussi savoir raison garder et ne pas perdre de vue ce que l'homme de la rue appelle volontiers le réalisme ou qu'il exprime par une formule comme : « Est-ce que ça tient debout ? »

Si j'ai écrit cet opuscule, c'est en vue de contribuer à repenser notre politique de défense à la lumière de la raison.



## ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE SUR LA DEFENSE NON-VIOLENTE

par Ivo RENS  
et Christian MELLON

### I

#### OUVRAGES SUR LA DEFENSE NON-MILITAIRE

La bibliographie que nous présentons ici ne sera pas d'une grande utilité pratique au lecteur d'A.N.V. Beaucoup d'ouvrages sont en Anglais, anciens, introuvables en France. Elle est davantage destinée à illustrer la diversité et l'ancienneté des études sur la défense non-militaire, aussi bien avant qu'après King-Hall. Par ailleurs, pour un universitaire qui voudrait entreprendre une étude très spécialisée sur cette question, cette bibliographie constitue à notre connaissance la première tentative, dans une publication française, qui puisse prétendre à une certaine exhaustivité (à l'exclusion, bien sûr, des articles de revues).

Le classement est chronologique.

Franz KOBLER ed., *Gewalt und Gewaltlosigkeit. Handbuch des aktiven Pazifismus*. Im Auftrage der Internationale des Kriegsdienstgegner. Beiträge von Romain ROLLAND, Alfred ADLER, Pierre RAMUS und Leonard NELSON, Henriette ROLAND-HOLST und Clara MEIJER-WICHMANN, Hendrik DE MAN, M.K. GANDHI, B. DE LIGT, N.J.C. SCHERMERHORN und Pierre CERESOLE... Rotapfel Verlag A.G., Zürich und Leipzig, 1928.

Richard GREGG, *The Power of Nonviolence*, J.B. Lippincott, Philadelphia, 1934.

Barthélémy de LIGT, *La paix créatrice. Histoire des principes et des tactiques de l'action directe contre la guerre*. Rivière, Paris, 1934, 2 vol.

Kenneth BOULDING, *Path of Glory: a New Way with War*, Friends Book Centre, London, 1937.

Ruth FRY, *Victories without Violence*, London, Dennis Dobson, 1957 (1st edition 1939).

R.G. BELL, *Alternative to war*, James Clark, London, 1959.

Johan GALTUNG, *Forsvar uten militaervesen. Et pasifistik grunnsynn* (La défense sans système militaire. Un point de vue pacifiste). Folkereisning Mot Krig, Oslo, 1959.

Ralph HEGNAUER, *Wehrhaft durch gewaltloses Verhalten? Möglichkeiten des nichtmilitärischen Widerstandes*, Schriftenreihe des Schweizerischen Friedensrates, Zürich, 1960.

Krishnalal SHRIDHARANI, *War without violence*, Bharatiya Vidya Bhavan, Bombay, 1962.

Ted DUNN (editor), *Alternatives to war and violence*, James Clark, London, 1963.

Mulford SIBLEY, *The quiet battle*, Anchor books, New York, 1963.

Adam ROBERTS ed., *Civilian Resistance as a National Defence*, Pelican Books, England, 1963.



Adam ROBERTS ed., *The Strategy of Civilian Defence. Non-violent Resistance to Aggression*, Faber and Faber Ltd., London, 1967.

Adam ROBERTS, *Civilian Resistance as a National Defence*, Penguin, 1969.

Gene SHARP, *Exploring Nonviolent Alternatives*, Porter Sargent, Boston, 1970.

Adam ROBERTS, *Total defence and civilian resistance ; problems of Sweden's security policy*, The Research of Swedish National Defence, Stockholm, 1972.

Gene SHARP, *The Politics of Nonviolent Action* (3 vol.), Porter Sargent, Boston, 1973.

Gene SHARP, *War without violence*, Porter Sargent, Boston, 1973.

Anders BOSERUP and Andrew MACK, *War without Weapons*, Frances Pinter, London, 1974 & Schocken Books, New York, 1974.

Theodor EBERT, Vladimir HORSKY, Ralf NIEMANN, Adam ROBERTS, Roland VOGT & Hans-Georg WITTIG, *Demokratische Sicherheitspolitik, von der territorialen zur sozialen Verteidigung*, Carl Hanser Verlag, München, 1974.

Georges BAUDONNEL, Jacques de BOLLARDIERE, LANZA DEL VASTO et alii, *Armée ou défense civile non violente*, Combat non-violent, éd., Lyon, 1975.

Adam ROBERTS, *The technique of Civil Resistance*, Research Institute of Swedish National Defence, Stockholm, 1976.

Gustav GEERAERTS, *Possibilities of Civilian Defence in Western Europe*, Swets & Zeitlinger, Amsterdam, 1977.

Mouvement pour une Alternative Non-violente, *Une non-violence politique*, Montargis (France), 1976 - Edition revue : 1981.

Mouvement pour une Alternative non-violente, *Se défendre sans se détruire*, Montargis (France), 1982.

Gene SHARP, *Making Europe Unconquerable : A Civilian-Based Deterrence and Defense System*, World Policy Institute, New York, 1983.

*Defence without the bomb*, The report of the alternative defence commission, Taylor & Francis, London, 1983.

## II

### OUVRAGES SUR LA NON-VIOLENCE EN GENERAL

*Nous présentons dans cette section un certain nombre d'ouvrages sur la non-violence en général, bien conscients qu'elle pourrait en contenir deux ou trois fois plus. Mais peut-être des lecteurs déjà familiers avec la recherche sur la non-violence seront-ils heureux d'y découvrir des ouvrages dont ils n'avaient encore pas entendu parler.*

Mohandas K. GANDHI, *Opera omnia*.

Acharya VINOBA, *La révolution de la non-violence*, Albin Michel, Paris, 1958.

Pie REGAMEY, *Non-violence et conscience chrétienne*, Editions du Cerf, 1958.

Joseph PYRONNET, *Une nouvelle force de frappe : l'action non-violente*, Editions Témoignage Chrétien, Paris, 1965.



Ralph T. TEMPLIN, *Democracy and Nonviolence. The role of the individual in world crisis*, Porter Sargent, Boston, 1965.

Staughton LYND, *Nonviolence in America: A documentary history*, The Bobbs-Merrill Company, New-York, 1966.

Inge Powell BELL, *Core and Strategy of Nonviolence*, Random House, New-York, 1968.

Paul A. HARE & Herbert H. BLUMBERG, editors, *Nonviolent Direct Action. American cases: Social-psychological analyses*. Corpus Books, Washington and Cleveland, 1968.

Joan V. BONDURANT, editor, *Conquest of Violence. The Gandhian philosophy of conflicts*, University of California Press, Berkeley, 1969.

Theodor EBERT, *Gewaltfreier Aufstand, Alternative zum Bürgerkrieg*, Verlag Rombach, Freiburg im Breisgau, 1969.

Hugo Adam BEDAU, editor, *Civilian Disobedience. Theory and practice*, Pegasus New York, 1969.

Jean-Marie MULLER, *L'évangile de la non-violence*, Fayard, Paris, 1969.

April CARTER, David HOGGETT & Adam ROBERTS, *Nonviolent Action. A selected bibliography*, Hausmann, London and Haverford College, Haverford Pennsylvania, 1970.

Dave DELLINGER, *Revolutionary Nonviolence. Essays*, The Bobbs-Merrill Company, Indianapolis, 1970.

George F. ESTEY and Doris A. HUNTER, *Nonviolence. A reader in the ethics of action*, Xerox College publishing, Waltham, Massachusetts, 1971.

LANZA DEL VASTO, *Technique de la non-violence*, Denoël/Gonthier, Paris, 1971.

Thomas MERTON, *The Nonviolent alternative - Revised edition of Thomas Merton on Peace*, Edited and with an introduction by C. ZAHN, Farrar, Strauss, Giroux, New York, 1980 (1st edition, 1971).

Jürgen SCHULTZ, *Von Gandhi bis Camara. Beispiele gewaltfreier Politik*, Kreuzverlag, Stuttgart, 1971

Jean-Marie MULLER, *Stratégie de l'action non-violente*, Fayard, Paris, 1972.

George LAKEY, *Strategy for a living revolution*, Grossman publishers, New York, 1973.

*Non-violent action*, a report commissioned for the United Reformed Church, SCM press, London, 1973. 1973.

Jean-Marie MULLER, *Le défi de la non-violence*, Cerf, Paris, 1976.

Jean-Marie MULLER et Jean KALMAN, *Cesar Chavez, un combat non violent*, Fayard/Le Cerf, Paris, 1977.

Richard K. TAYLOR, *Blockade. A guide to nonviolent intervention*, Maryknoll, Orbis Books, New York, 1977.

Gene SHARP, *Gandhi as a political strategist*, Porter Sargent, Boston, 1979.

Gene SHARP, *Social Power and Political Freedom*, Porter Sargent, Boston, 1980.

Gérard HOUVER, *Jean et Hildegarde Goss: La non-violence, c'est la vie*. Editions du Cerf, 1981.

Jacques SEMELIN, *Pour sortir de la violence*, Editions ouvrières, Paris, 1983.



# Une idée qui a fait son chemin

*L'importance de Sir Stephen King-Hall dans l'histoire des recherches sur une défense non-militaire est grande. Un rapide coup d'œil sur l'histoire de cette idée et sur les recherches dont elle a fait l'objet permet de mieux situer sa place.*

## La pré-histoire d'une idée

Dès août 1915, Bertrand Russell publie sous le titre « guerre et Nonrésistance » un article proposant que son pays recoure à une résistance non violente concertée en cas d'invasion par les Allemands. En 1928, Walter Lippmann invite ceux qui veulent abolir la guerre à rechercher d'autres moyens pour régler les problèmes que la guerre

a jusqu'ici permis de trancher. Puis en 1931, Gandhi évoque la possibilité d'appuyer sur la seule résistance non violente la défense du pays. Mais le parti du Congrès refuse, avant même l'indépendance de l'Inde, l'idée que la non-violence puisse offrir une alternative à la force militaire. D'autres penseurs non-violents, en Occident, mentionnent cette hypothèse sans la développer vraiment : Richard Gregg en 1934, Barthelemy De Ligt en 1935 et Kenneth Boul-

ding en 1937, ce dernier étant, semble-t-il, le créateur du mot « transarmement ». Un disciple de Gandhi, Krishnalal Shridharani, intitule « **Guerre sans violence** » son livre sur le Satyagraha (1939).

## Les premières études

On sait que la première grande présentation d'ensemble de la résistance non-violente comme alternative à la défense armée est l'œuvre d'un militaire anglais, Stephen King-Hall, en 1958, dans un livre intitulé « **Defense in the nuclear age** ». En 1959, Johan Galtung reprend l'idée dans une perspective plus politique et plus systématique, dans « **Defense without a military system** ». En 1962, apparaît le nom de Theodor Ebert avec la publication, à Stuttgart, d'une brochure qui développe des idées sur la préparation et l'organisation d'une « armée civile non-violente ». Puis Gene Sharp commence une série de nombreuses publications qui font de lui, aujourd'hui, l'auteur qui, de loin, a le plus écrit sur la question.

Septembre 1964 : c'est la première grande rencontre de travail internationale. Elle rassemble, à Oxford, quelques spécialistes de questions stratégiques, discutant avec des partisans de la défense que l'on commence



alors à appeler « **civilian defence** » (défense civile). Il en sortira, en 1967, un ouvrage collectif publié sous la direction d'Adam Roberts, **The strategy of civilian defence**. Cette œuvre, à laquelle collabore le célèbre historien et stratège Liddell Hart, reste l'ouvrage de référence (1).

En septembre 1967, une autre conférence se tient à Munich, plus spécialement sur le problème du Transarmement. Un groupe de travail se met en place sous la direction de Theodor Ebert.

#### Des gouvernements financent

Dès 1967, en Norvège, un organisme de recherche lié au ministère de la Défense publie une étude sur le rôle que la défense non militaire pourrait jouer, non comme alternative à la défense armée, mais comme complément. Mais c'est la résistance des Tchèques à l'agression d'août 1968 qui va susciter le plus sérieux intérêt de la part des responsables politiques et

militaires, notamment dans les pays scandinaves. En Suède, où s'est tenue dès avril 1968 une conférence sur les formes de lutte non militaires, certains membres du Parti Social-Démocrate au pouvoir se font les avocats de cette forme de défense. L'Institut Suédois de Recherche sur la Défense Nationale demande à Adam Roberts une recherche approfondie sur le sujet, recherche qui sera publiée à Stockholm en 1972. En août 1972, le ministre suédois de la Défense assiste à la séance d'ouverture d'une grande conférence, à Uppsala, sur les formes de lutte non militaires. L'Université d'Uppsala a un département de « Recherche sur la paix et les conflits » qui reçoit pour ses recherches un financement public ; cela provoque une réaction vigoureuse de ceux qu'inquiète cette attention prêtée en haut lieu à ces conceptions non orthodoxes : un pamphlet est publié, en 1974, dénonçant la recherche sur la résistance civile.

Au Danemark, le ministère du Désarmement et de la Culture demande à l'« Institut de recherche sur la paix et les conflits » de Copenhague de rédiger une présentation d'ensemble des recherches sur la défense non militaire : Anders Boserup et Andrew Mack réalisent ce travail, qui sera publié en 1974 sous le titre **War without Weapons**. Cet ouvrage synthéti-

que, suggestif, reste aujourd'hui l'un des meilleurs sur la question (2).

En Norvège, peu de choses : juste quelques pages pour rejeter les propositions de défense civile dans un rapport publié en 1978 par une commission chargée de réviser la politique de défense du pays. Le petit parti radical libéral (4 à 5 % de l'électorat) demande depuis plusieurs années que l'on explore sérieusement la contribution que la défense non militaire pourrait apporter à la sécurité du pays.

En Hollande, en 1975, un document officiel du gouvernement affirme son intention de promouvoir la recherche scientifique sur les possibilités qu'offre « la résolution non-violente des conflits, y compris par des idées comme celle de défense civile ». Un groupe de travail est constitué, avec des représentants des ministères des Affaires étrangères, de la Défense, de l'Intérieur, de la Justice, de l'Education, sous la responsabilité du Ministère des Affaires scientifiques.

Un premier rapport, en 1977, conclut qu'il faut faire appel à des experts de divers pays, spécialisés dans ce domaine, pour poursuivre la recherche : Théo-

(1) *The strategy of Civilian Defence*, Faber & Faber, London, 1967. Plusieurs chapitres de cet ouvrage ont été traduits en Français et publiés dans les Monographies de la défense civile du MIR.

(2) *War without weapons*, Frances Pinter, London, 1974.



dor Ebert, Johan Galtung, Adam Roberts et Gene Sharp sont donc invités à se joindre au groupe. Mais les changements politiques intervenus depuis lors ont fait tomber ce projet en somnolence. Il est parvenu seulement, en 1982, à faire dix recommandations sur des sujets qui mériteraient une recherche approfondie (3).

### Nouvelles initiatives

L'intérêt des milieux officiels pour les recherches sur la défense non armée a donc été très limité dans le temps (1969-1977), dans le nombre de pays concernés (Scandinavie + Pays-Bas) et dans le type d'approches : la défense non militaire comme contribution (non comme alternative) à la défense militaire.

La production des chercheurs et des militants indépendants s'est poursuivie, marquée par quelques nouvelles conférences de travail : Bruxelles en 1976 et Oslo en 1978. La Conférence de Bruxelles donna lieu à une nouvelle publication collective, **Possibilities of Civilian Defence in**

(3) *Alternatives non violentes* a publié dans son numéro 33 (épuisé) un article de Hylke Tromp sur ce projet de recherche en Hollande.

**Western Europe** (4). Par ailleurs, on note des publications et des traductions dans quelques pays qui n'avaient pas encore été touchés par cette idée : Japon, Canada, Australie, Autriche.

Particulièrement importante est

la récente contribution de la Commission britannique pour une autre défense. Etablie en 1980, cette commission, rassemblant des personnes représentant les divers courants d'opposition aux armes nucléaires, a publié à Londres en avril 1983 un rapport faisant des propositions pour divers types de défenses non nucléaires. Le chapitre 7 de ce long rapport présente la « défense par résistance civile » comme une solution possible parmi d'autres (5). C'est un travail tout à fait intéressant, car il renouvelle la manière d'approcher le problème : il s'agit en effet de propositions qui se veulent rapidement applicables et pour un pays bien particulier, la Grande-Bretagne.

Gene Sharp poursuit inlassablement son travail, publiant plusieurs ouvrages récemment : le dernier s'appelle **Making Eu-**

(4) *Possibilities of civilian Defence in Western Europe*, par G. Geeraerts, Swets & Zeitlinger, 1977, Amsterdam, 1977.

(5) Ce chapitre est traduit et publié dans le numéro 47 (mars 1983) d' *Alternatives non violentes*.

**rope unconquerable**. Son audience reste limitée aux Etats-Unis, où il est difficile de motiver les gens sur la question d'une « invasion » en cas de désarmement nucléaire : ni le Canada ni le Mexique ne représentent de sérieuses menaces à cet égard ! Pourtant, le récent renouveau des mouvements de paix américains augmente l'intérêt pour l'hypothèse d'une « **civilian-based defense** », selon la formule désormais utilisée par Gene Sharp.

Une « **Association for Transarmament Studies** » vient de se créer à Omaha, Nébraska, dans le but de faciliter les échanges entre tous ceux qui travaillent sur la défense non militaire (6).

En R.F.A., le parti des « Verts » a officiellement inclus, dit-on, la défense non militaire dans son programme électoral. L'intérêt des nouveaux militants semble grandir pour cette option : un récent numéro de la revue **Graswurzelrevolution** qui lui était consacré s'est vendu à 10 000 exemplaires. Il semble que l'intérêt soit également croissant dans les mouvements de paix belges et hollandais.

Christian MELLON.

(6) 3686 Lafayette street, Omaha, Nebraska 68131, U.S.A. Cette association publie une feuille d'information dont sont extraits plusieurs éléments du présent article.



# Dix propositions pour une politique de paix dans les années 80

par Johan GALTUNG,  
de l'Institut Universitaire d'Etudes  
du Développement, Genève.

*Ce texte est l'Allocution prononcée par Johan Galtung, lors de la réception à l'UNESCO (Paris) des Marcheurs de la Paix, le 6 août 1981 ; et lors de la Marche pour la Paix de Pérouse à Assise, du 24 au 27 septembre 1981.*

Vous qui venez d'achever votre marche pour la paix à travers l'Europe, vous êtes la conscience de l'Europe. Si nos gouvernements, à l'Est et à l'Ouest, avaient poursuivi une politique de paix raisonnable et sensée, votre marche héroïque n'aurait pas été nécessaire. Mais nos gouvernements, à l'Est et à l'Ouest, poursuivent une course aux armements, et ce pour deux raisons :

— d'une part parce qu'ils disposent d'énormes capacités scientifiques, bureaucratiques et industrielles qui leur permettent de fabriquer sans cesse des

armes de plus en plus destructrices et de plus en plus précises, contre lesquelles il est de plus en plus difficile de se défendre ;

— et d'autre part, parce qu'ils s'effraient lorsque l'autre camp agit de même.

Pour l'Est, les SS 20 constituent une « modernisation » des SS 4 et SS 5 des années précédentes, et une riposte, par exemple, au Système Polaris de l'Ouest ; pour l'Ouest, les missiles Cruise et Pershing II sont une « modernisation » des systèmes actuels, et une riposte aux SS 20. L'Ouest, y compris

malheureusement l'actuel gouvernement français, poursuit, à la suite de l'historique et désastreuse décision prise par l'OTAN le 12 décembre 1979, une politique qui consiste à augmenter le niveau des armements en essayant de déployer 572 missiles Cruise et Pershing II - l'idée étant que cela obligera les Russes à reconsidérer leur déploiement de SS 20, et qu'alors les deux camps s'accorderont à diminuer les risques d'un holocauste nucléaire qui entraînerait la destruction de la nature et de la civilisation. Bien sûr, ce schéma ne fonctionnera pas. Les Russes vont faire



exactement le contraire; ils vont continuer à « moderniser » leurs armements pour les deux motifs cités plus haut. Ce dont il s'agit, c'est d'une course aux armements, avec ce qu'elle implique de tensions et de peurs grandissantes; il n'existe pas d'exemple d'une telle course où l'une des parties se sente forcée de s'arrêter et d'accepter un accord; il n'existe pas de raison contraignante pour laquelle elle le ferait. Nos gouvernements sont à la poursuite d'une chimère; d'un point de vue métaphysique, ce sont de vrais idéalistes en ce sens qu'ils sont vraiment irréalistes.

Mais cela ne signifie nullement qu'un désarmement unilatéral soit réaliste: prise isolément, une telle politique peut mener à une attaque par l'autre camp; elle peut aussi aboutir à un réarmement encore renforcé si un nouveau changement de politique survient. Ce qui semble réaliste, c'est **une démarche d'unilatéralisme mutuel** où l'une des parties s'arrête et fait un pas pour descendre dans la spirale, donnant ainsi à l'autre camp une occasion de suivre — comme par exemple si l'on entamait la création d'une zone dénucléarisée dans les pays nordiques, qui pourrait ensuite s'étendre jusqu'à inclure des territoires soviétiques.

Ou bien, si l'on prenait l'engagement de ne pas être les premiers à recourir aux armes

A.B.C. (1). Des exemples historiques montrent que c'est là la seule possibilité réaliste.

Mais il y a une condition, c'est que des initiatives naissent et que l'on prenne au sérieux les réponses positives venant de l'autre camp — qu'on ne les écarte pas en les cataloguant comme propagande. En outre, le désarmement seul n'est jamais suffisant — il faut le combiner non seulement à une préoccupation d'équilibre comme on vient de l'indiquer, mais aussi à des efforts visant à résoudre les conflits qui sous-tendent la situation dans son ensemble, et à développer des alternatives à l'armement nucléaire — cet armement qui porte en lui la potentialité d'un mega Hiroshima/Nagasaki — dans lequel les deux parties placent leur confiance.

## DIX PROPOSITIONS

Dans cette perspective, voici dix propositions — à court terme, tout à fait réalisables s'il y a volonté politique — avec pour chacune d'elles une brève explication.

(1) Armes atomiques, bactériologiques et chimiques.

### 1. La meilleure défense qu'un pays puisse avoir consiste à être autant que possible économiquement invulnérable, et à ne posséder, pour se défendre, que des moyens défensifs.

C'est la base du système suisse de défense: être autosuffisant en temps de guerre, dans des domaines essentiels tels que l'alimentation et l'énergie, de sorte que l'on ne soit pas tenté de recourir à une politique agressive impliquant des interventions dans des pays voisins et un rapide déploiement de forces prêtes à agir n'importe où dans le monde. En même temps, la Suisse possède un système de défense qui n'est pas basé sur une stratégie consistant à exporter la guerre pour la livrer sur le territoire des autres — ce qu'essaient de faire l'Union Soviétique avec son système d'Etats-tampons et les Etats-Unis avec leur « modernisation » du théâtre européen — un théâtre où les superpuissances ont le rôle de spectateurs pressant des boutons, et nous celui des victimes de l'échec de leurs politiques.

### 2. Une défense non-agressive est tout à fait possible. Elle consiste vraisemblablement en une combinaison de défenses militaire conventionnelle, para-militaire et non-militaire.

La Suisse et la Yougoslavie se sont toutes deux avancées as-



sez loin dans cette orientation et comptent probablement toutes deux parmi les pays les plus sûrs de l'Europe actuelle, parce que leurs systèmes de défense ne menacent personne; et qu'en même temps, tout agresseur potentiel sait que leurs populations continueraient à combattre longtemps après une éventuelle capitulation militaire. Il est vrai que ces deux pays n'ont pas les moyens d'une riposte nucléaire — mais c'est précisément pour cette raison qu'ils n'effraient aucun pays au point que celui-ci puisse risquer une première frappe afin d'éliminer cette menace.

**3. On peut difficilement abolir d'un seul coup les blocs militaires mais un nombre croissant de pays membres du bloc pourraient se rendre indépendants et devenir des pays « contestataires » plutôt que des pays clients.**

La France et la Roumanie sont toutes deux de bons exemples de pays qui ne suivent pas automatiquement la ligne de la superpuissance. Elles ont toutes deux joué un rôle historique dans les années 60 en provoquant la détente; elles peuvent à nouveau jouer ce rôle. Mais il nous faut davantage de pays pareils.

Ils ne doivent pas nécessairement se déclarer non-membres de l'alliance, mais il est très clair que la Pologne et les

Pays-Bas sont de facto des pays protestataires plutôt que des clients. Il faut trouver de nouveaux statuts de participation aux pactes, impliquant des relations spéciales avec les superpuissances. Ainsi, les quatre pays cités sont pratiquement des zones dénucléarisées bien que la France ait une « Force de frappe » (2). Ce qui compte c'est la mesure dans laquelle le pays concerné est disposé à assumer le rôle que lui assigne la superpuissance, et à accueillir les bombes de cette superpuissance.

**4. Les pays neutres d'Europe doivent jouer un rôle beaucoup plus actif dans le mouvement des non-alignés ainsi que dans les questions de développement, pour combler les fossés.**

Le mouvement des non-alignés consiste essentiellement en pays qui tâchent d'échapper aux conditions du sous-développement. Il n'y a que deux modèles de développement qui leur soient offerts: le capitalisme et le socialisme, ou pour être plus précis, le capitalisme privé et le capitalisme d'Etat. Les superpuissances veillent jalousement à ce que le pays concerné s'en tienne au modèle approprié. Ce qui manque désespérément dans le monde d'aujourd'hui, ce sont des pays capables d'élaborer un troisième, un quatrième ou même un cinquième modèle, de manière à n'être

pas seulement non-alignés au point de vue militaire, mais également pour ce qui concerne la politique de développement en général. Ce n'est qu'en montrant aux superpuissances qu'il existe des alternatives à leurs politiques qu'on aura une chance de les faire renoncer à leurs ingérences dans les affaires internes. Mais si le bloc occidental aide par exemple la Pologne à mettre en œuvre une nouvelle stratégie de développement, plus démocratique, peut-être plus socialiste, cela apparaîtra comme une tentative de subversion menée par l'autre camp. Par conséquent, aujourd'hui les pays neutres ont un grand rôle à jouer, et certains d'entre eux sont eux-mêmes également à la recherche d'alternatives de développement.

**5. Organiser des conférences visant à construire la paix et à éviter la guerre, dont les superpuissances soient exclues, sinon à titre d'observateurs.**

Confier le processus de paix aux superpuissances n'est pas seulement totalement irréaliste, c'est courir à la catastrophe.

C'est comme si on confiait le contrôle du trafic des drogues aux plus gros trafiquants de narcotiques. Au contraire, ce sont les pays neutres d'Europe, et les pays contestataires qui devraient prendre des initiatives en organisant de nouveaux ty-



pes de conférences où ne domineraient pas les objectifs des superpuissances et leurs manières de penser — comme par exemple, leur obsession pour le dénombrement superficiel des fusées. Tant que les superpuissances resteront ne serait-ce que co-présidents de telles conférences, aucune nouvelle idée n'y pourra émerger. Les superpuissances devraient se trouver moins au centre de ces processus, mais plutôt en marge.

**6. Un exemple de mesures visant à construire la paix : de nouvelles formes de coopération.**

Un certain nombre de mesures de coopération sont nées dans la précédente période de détente, la fin des années 60. Mais elles présentaient une importante aiblesse : on comprenait mal ou pas du tout le danger que constitue une coopération qui n'est pas économiquement équilibrée. Des pays comme la Pologne qui importent des biens de plus en plus coûteux et exportent des biens de valeur sans cesse moindre, deviennent dépendants et de plus en plus endettés ; cette évolution, à son tour, peut accroître la probabilité d'une intervention de la superpuissance. Il faut trouver des formules plus équilibrées ; on ne voit pas aisément ce qu'elles devraient être. La recherche en ce sens est importante et doit continuer.

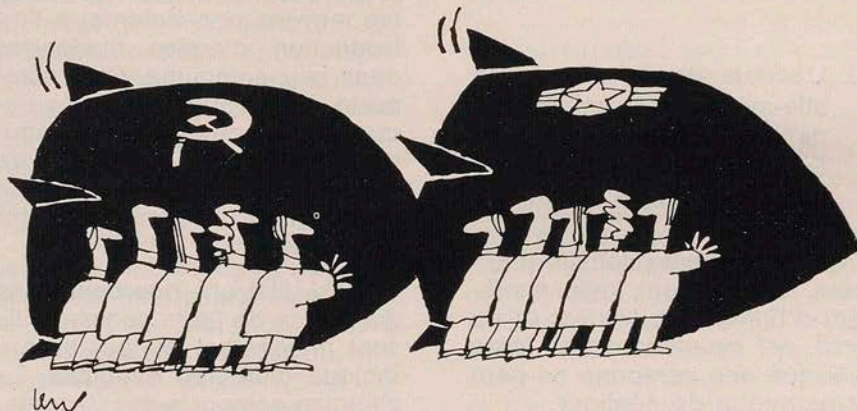
**7. Un exemple de mesure visant à éviter la guerre : un satellite de surveillance mis sur orbite par l'Organisation des Nations-Unies.**

Des crimes sont commis chaque jour contre les peuples d'Europe et d'autres pays par les superpuissances et par certains de leurs alliés, qui pointent leurs missiles sur des êtres humains partout dans le monde, préparant ainsi un génocide. Il faudrait démasquer ces crimes. Chaque camp sait plus ou moins, grâce à son réseau d'espionnage et ses satellites espions, où l'autre camp a installé ses armes de destruction massive. Nous, les victimes potentielles, avons le droit de partager cette information, de la révéler, de la démasquer. L'excellente proposition formulée par la France au cours de la

dernière session spéciale des Nations-Unies sur le désarmement allait bien dans ce sens et elle doit être appuyée.

**8. Un exemple de mesure visant à empêcher la guerre : des troupes des Nations-Unies installées aux frontières qui séparent l'Est de l'Ouest.**

Nous savons tous que les forces de maintien de la paix de l'ONU ne représentent aucune garantie réelle. Mais si elles étaient stationnées dans les zones-tampons qui séparent en Europe les pays de l'OTAN et ceux du Pacte de Varsovie, elles pourraient être un symbole d'une société mondiale présente et vigilante, et qui essaie au moins de se rendre utile en se tenant entre les adversaires.





**9. Les autorités locales et municipales représentent une nouvelle force dans le mouvement de soutien en faveur des zones dénucléarisées, ainsi que des alternatives de défense.**

Un certain nombre d'exemples semblables existent déjà en Grande-Bretagne. On pourrait œuvrer bien davantage dans cette voie, car il est clair que la vieille habitude qui consiste à délaissier toute cette problématique aux gouvernements nationaux et aux parlements qui à leur tour s'en remettent à une alliance ou au gouvernement d'une superpuissance, aboutit à des politiques de défense bien trop éloignées des gens qui sont censés être défendus et pourraient avoir sur la question des opinions très différentes de celles de leurs dirigeants, qui se tiendront bien à l'abri dans leurs bunkers souterrains.

**10. L'action de la population elle-même est un facteur de paix indispensable ; elle constitue le plus solide sur lequel on puisse construire.**

Le mouvement pacifiste d'Europe, mais surtout jusqu'à présent d'Europe de l'Ouest et du Nord, est maintenant une force politique que personne ne peut se permettre de négliger.

Ce qui signifie que les gens ont le pouvoir. Dans une démocratie, ils devraient aussi avoir le droit de faire plus que des manifestations, des marches et autres excellentes actions destinées à éveiller les consciences.

Ils devraient avoir aussi le droit d'exiger un vote populaire sur les politiques militaires qui impliquent la transformation des pays d'Europe en cibles garanties pour les missiles nucléaires du camp adverse lorsque celui-ci, dans un effort désespéré, tenterait d'éliminer les missiles avant leur mise à feu. Ils devraient avoir le droit d'être également consultés sur ces questions au niveau local, de sorte que les communes dont la population serait favorable à de telles politiques désastreuses puissent en supporter elles-mêmes les risques, et ainsi peut-être comprendre mieux en faveur de quoi elles se déclarent. Et finalement, les gens devraient avoir le droit de s'opposer, par tous les moyens non-violents, à l'introduction d'armes nucléaires dans leur commune. Cela comporte des risques. Mais les risques que représentent un nouvel échelon dans l'escalade de l'armement sont infiniment plus importants : ils signifient notre fin à tous.

Ainsi, libérons nos politiciens du carcan de leurs pensées ; ils sont prisonniers de leur propre logique bien trop simpliste. La situation comporte des dangers,

des difficultés, mais elle n'est pas encore sans espoir. Ce que j'ai mentionné ci-dessus est tout à fait possible — comme le sont bien d'autres mesures de paix.

Il y a tant de choses que l'on peut faire et qui sont, je le pense, plus réalistes que ce que nos politiciens nous proposent chaque jour. Le moment de les réaliser, c'est maintenant. Si les politiciens n'ont pas la volonté ou la capacité d'agir ainsi depuis les hautes sphères des pays ou des alliances, alors d'autres doivent montrer la voie — **comme vous l'avez fait.**

Johan GALTUNG,  
in Bulletin of Peace Proposals  
Vol. 12, n° 4, 1981

Traduit de l'anglais par :  
Peter VANHAESSENDONCK  
et Jean JACQMAIN.



# Comment désarmer ?

par

**PAX CHRISTI INTERNATIONAL**

Déclaration de Pax Christi International sur le Désarmement,  
adoptée lors du Conseil International de Stuttgart,  
19-23 mai 1982.

## Sécurité

1. Dans un monde d'Etats souverains partout déchiré par les conflits et les tensions, la sécurité constitue une préoccupation légitime des nations. En l'absence d'un système de sécurité viable à grande échelle, chaque nation invoque le droit de protéger son territoire contre une occupation ou une domination étrangères, de sauvegarder ses structures politiques, économiques et sociales fondamentales vis-à-vis des menaces internes et externes, et de défendre les droits et libertés de ses citoyens à l'étranger !

2. Cependant, la sécurité est un concept extrêmement ambigu et ne peut se réduire à ses composantes militaires. Ni le territoire national, ni les struc-

tures socio-politiques, socio-économiques et socio-culturelles fondamentales, ni les droits et libertés de chaque citoyen ne peuvent être protégés uniquement par des moyens militaires, quels qu'ils soient. D'autre part, la **menace militaire** d'un pays ou d'un bloc voisin peut être une menace de moindre importance comparée aux **menaces non-militaires** que l'on rencontre sur la scène politique, économique et sociale, tandis qu'une accentuation excessive de la sécurité militaire de l'un accroît automatiquement l'insécurité de beaucoup d'autres.

3. **C'est pourquoi les composantes militaires de la sécurité devraient être maintenues — ou ramenées — sous un sévère contrôle civil ;** en effet, une accentuation excessive de la sécurité militaire augmente non

seulement l'insécurité des autres nations, mais menace également les structures socio-politiques, socio-économiques et socio-culturelles fondamentales ainsi que les droits et les libertés de chaque citoyen qui doivent être protégés par le système global de sécurité. Toute concentration d'armes échappant à un contrôle civil constitue une menace pour la sécurité, de la même taille que celle qu'elle veut combattre.

4. Les composantes non-militaires du concept de sécurité se rapportent au renforcement des structures politiques, économiques et sociales et à la défense des droits et libertés de chaque citoyen par des moyens non-militaires. Dans ce sens, la sécurité est intimement liée à la défense des droits de l'homme et des droits des peuples dans



## document

les objectifs d'un développement authentique. Les menaces pour la sécurité englobent alors ces dangers réels pour la société que sont la faim, l'analphabétisme, le chômage, certaines formes d'énergie, la pollution de l'environnement...

5. Pour toutes les mesures de sécurité, il faudrait un lien direct entre les objets ou valeurs à protéger et les moyens susceptibles de le réaliser. Pour protéger les structures politiques, économiques et sociales fondamentales, il ne faut pas recourir aux mêmes moyens que pour protéger un territoire donné. La sauvegarde des valeurs essentielles — la démocratie politique, par exemple — ne réclame pas les mêmes moyens que ceux qui sont nécessaires afin d'assurer les intérêts économiques. Les mesures de sécurité ne peuvent jamais inclure l'utilisation d'armes de destruction massive qui détruisent en fin de compte ce qui doit être sauvegardé.

6. Les moyens militaires ne sont pas directement proportionnels à la sécurité globale. Au-dessus d'un certain niveau, une augmentation du nombre d'armes n'entraîne pas une augmentation de la sécurité, ni au niveau du pays concerné, ni au niveau régional ou global. Une fois rompu le lien de proportionnalité entre les objectifs ou valeurs à sauvegarder et les moyens censés les protéger, la

poursuite de la concentration des armes menace la sécurité au lieu de la préserver.

### Dissuasion

7. La dissuasion est souvent définie comme la base de notre système actuel de sécurité. Le système de sécurité a pour objectif de protéger la (les) nation(s) contre une occupation ou une domination étrangère. Tout en sauvegardant les valeurs essentielles et les structures fondamentales sur les plans socio-politique, socio-économique et socio-culturel, il essaie d'éviter le conflit armé ou la guerre en les préparant.

8. Cependant, une dissuasion viable est directement proportionnelle à une défense viable. Aucune nation ne peut normalement en dissuader d'autres en les menaçant de l'usage de moyens militaires qu'elle ne peut utiliser pour se défendre elle-même sans détruire ce qui doit être sauvegardé. C'est pourquoi une dissuasion viable ne peut se fonder sur des armes de destruction massive — par exemple, des armes nucléaires, biologiques et chimiques.

9. Un concept plus large de sécurité comprenant une défense non-militaire devrait inclure une dissuasion non-militaire. Dans cette optique, les valeurs démocratiques sur lesquelles

veillent jalousement tous les citoyens qui ont été formés pour les défendre par des moyens non-militaires, pourraient bien constituer une dissuasion plus réaliste que celle basée sur la possibilité d'utiliser des armes de destruction massive.

10. L'établissement de relations d'interdépendance et la possibilité d'avantages mutuels pourraient encourager l'abandon de la notion de dissuasion et toute l'attitude qu'elle entraîne.

### Désarmement.

11. Le désarmement est un processus par lequel l'insistance excessive sur les composantes militaires de la sécurité est remplacée par un glissement progressif vers ses composantes non-militaires. Cela exigera entre autres des mécanismes de droit international meilleurs et plus fermes. Le désarmement ne devrait dès lors pas mettre en danger la sécurité, mais l'accroître, sur le plan local comme sur le plan régional et global.

12. La finalité du désarmement est de mettre le monde à l'abri de tout conflit armé et de toute guerre en réduisant la concentration militaire opérée par les nations à un niveau où elles ne se menacent plus l'une l'autre et ne disposent plus des moyens militaires de le faire.



13. Le désarmement devrait donc être général et complet, couvrant toutes les nations et tous les types d'armes. Voulu par plusieurs nations qui en acceptent le contrôle, il suppose un minimum de confiance mutuelle au départ. C'est donc un processus qui prend exactement le contrepied de la méfiance et de la peur, source de bien des conflits. Non seulement le désarmement multilatéral est un signe du retour à la confiance, mais il la produit et fonde finalement la paix sur des rapports de droit. Loin de se réduire à une démarche technique qui aurait pour unique objet de diminuer le nombre d'armes en augmentant d'autres postes budgétaires estimés plus utiles, le désarmement pleinement accepté est un acte humain de solidarité qui donne aux nations partenaires une plus grande maîtrise des conflits et les rapproche d'une paix juste et durable.

14. La voie principale vers le désarmement n'est pas seulement jalonnée par des accords bilatéraux et multilatéraux, par lesquels les nations acceptent la vérification et le contrôle bilatéraux et multilatéraux. Sur cette route vers le désarmement, il faut accueillir positivement des mesures unilatérales en tant qu'initiatives que nous estimons susceptibles de diminuer les tensions et de faire face à des situations apparemment gelées, surtout dans des

régions où des conflits prennent de l'extension et à une époque où l'allure de la course aux armements s'accroît.

15. Le désarmement devrait d'abord toucher les armes qui menacent le plus la sécurité globale et qui sont, en tant que telles, inversement proportionnelles à la sécurité. C'est pourquoi il convient d'accorder la priorité à ces armes de destruction massive là où des innovations technologiques récentes pourraient donner la fausse impression que ces armes peuvent être employées pour combattre l'ennemi et gagner la guerre : armes nucléaires, biologiques et chimiques, et toutes les armes non-sélectives.

16. De manière progressive, les mesures de désarmement devraient être encouragées par un renforcement des composantes non-militaires de la sécurité, des droits de l'homme et d'un développement véritable.

17. La course aux armements absorbe au moins 40 % de l'ensemble des efforts de recherche et de développement. Un effort important de désarmement devrait commencer par une redistribution d'une partie de ces fonds au profit de la recherche et du développement civils, surtout dans les domaines de la sécurité non-militaire (la recherche de paix, par exemple), et de la coopération au développement avec les pays du Tiers-Monde.

18. Pour le désarmement, ce sont les pays les plus armés du monde qui portent la plus lourde responsabilité. Cependant, le désarmement devrait constituer un thème majeur pour toutes les nations, surtout celles qui sont alliées aux pays les plus armés du monde et celles qui consacrent une partie disproportionnée de leur revenu à l'armement.

19. Dans toutes les questions de désarmement, il convient d'accorder la priorité au renforcement des Nations-Unies et à l'avènement d'un réel gouvernement du monde.

#### Paix

20. La paix signifie plus que l'absence de guerre. Elle signifie plus que le désarmement et la sécurité. La paix implique l'intégrale mise en application des droits de l'homme et des peuples, un développement équilibré et juste, la coopération, la non-discrimination des races et des individus, l'amitié, la confiance mutuelle et l'espoir.

21. Toutefois, le désarmement et la sécurité forment la base sur laquelle la paix doit être construite. L'absence de conflits armés et de guerres établit l'objectif premier d'un monde plus pacifique.

22. La paix ne résulte pas seulement de l'action des gouvernements ou de leurs agen-



## document

ces et institutions. La paix est construite par les peuples et les individus dans leurs cadres nationaux, mais également dans des organisations non-gouvernementales nationales et internationales.

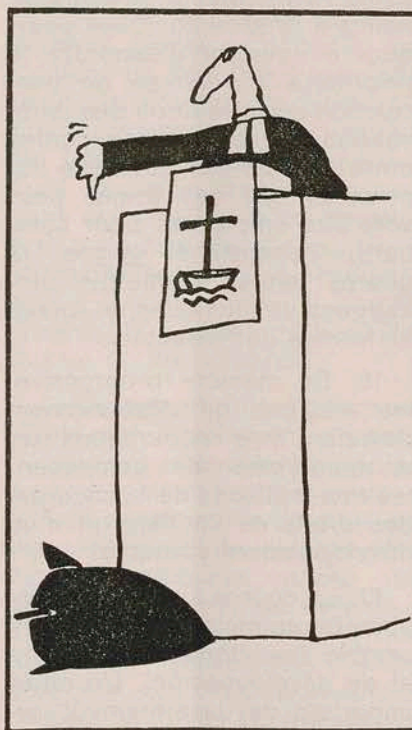
23. Pour cette raison, le désarmement, la sécurité et la paix devraient faire partie de l'éducation aux droits de l'homme et de l'éducation au développement. La paix est le devoir de tous.

24. Les mouvements de paix unissent ces forces sur une base non-gouvernementale, nationale et internationale. C'est pourquoi les mouvements de paix qui sont inspirés par un réel désir de promouvoir l'entente internationale jouent un rôle important en stimulant l'entente internationale, l'opinion publique pour le désarmement, la sécurité et la paix et en influençant leurs gouvernements afin que ceux-ci élargissent leurs vues et perspectives du national à l'international.

25. Ce faisant, les mouvements de paix devraient coopérer le plus étroitement possible avec les mouvements pour la défense des droits de l'homme et les mouvements pour le développement, en essayant ainsi de réaliser une nouvelle communauté mondiale dans laquelle une paix durable soit soutenue par la mise en application des droits de l'homme et du développement pour tous.

### La paix du Christ

26. Pour les chrétiens, « la paix est un don de Dieu confié aux hommes ». C'est pourquoi les chrétiens et les Eglises chré-



tiennes doivent devenir des forces motrices pour la recherche de nouvelles manières de penser et de nouvelles approches dans le domaine du désarmement, de la sécurité et de la paix et pour le lien des ques-

tions de sécurité avec les droits de l'homme et le développement. Certains d'entre eux veulent être des témoins de l'appel de l'Evangile à la non-violence.

27. La foi et l'inspiration ne séparent pas les chrétiens des non-chrétiens mais les unissent encore plus à tous ceux qui sont engagés dans la même recherche de paix et de justice, en particulier aux autres Eglises et religions, puisqu'ils partagent la même perspective religieuse.

28. Sur la base de ces principes, Pax Christi International se fixe les perspectives à long terme et à court terme suivantes :

### Perspectives à long terme

1. Le désarmement complet, couvrant toutes les nations et tous les types d'armes, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies qui doit être transformée en un gouvernement efficace du monde ;

2. Un concept de sécurité basé sur les moyens non violents de résoudre les conflits, sous l'égide des Nations Unies ;

3. Le démantèlement des blocs militaires — l'OTAN et le Pacte de Varsovie, par exemple — parce qu'ils perdent toute utilité dans un monde désarmé ;



4. La mise en application des droits universels de l'homme et des peuples partout dans le monde, sous l'égide des Nations Unies ;

5. Le respect de la coopération régionale et des institutions régionales dans la prise de décision pour toutes les questions relevant de l'intérêt régional et de l'autorité régionale.

29. Les perspectives à moyen terme devraient être atteintes au plus tard dans les années quatre-vingt-dix :

#### Perspectives à moyen terme

1. Des zones non-nucléaires qui se développent graduellement en zones de sécurité, avec des troupes et des armes non-nucléaires ;

2. Le démantèlement des bases militaires à l'étranger et le retour de toutes les troupes dans leurs pays ;

3. Une plus grande autonomie pour les alliés ouest-européens des Etats-Unis (au sein de l'OTAN) et les alliés est-européens de l'Union Soviétique (au sein du Pacte de Varsovie), comme premier pas de l'Europe vers la reconquête du contrôle sur sa propre politique de défense ;

4. La redistribution des fonds actuellement consacrés à l'armement, pour financer un programme de développement mondial en faveur des pays en voie de développement et des nombreux pauvres de ces pays ; cette redistribution des fonds devrait être supervisée par les Nations Unies ;

5. La reconversion des secteurs les plus importants de l'industrie de l'armement en industrie civile ;

6. La redistribution des moyens de la recherche et du développement dans le domaine militaire au profit de la recherche et du développement de type civil, à commencer par la recherche de paix, les nouveaux modèles de sécurité, la recherche de solutions non-violentes ;

7. L'interruption de la confrontation dans l'hémisphère sud et son remplacement par une coopération Est-Ouest pour le développement ; l'arrêt du commerce des armes avec les pays en voie de développement et de la militarisation subséquente de leurs sociétés ;

8. Le ralentissement de la course aux armements par une réduction des dépenses militaires mondiales de 10 % au profit d'un fonds pour le développement mondial sous l'égide des Nations Unies ;

30. Perspectives à court terme, à atteindre avant 1990 :

#### Perspectives à court terme

1. La création de zones non-nucléaires, souhaitables en particulier en Europe, au Proche-Orient, en Afrique Australe et dans l'Océan Indien ;

2. Le blocage du déploiement nucléaire en Europe pendant le déroulement des négociations INF (forces nucléaires intermédiaires) à Genève, en particulier pour les armes directement concernées ;

3. La signature par toutes les puissances nucléaires d'une déclaration de renonciation à être la première à recourir aux armes nucléaires, ce qui constituerait un premier pas vers l'interruption de la course aux armements nucléaires ;

4. Le blocage général de la production d'armes nucléaires et chimiques et d'armes non-sélectives et inhumaines (les armes biologiques ayant déjà fait l'objet d'une mesure de blocage par la Convention de 1972 sur les armes biologiques) ;

5. L'encouragement de mesures unilatérales calculées de désarmement nucléaire, de la part de toutes les puissances nucléaires et de leurs alliés ;

6. La poursuite, d'urgence, du processus SALT (ou START) ;

7. L'interdiction globale des essais nucléaires ;



## document

8. Une convention sur les armes chimiques, pour condamner non seulement l'usage éventuel d'armes chimiques, mais également leur production et leur stockage (cf. Convention sur les Armes Biologiques) ;

9. Le renforcement des Mesures de Confiance entre les deux blocs dans l'hémisphère Nord ;

10. La ralentissement de la course aux armements, par une réduction des dépenses militaires mondiales de 5 %, dont 4 % serviraient à constituer un fonds pour le développement mondial et 1 % à stimuler la recherche de paix et celle de composantes non-militaires pour la sécurité.

11. Le renforcement de l'autorité des Nations Unies, surtout

en ce qui concerne la sécurité, les Droits de l'Homme et le développement ;

12. La mise en application des Conventions des Nations Unies pour les Droits de l'Homme (1966 et 1967) par une ratification générale (par tous les Etats-membres de l'O.N.U.) et par la rédaction de Conventions régionales (comme c'est déjà le cas pour le Conseil de l'Europe, l'Organisation des Etats Américains) accompagnées d'une législation appropriée.

### 31. De façon permanente

1. Opposition à toute expansion géographique ou fonctionnelle des alliances militaires ;

2. Renforcement du Traité de Non-Prolifération, en accroissant l'autorité de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, et en bloquant toute aide à des pays qui refuseraient ou empêcheraient les inspections de l'AIEA ;

3. Renforcement des relations bilatérales et multilatérales entre l'Est et l'Ouest, en particulier sur le plan militaire, politique, économique et commercial, afin de réaliser la détente ;

4. Conversion des composantes militaires de la sécurité en composantes non-militaires (éventuellement non-violentes) ;

5. Introduction de l'éducation à la paix à tous les niveaux de l'éducation et dans tous les programmes scolaires.

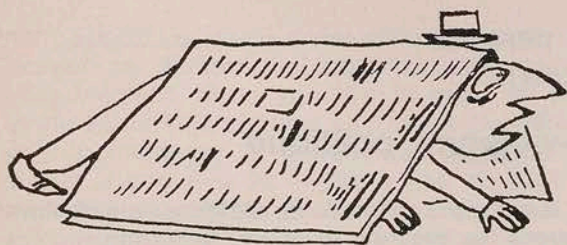
## LE OUI DES EVEQUES FRANÇAIS A LA DISSUASION NUCLEAIRE

Le texte adopté à Lourdes le 8 novembre 1983 par l'assemblée épiscopale française (par 93 oui, 8 non et 2 abstentions) survient trop tard pour que nous puissions le commenter dans ce numéro.

Il est certain que cette publication offre l'occasion aux chrétiens qui ne partagent pas le point de vue du document de le dire et de susciter une discussion aussi bien avec leurs évêques respectifs qu'avec les différentes communautés chrétiennes (paroisses, mouvements) dont ils sont membres. Rappelons que quelques documents peuvent aider à dépasser, dans ce débat nécessaire, le niveau des indignations et des protestations. Nous recommandons spécialement :

- le texte publié en mai 1983 par la commission Justice et Paix (71, rue N.D.-des-Champs, 75006 Paris) intitulé « Eléments de réflexion sur la dissuasion nucléaire française » (5 F franco).
- un dossier réalisé par des chrétiens du MAN de Montargis, précisément pour interpellier les évêques. A commander pour 8 F (franco) au MAN, 20, rue du Dévidet, 45200 Montargis.
- les numéros 36 et 48 d'**Alternatives non violentes** sur « Le christianisme face à la guerre » et « Guerres saintes, guerres justes ».
- le numéro de décembre du mensuel **L'actualité religieuse dans le monde**, 163, bd Malherbes, 75017 PARIS - 19 F (franco).





## Nous avons lu...

### EVITER LA GUERRE ? Maspéro, 1983.

Après avoir déploré longtemps le manque d'ouvrages de bonne vulgarisation pour les citoyens ordinaires qui veulent comprendre les débats d'aujourd'hui sur les armes, on peut se réjouir de voir cette lacune commencer à se combler. Après **Le Poker nucléaire**, chez Syros, voici que Maspéro propose un ouvrage collectif tout à fait remarquable. Quatorze chapitres brefs, clairs, bien documentés répondent à quatorze questions que les gens se posent assez couramment, et rectifient au passage les erreurs ou déformations souvent assénées par la presse française :

- Y a-t-il suprématie militaire soviétique ?
- Comment apprécier la menace soviétique ?
- Pourquoi la course aux armements ?
- Quelles sont les doctrines stratégiques à l'Est et à l'Ouest ?
- Quel rôle jouent les Etats-Unis dans la défense de l'Europe ?
- La force de frappe française assure-t-elle efficacement la défense de la France ?
- Quels sont les risques de déclenchement d'une guerre nucléaire ?
- La défense civile peut-elle protéger des effets d'une guerre nucléaire ?
- A quoi servent les négociations Est-Ouest ?
- Les mouvements pour la paix sont-ils manipulés par Moscou ?
- Y a-t-il un « national-neutralisme » allemand ?
- Que proposent les mouvements pour la paix ?
- Y a-t-il une alternative à l'actuelle doctrine stratégique occidentale ?

Une dizaine d'auteurs, parmi lesquels on relève des noms familiers aux lecteurs de notre revue, répondent à ces questions de manière pédagogique et convaincante : Alain Joxe, Antoine Sanguinetti,

Christian Mellon, Jean Klein, Sylvie Mantrant, Jacques Sapir, Monique Séné, Yves Le Hénaff et Marek Thee, coordonnés par Philippe Lacroix, l'auteur de la traduction du livre de Dieter LUTZ (présenté dans ANV 48).

On ne peut ici commenter chacun des points traités. Disons simplement que les lecteurs d'ANV regretteront que le dernier chapitre, sur les autres défenses possibles, reprenne contre les défenses non militaires un certain nombre d'arguments qui auraient mérité un débat plus contradictoire.

Un livre indispensable.

Frédéric DELARGE.

### EUROMISSILES : enjeux et résistance, par Jean KLEIN

Une courte brochure, réalisée par le Centre de La FORGE, donne le texte d'une intervention de Jean KLEIN sur les données et les enjeux du problème des euromissiles. Les aspects historique, politique et stratégique du débat sont bien clarifiés. A commander, pour 12 F (+ port) à :

La Forge,  
10, rue de Paris  
Longpont-sur-Orge - 91310 MONTLHERY

### MEMENTO EUROMISSILES

Encore une petite merveille pédagogique ! Elle nous vient du G.R.I.P. de Bruxelles dont nous avons déjà signalé les productions fort utiles. Une petite brochure d'une vingtaine de pages présente de manière très ramassée, avec tableaux, graphiques, cartes, les principales données du problème des euromissiles.

Diffusée en France par le MAN, 20, rue du Dévidet, 45200 Montargis - Prix : 15 F.



## RESISTANCES CIVILES ET DEFENSE POPULAIRE NON VIOLENTE

### un important dossier de **Non-violence politique**

- Edito : **L'Histoire et ses leçons.**
- Introduction : **A la recherche de notre Histoire**, par Jacques SEMELIN.
- **Des expériences historiques :**
  - **Hongrie** (1859-1867), par W.R. MILLER.
  - **Finlande** (1898-1905), par W.R. MILLER.
  - **Inde - Gandhi** (1915-1948), par Etienne GODINOT.
  - **Putsch de Kapp** (1920), par Dominique GOURNAC.
  - **La bataille de la Ruhr** (1923), par Frédéric DELARGE.
  - **Résistance au nazisme**
    - en Allemagne, par Patrice COULON
    - en Norvège, par Guy BOUBAULT
    - en Belgique, par Philippe de BRIEY
    - au Danemark, par Patrice COULON
    - en France
- Entretien avec Henri NOGUERES
- Les femmes dans la Résistance, par Bernadette BAYADA
- L'armée et la résistance, par Jean-Paul GIROD
- Le Chambon-sur-Lignon, par Patrice COULON.
- **Guatemala** (1944), par H.M. SEIN
- **Afrique du Sud / Luthuli** (1950-1969), par Christian DELORME
- **Allemagne de l'Est** (1953), par Christian BRUNIER
- **Congo-Zaïre** (1959-1960), par Jean VAN LIERDE
- **Le putsch d'Alger** (1961), par Guy BOUBAULT
- **La Tchécoslovaquie** (1968),
  - Autopsie d'une résistance, par Christian BRUNIER
- **Bolivie** (1978), par Pierre CROISSANT
- **Iran** (1979), par Gilbert GIRONDEAU
- **Pologne** (1980-1983), par Robert POLET
- **ENTRETIEN avec Jacques de BOLLARDIERE**, « De l'armée à la non-violence »
- **Pour un Institut de recherche sur la résolution non-violente des conflits.**

Lorsque l'on parle de défense, on confond souvent les moyens et la fin, la structure (système militaire et guerrier) et la fonction (dissuasion et défense). On aura donc tendance à penser (... et à agir en conséquence !) que défense efficace est synonyme de forte capacité militaire.

Pourtant, les faits ont maintenant dévoilé la logique d'un tel raisonnement, celle de l'absurde. En effet, sous couvert de la nécessité de défense, les armes nucléaires menacent l'existence même des populations de la planète. Et, devant cette situation, on invoque toujours la « fatalité », ou le « mal nécessaire », sans plus d'imagination.

L'Histoire elle-même ne nous apprend-elle pas encore à glorifier le héros guerrier au milieu du sensationnel des meurtres et des guerres... en « oubliant » les centaines d'expériences historiques de défense et de résistance collectives basées sur des méthodes non armées (non-coopération, boycott économique et politique, obstruction de masse, désobéissance civile collective à un pouvoir usurpateur, etc.) ? Les manuels scolaires n'en parlent pas ; l'opinion publique les ignore totalement ou presque (Attenborough a heureusement contribué à sortir de l'ombre l'action exceptionnelle de Gandhi) ; la **Recherche sur la paix** elle-même n'y consacre que 2 à 3 % de ses publications (1).

Pourtant, l'étude systématique de ces exemples historiques constitue la meilleure chance de gagner le combat pour la paix. Rechercher

---

(1) Non-Violence Politique a consacré un dossier à la **Recherche sur la paix** au niveau international, dans son numéro d'avril 83.



les possibilités d'une autre défense, c'est finalement se donner les moyens d'un véritable désarmement. Sans attendre la mise au point ferme et définitive d'une alternative de défense pour commencer à condamner la folie des armes, il convient de mettre à jour au plus tôt, **avec des moyens de recherche appropriés**, les apports spécifiques de la résistance non militaire dans la résolution des conflits.

Les études en ce sens restent marginales, notamment en France. Depuis 1977, le MIR, Mouvement International de la Réconciliation, a contribué à faire connaître ces études en langue française par la publication des « **Monographies de la défense civile** » (2).

Dans le présent dossier, nous avons rassemblé une vingtaine de cas, présentés pour la plupart sous forme de fiches (des références bibliographiques peuvent apporter des compléments nécessaires aux sujets volontairement traités succinctement). Plusieurs membres du MIR belge ont apporté leur collaboration à ce travail.

Nous vous invitons à découvrir cette « autre » Histoire, celle des résistances civiles, diverses par leurs ampleurs et leurs résultats, avec leurs forces et leurs faiblesses, pour commencer à en tirer — pourquoi pas ? — d'autres leçons.

**PRIX : 1 exemplaire 30 F - 10 exemplaires 270 F (prix port compris).**

N.V.P., 20, rue du Dévidet 45200 MONTARGIS  
Tél. (38) 93-13-73.

(2) Les branches francophones du MIR ont publié à ce jour 18 Monographies qui présentent une douzaine de cas de résistance civile. La diffusion de ces brochures (12 F l'exemplaire) est assurée par le secrétariat français du MIR, B.P. 369, 75625 Paris Cédex 13.

# économie et humanisme

N° 274

NOVEMBRE - DECEMBRE 1983

**Dossier : Le neuvième Plan : lectures en pleins et en creux**

N° 274 NOVEMBRE / DECEMBRE 1983

**Dossier : Le neuvième Plan : lectures en pleins et en creux**

- *Les traits nouveaux de la planification française* B. CAZES
- *Le neuvième Plan : une perspective d'Outre-Manche* P. HOLMES
- *Les enjeux de politique industrielle dans le IX<sup>e</sup> Plan* G. LE GUELTE
- *Réflexions sur le IX<sup>e</sup> Plan* A. BIENNAYME

## Articles complémentaires :

- *Entre la Chine et l'Inde : le Bouthan* P. KAPLANIAN
- *Nationalisations et développement régional* R. BRUN
- *Conjoncture économique et financière* A. CEDEL
- *Chronique industrielle* J. DE BANDT

## • Faits et Tendances

- *Réflexions sur la différence* M. COLOMB
- *Les effets des entreprises multinationales sur l'emploi en France* H. PUEL
- *Pétrole et développement : à propos de la conjoncture actuelle* P. VERNET
- *Décentralisation et politique sociale* AMADEUS

## ECONOMIE ET HUMANISME

14, rue Antoine-Dumont  
69372 LYON CEDEX 08

Tél. (7) 861-32-23  
C.C.P. Lyon 1529 - 16 L

Numéro (franco de port)  
Abonnement 1984

FRANCE	ETRANGER
35 F	33 FF
200 F	250 FF



## SESSIONS

### DEFENSE ET PAIX

*Soirées (20 à 22 heures)*

23 janvier : **Défense non-nucléaire : le modèle yougoslave** (C. Mellon).

5 mars : **La politique de défense de la gauche** (C. Mellon).

12 mars : **Violence et prostitution** (P. Giros).

22 mars : **La défense populaire non-violente** (C. Mellon).

23 mars : **La guerre, ça sert à quoi ?** (H. Ott).

*Samedis d'initiation (15 à 22 heures) :*

14 janvier : **Régimes militaires en Amérique latine** (P. de Charentenay).

28 janvier : **Reconversion des industries d'armement** (C. Brunier et F. Vaillant).

10 mars : **Education à la paix en milieu scolaire** (N. Bernard).

28 avril : **Histoire de la résistance civile** (J. Sémelin).

*Formation par correspondance :*

— **Les rapports Est-Ouest** : Doctrines stratégiques, rapport des forces, débats actuels (J. Berthelet et C. Mellon).

— **Le commerce des armes** (O. Maurel).

— **Une société suicidaire** : drogue, délinquance, prostitution (P. Giros).

— **Le mouvement ouvrier face à la guerre** (J. Péaud).

*Renseignements et inscriptions :*

*Défense et Paix*

23, rue N.-D.-de-Lorette,

75009 PARIS

Tél. 281.48.94 les merc. et vend.

de 14 à 20 heures.

### CALENDRIER 1984

**Non-violence politique** éditée comme chaque année un calendrier original. Cette année : 12 sculptures sur bois de Francis CUNY.

A commander, pour 20 F, à NVP, 20, rue du Dévidet 45200 MONTARGIS.

### LA FORGE

28-29 janvier : **La force de frappe française.**

Position de la France dans l'OTAN et dans la défense de l'Europe.

20-23 février : **Tiers-monde et mal-développement.**

24-26 février : **Défenses populaires : alternatives à la défense actuelle.**

3-4 mars : **Objection de conscience : service civil et vie associative.**

13-15 avril : **Techniques d'action non-violentes.**

*Renseignements et inscriptions :*

*La Forge*

10, rue de Paris

Longpont-sur-Orge 91310 MONTLHERY

### LE CUN DU LARZAC

*Programme d'hiver*

#### 1. WEEK-ENDS :

— Se défendre contre le viol - 10-11 mars

— Vivre autrement - 28-29 avril

#### 2. SESSIONS :

— Pour objecteurs de conscience :  
27 février - 2 mars

— La communauté - 12-18 février

— Energies - 24-31 mars  
1<sup>er</sup> - 8 avril

*Renseignements et inscriptions :*

Le CUN, Saint-Martin, 12100 MILLAU

Tél. 65 / 60.62.33.

### SESSION A CHANTILLY

12 et 13 mai : **Se défendre sans la bombe ?**

Présentation et évaluation des différentes défenses « alternatives » à la défense actuelle. Week-end animé par C. Mellon.

Renseignements : Les Fontaines

B.P. 205 - 60500 CHANTILLY



---

## LIVRE JAUNE SUR LA SOCIÉTÉ DU PLUTONIUM

Publié il y a deux ans, ce livre n'a hélas rien perdu de son actualité. Il s'agit d'un dossier sur le surrégénérateur de Creys-Malville. Ouvrage collectif élaboré par l'Association pour l'Appel de Genève (APAG) qui comprend notamment des physiciens. Il explique pourquoi différentes puissances se sont lancées dans la course à la surrégénération ; il démontre que des solutions de rechange existent ; il rassemble divers documents dans lesquels des scientifiques de diverses spécialités ont tiré la sonnette d'alarme. Les aspects physiques, géologiques, biologiques, économiques, juridiques et politiques du dossier sont expliqués.

A commander à APAG, Case postale 89,  
CH-1212 Grand-Lancy I, GENEVE - Suisse.  
27 francs suisses.

- ou 60 francs français à verser par
- mandat postal international au CCP 12-18441
  - virement au compte 253.959.29.00.90-8  
de la B.C.C., 67, rue du Rhône  
CH - 1205 GENEVE
  - chèque bancaire à l'ordre de l'APAG.
- 

---

## MONTAGE AUDIO-VISUEL

Le G.R.I.P. de Bruxelles a réalisé un excellent montage sur les **euromissiles**. Durée : 25 minutes. Excellent pour introduire un débat.

On peut le louer au M.A.N. de Montargis  
(Tél. 16 - (38) 93.13.73) pour 150 F.

---

alternatives  
non violentes

**Abonnez-vous,  
Abonnez vos amis**

### BULLETIN D'ABONNEMENT

à renvoyer à :

A.N.V.  
CRAINTILLEUX  
42210 MONTROND

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....  
.....  
.....

Je souscris un abonnement d'un an (4 numéros),  
à partir du n° .....

Je commande ..... tracts de présentation  
de la revue (gratuits).



TARIF minimum : 70 F (dont TVA 2,70 F)  
étranger : 85 F  
soutien : 100 F ou davantage.



Je commande les numéros suivants : .....

.....  
.....  
.....

Je verse donc la somme de ..... F  
par chèque à l'ordre de

**ANV**

**CCP 2915-21 U LYON**

Date :

Signature :

Voici les noms et adresse de personnes qui seraient  
intéressées par A.N.V. :

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Voici l'adresse d'une Librairie qui accepterait peut-  
être de vendre régulièrement A.N.V. :

.....  
.....  
.....  
.....

## **OU TROUVER ANV ? (suite)**

### **69000 LYON**

- Artisans de Paix - Lanvin Lasserre  
42, cours Franklin-Roosevelt 69006
- LA GRYFFE - 5, rue Sébastien-Gryphe - 69007

### **69100 VILLEURBANNE**

- MAN LYON - 39, rue Courteline

### **72000 LE MANS**

- LA TAUPE - 2, quai Amiral-Lalande

### **74000 ANNECY**

- MAN - BP 146

### **75000 PARIS**

- Librairie PARALLELES - 47, rue Saint-Honoré - 1<sup>er</sup>
- LA PROCURE - 3, rue de Mézières
- Artisans du Monde - 20, rue Rochechouart - 9<sup>e</sup>
- MAN PARIS - 18, rue V.-Massé - 9<sup>e</sup>
- MONTHOLON SERVICE - 26, rue de Montholon - 9<sup>e</sup>
- CHAPELLE SAINT-BERNARD -  
34, place Raoul-Dautry - 15<sup>e</sup>
- Librairie CHERCHE - 3, rue M.-Dormoy - 18<sup>e</sup>

### **79370 CELLES-SUR-BELLE**

- CENTRE PROTESTANT DE L'OUEST

### **81100 CASTRES**

- Librairie RENCONTRES - 36, rue de l'Hôtel-de-Ville

### **8600 POITIERS**

- Librairie PERGAMME - 188, Grande-Rue

### **90000 BELFORT**

- Librairie des Œuvres - 18, fg de Montbéliard

### **91310 MONTLHERY**

- LA FORGE - 10, rue de Paris  
LONGPONT-SUR-ORGE

## **BELGIQUE**

### **1050 BRUXELLES**

- MIR - IRG - 35, rue Van Elewyk

## **SUISSE**

### **1201 GENEVE**

- Librairie QUE FAIRE - 1, place des Grottes

### **1202 GENEVE**

- KYOSQUE du boulevard - 25, bd du pont d'Auve

### **1012 LAUSANNE**

- Centre MARTIN LUTHER KING - BETHUSY 56





## **NUMÉROS DISPONIBLES**

(rappel : les numéros 33 et 37 sont épuisés)

### **N° 34 / DESOBEISSANCE CIVILE (15 F)**

Désobéir à la Loi : légitime ? efficace ? Dans quelles conditions ? Des avocats, magistrats, renvoyeurs de papiers militaires en discutent. Un exemple concret : la lutte pour le Larzac. En annexe : une réflexion de fond sur la grève de la faim — un entretien avec Johan GALTUNG.

### **N° 35 / LA POLITIQUE DE LA PEUR (10 F)**

Comment l'Etat moderne gère la peur pour mieux administrer sa sécurité - Entretien avec Jean DELUMEAU sur « la peur en Occident ».

### **N° 36 / CHRISTIANISME ET VIOLENCES DOSSIER RENE GIRARD (15 F)**

La doctrine de la guerre juste - Positions chrétiennes face à la violence. Table Ronde avec René GIRARD : le Christianisme est-il seulement refus de la violence ou bien invite-t-il positivement à la non-violence ?

### **N° 38 / VIOLENCES BANALES (15 F)**

La guerre commence-t-elle à la fessée ? Violences de la rue, de l'usine, de l'habitat... Comment ritualiser notre agressivité ? Un dialogue entre Michel BOSQUET et Serge JULY.

### **N° 39 / LA DEFENSE CIVILE EN QUESTION (15 F)**

Défense civile : protéger les populations en cas de guerre ? Ou bien rendre aux civils le soin de leur défense ? Un dossier essentiel sur la grève de la faim en BOLIVIE.

### **N° 40 / FEMMES ET VIOLENCES (15 F)**

Les violences que les femmes subissent ou celles qu'elles exercent : les femmes et la guerre, les femmes et le pouvoir, une approche historique de l'oppression des femmes.

### **N° 41 / TRAVAILLEURS FACE A L'ARMEMENT (15 F)**

Désarmer, est-ce se condamner au chômage ? Des économistes disent non. Exemples de plans de reconversion. Table Ronde entre Syndicats et mouvements de paix (MAN, MDPL, Mouvement de la Paix).

### **N° 42 / GREVES DE LA FAIM (15 F)**

Avril 1981 : trois hommes, à LYON, obtiennent par une grève de la faim l'arrêt des expulsions de jeunes immigrés. Au même moment des Irlandais commencent une grève de la faim qui échouera tragiquement : pourquoi le succès dans un cas, l'échec dans l'autre ? Des analyses, des témoignages. Un dossier irremplaçable sur un sujet où la passion l'emporte trop souvent sur l'analyse.

### **N° 43 / LE NOUVEAU MOUVEMENT DE PAIX (15 F)**

Hollande, Angleterre, Norvège, Belgique : pourquoi ces foules dans les rues ? Est-ce l'émergence d'un nouveau mouvement historique ? Le dossier des « euromissiles » : que va faire la France ? Petit dictionnaire pour comprendre tous ces débats.

### **N° 44 / LES VOIES DU DESARMEMENT (15 F)**

L'ONU invite le monde à désarmer pour survivre. Mais que peut-on espérer des différentes voies proposées : les négociations, les marchandages Est-Ouest, les initiatives régionales, les mouvements de paix ? Pour les juger, il faut connaître ces voies : ce numéro vous les présente en détail.

### **N° 45 / TERRORISMES (18 F)**

Il faut « démystifier le terrorisme ». Non pour l'excuser, mais pour pouvoir l'analyser dans toutes ses ramifications et montrer ses impasses. A partir des exemples italien, allemand, irlandais et basque, ce dossier illustre la diversité du fait terroriste.

### **N° 46 / LA GAUCHE NUCLEAIRE (18 F)**

Comment, et pourquoi, le PC et le PS se sont ralliés, en 1977, à l'arme atomique. Témoignages de Patrick Viveret, Yvonne Quilès, Pierre-Luc Séguillon. Dossier complété par un historique de l'opposition à la force de frappe (1945-1965) et par des documents de l'époque.

### **N° 47 / DOSSIER PALESTINE - DEFENSE PAR RESISTANCE CIVILE - DESOBEISSANCE CIVILE - J. DE BOLLARDIERE (18 F)**

Plusieurs dossiers distincts dans ce numéro : Palestine et Israël peuvent-ils vivre en paix ? Un document très important présentant des propositions pour une défense de la Grande-Bretagne par résistance civile. Une étude historique de la naissance et du développement de la notion de « désobéissance civile ». L'itinéraire de Jacques de Bollardière, de l'armée à la non-violence.

### **N° 48 / GUERRES SAINTES, GUERRES JUSTES (18 F)**

Le sacré et le guerrier : pourquoi ce lien permanent ? — Table ronde sur la guerre sainte aujourd'hui, de l'Iran à l'idolâtrie nucléaire — Histoire des attitudes des Chrétiens face à la guerre — Vraies et fausses guerres saintes en Islam — Quelles images de Dieu favorisent la sacralisation de la guerre ? — Divers documents récents des Eglises chrétiennes complètent ce dossier.

### **N° 49 / 1973-1983 : 10 ANS D'ALTERNATIVES NON-VIOLENTES (18 F)**

Bilan, témoignages, itinéraires. Entretien avec J.P. COT, Jacques GAILLOT. Analyse d'un sondage sur la non-violence.



# alternatives non violentes

Craintilleux  
42210 MONTROND

## COMITE D'ORIENTATION

Pierre ARCQ  
Béatrice ARNOULD  
Jacques-Yves BELLAY  
Lydie BONNET  
Guy BOUBAULT  
Bernard BOUDOURESQUES  
Michel de CERTEAU  
Frédéric DELARGE  
Pierre FABRE  
Patrick GIROS  
Jean-Marie MULLER  
Hervé OTT  
Bernard QUELQUEJEU  
Ina RANSON  
Laurent SAMUEL  
Marlène TUININGA  
Jean VAN LIERDE  
Anne-Marie de VILAINE  
Paul VIRILIO  
Patrick VIVERET

## Directeur de Publication :

Christian DELORME

## Rédacteurs en chef :

Jacques SEMELIN  
Christian MELLON

# sommaire

Editorial 1

## DEFENSE NUCLEAIRE, NON-SENS MILITAIRE

- Préface, par Ivo RENS 3
- Texte du Major King-Hall, «Common sense in Defence» (1960), traduit par Ivo Rens et Marlyse Muller, sous les auspices de l'Institut international de recherches sur la paix de Genève (GIPRI) 15
- Orientation bibliographique sur la défense non-violente 50

## UNE IDEE QUI A FAIT SON CHEMIN,

par Christian MELLON

*bref historique des recherches sur la  
défense non militaire* 53

## DIX PROPOSITIONS POUR UNE POLITIQUE DE PAIX

par Johan GALTUNG 56

## COMMENT DESARMER ?

*déclaration de Pax Christi international* 61

**numéro 50**  
**Décembre 83**